

Le Collectif Civil  
Pour Les **Libertés Individuelles**

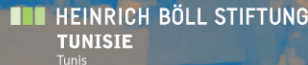
**RAPPORT ANNUEL :**

# ETAT DES LIBERTES INDIVIDUELLES EN TUNISIE

Mars 2020 - Mars 2021 :

# L'ANNÉE DE TOUTES LES MENACES

Avec l'appui de :



Juin 2021

## Composantes du collectif civil pour les libertés individuelles



Le Collectif Civil  
Pour Les **Libertés Individuelles**

**RAPPORT ANNUEL :**  
**ETAT DES LIBERTES INDIVIDUELLES EN TUNISIE**  
**MARS 2020-MARS 2021 :**

**L'ANNEE DE TOUTES LES MENACES**

AVEC L'APPUI DE :



JUIN 2021

## RAPPORT ANNUEL :

## ETAT DES LIBERTES INDIVIDUELLES MARS 2020-MARS 2021 :

### L'ANNEE DE TOUTES LES MENACES

#### A PROPOS DU COLLECTIF CIVIL DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Le Collectif est une coalition informelle d'associations et de mouvements de la société civile ; créé à l'initiative d'un groupe d'associations et lancé le 19 janvier 2019. Le Collectif réunit une quarantaine d'associations œuvrant à défendre les libertés individuelles dans le cadre d'une approche droits-humains ; basée sur l'égalité intégrale et effective entre hommes et femmes, la lutte contre toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale, le handicap, la langue, la religion, la situation économiques et sociale, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, la maladie...

Le collectif est engagé depuis sa création dans toutes les activités et manifestations liées aux droits humains en général et aux libertés individuelles en particulier et publie annuellement un rapport sur l'Etat des libertés individuelles.

Vous pouvez suivre ses activités et publication sur sa page Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/pages/category/Community/Le-collectif-pour-les-libert%C3%A9s-individuelles-1083565965010495/>

#### EQUIPE DE RÉDACTION :

Pr. Wahid FERCHICHI  
Dr. Mohamed Amine JELASSI  
M. Bouhdid BELHEDI  
M. Mohamed Anoir ZAYANI

#### CONCEPTION GRAPHIQUE :

Anis MENZLI / **ALPHAWIN STUDIO**

ISBN : 978 - 9973 - 9860 - 4 -7

Juin 2021

# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉFACE</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>I. LES ATTEINTES AUX DROITS ET AUX LIBERTÉ</b>	<b>10</b>
<b>1. Les droits des femmes</b>	<b>10</b>
1.1. Les agressions contre les femmes	10
1.2. L'acharnement contre les femmes	12
- L'acharnement des politiciens	
- L'acharnement des personnalités publiques	
1.3. La violence cybernétique contre les femmes	16
1.4. Les droits sexuels et reproductifs	16
1.5. Les droits politiques	17
1.6. L'égalité en mariage	17
<b>2. Les droits des personnes LGBTQI++</b>	<b>18</b>
2.1. Liberté et vie privée menacées	18
2.2. L'acharnement sur le net	22
<b>3. Les libertés d'esprit</b>	<b>22</b>
3.1. La liberté d'expression menacée	22
3.2. Incitation à la haine et à la violence menace la liberté de presse	24
- Menace perpétrée par des députés	
- Menace perpétrée par des policiers	
<b>4. Liberté de manifestation</b>	<b>26</b>
<b>5. Le droit à la protection des données personnelles</b>	<b>30</b>
<b>6. Le droit de la santé</b>	<b>30</b>
<b>7. Violation du principe de non-discrimination</b>	<b>32</b>
7.1. Agressions répétées envers les subsaharien.ne.s	32
7.2. Propos racistes envers des Tunisien.ne.s	33
7.3. Détention arbitraire des migrants	34

<b>8. Les abus de police</b>	<b>34</b>
<b>9. La liberté de conscience</b>	<b>37</b>
<b>10. Les droits des enfants : dignité violée</b>	<b>37</b>
10.1. Des filles mineures harcelées et violées	38
10.2. Atteinte à l'intégrité physique et morale des enfants	39
10.3. Enfants victimes de traite des personnes	39
10.4. La vie privée des enfants est dévoilée	40
<b>11. Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains</b>	<b>40</b>
<b>II. Y AVAIT-IL DES AVANCÉES ?</b>	<b>41</b>
<b>1. Les textes juridiques</b>	<b>42</b>
- Les conventions ratifiées	
- Les lois	
- Les actes administratifs	
<b>2. Apport de la jurisprudence</b>	<b>44</b>
2.1. La jurisprudence judiciaire	44
- Un tournant dans la lutte contre le racisme	
- Un tournant pour le militantisme LGBT en Tunisie	
2.2. La jurisprudence administrative	45
<b>3. Le rôle des instances indépendantes</b>	<b>45</b>
<b>4. Le rôle de la société civile</b>	<b>47</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>55</b>
<b>ANNEXE : LISTE DES SOURCES ET RÉFÉRENCES</b>	<b>58</b>



**PRÉFACE**  
**INTRODUCTION**

## PRÉFACE

Depuis sa création un 19 janvier 2016, le Collectif civil pour les libertés individuelles publie annuellement un rapport sur l'état des libertés individuelles<sup>1</sup>. Ces rapports constituent une tentative pour documenter les principales violations des libertés individuelles commises par les différents acteurs publics : institutions, politiciens, police, magistrature... mais aussi des personnalités publiques, des leaders d'opinion, des groupes de citoyens ou encore des citoyens agissant individuellement...

Ces Rapports essaye depuis 2016 de présenter aussi les avancées (si elles existent) en matière d'appui ou de protection des droits et des libertés et notamment les libertés individuelles. Et ce sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel ou opérationnel...

Le Collectif a opté dès l'élaboration de son premier rapport à adopter le même plan et la même démarche :

Au niveau du plan du rapport, nous avons opté et dès le début à un plan simple : En premier lieu, les différentes violations des libertés individuelles et des attaques contre les groupes les plus discriminés et minorés (femmes, enfants, personnes LGBTQI+, migrant.e.s...). En deuxième lieu le rapport relate les acquis en matière de libertés et se termine en troisième lieu par les recommandations.

Cette année (2020) nous avons remarqués la montée des menaces et des violations contre les libertés individuelles et les groupes les plus exposés : journalistes et activistes. Cet état des lieux n'a pas surpris les membres du collectif puisque nous avons déjà attiré l'attention lors du rapport de 2019 sur « *Les Dangers des populistes !* » et bien sur la circonstance aggravante à savoir la pandémie de la COVID19 ! Ces deux facteurs ont entraîné une dégradation de l'état des libertés et une montée des agressions à l'égard des acteurs des libertés...

Au niveau de la démarche de l'élaboration du Rapport, le collectif procède depuis 2016 à une élaboration participative du rapport. Une association membre prend l'initiative d'élaborer le projet du Rapport et tous les membres prennent part pour l'enrichir et l'améliorer.

Cette année l'Association tunisienne de défense des libertés individuelles a pris l'initiative et la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme, le Groupe Tawhida Ben Cheikh, l'Organisation Mondiale Contre la Torture et Avocats Sans Frontières ont contribué activement à son élaboration.

Cette année et pour la troisième année consécutive, le Collectif remercie vivement la Heinrich Böll Stiftung pour son appui financier pour publier et diffuser le Rapport.

Pour le Collectif Civil Pour les Libertés Individuelles et pour le comité de rédaction.

**PR. Wahid FERCHICHI**

---

<sup>1</sup> Pour consulter les rapports du CCLI :

- Rapport état des libertés individuelles 2017 : « *Les violations continuent et s'intensifient* », mars 2018 : [http://www.adltn.org/sites/default/files/fr\\_redui\\_1.pdf](http://www.adltn.org/sites/default/files/fr_redui_1.pdf)
- Rapport état des libertés individuelles en 2018 : « *Bas les masques* », avril 2019 : [http://adltn.org/sites/default/files/1\\_rapport\\_etat\\_des\\_li\\_2019\\_version\\_integrale.pdf](http://adltn.org/sites/default/files/1_rapport_etat_des_li_2019_version_integrale.pdf)
- Collectif civil pour les libertés individuelles et Observatoire du droit à la différence, « *Les libertés individuelles lors des campagnes électorales de 2019, Rapport* », novembre 2019, disponible en trois langues sur le lien : [http://www.adltn.org/sites/default/files/1\\_rapport\\_lib\\_indiv\\_dans\\_les\\_campagnes\\_electorales\\_de\\_2019\\_version\\_integrale.pdf](http://www.adltn.org/sites/default/files/1_rapport_lib_indiv_dans_les_campagnes_electorales_de_2019_version_integrale.pdf)
- Rapport état des libertés individuelles en 2019, « *le danger des populistes* », Avril 2020 : <http://adltn.org/download/rapport-etat-des-libertes-individuele-en-2019/>



## INTRODUCTION

**« L'État garantit aux citoyens et aux citoyennes les libertés et les droits individuels et collectifs. Il leur assure les conditions d'une vie digne. »**

Telles sont les dispositions du paragraphe 2 de l'article 21 de la Constitution du 27 janvier 2014.

Il est incontestable que l'État doit mettre en place un cadre favorable à l'exercice des droits et des libertés. En d'autres termes, la dignité est le socle de ce cadre, sans laquelle il serait inutile de parler des libertés individuelles.

En effet, en droit international des droits humains, deux obligations pèsent sur l'État :

Une *obligation négative* sous forme d'abstention pour les « *droits-libertés* » ou *positive* lorsque l'État s'engage à prendre les mesures nécessaires, législatives et autres, dans le cas de « *droits-créances* ». Ces obligations doivent être réaffirmées même lorsque l'État prend des mesures exceptionnelles en temps de crise. Ces dernières doivent respecter le caractère civil et démocratique de l'État conformément aux articles 2 et 49 de la Constitution.

Or, il semble que la pandémie a fait des dégâts sur le plan sanitaire et sur le plan économique mais aussi du côté des libertés. En effet, les autorités ont profité de la précarité du contexte pour s'attaquer principalement aux défenseur.e.s des droits humains.

Dans ce rapport, nous avons constaté que les catégories de personnes les plus touchées étaient les femmes, les personnes LGBT ou ceux et celles qui militent pour leurs droits ainsi que les subsahariens résidants en Tunisie et les jeunes qui ont fait l'objet d'arrestations arbitraires et des violences commises par les forces de l'ordre durant la période s'étalant de janvier 2021 jusqu'en mars 2021<sup>2</sup>.

Les auteurs des violations étaient surtout la police et d'une manière amoindrie des citoyens, des politiciens et des personnalités publiques...

Ce qui marque cette période c'est le fait que les violations ont augmenté sur les réseaux sociaux. On cite des pages Facebook incitant à la haine et à la violence contre certains individus les auteurs de ces propos demeurent impunis. Par contre, les autorités réagissent d'une manière efficace lorsqu'un ou une internaute critique la politique du gouvernement en temps de crise sanitaire.

Semer la haine n'est pas sanctionné, mais, en contrepartie s'exprimer librement est puni.

De plus, nous nous sommes basés sur plusieurs sources pour récolter nos informations à savoir: les rapports et les études réalisés et publiés par des ONG nationales et internationales. De même nous nous sommes référés aux rapports et

---

<sup>2</sup> "Une parmi deux mille". L'arrestation de Rania Amdouni à l'intersection des luttes : <https://inkyfada.com/fr/2021/03/17/rania-amdouni-intersectionnalite-tunisie/>

publications des Instances publiques indépendantes et notamment : la Haute instance des communications audiovisuelles (HAICA), l'Instance nationale de prévention de la torture (INPT), l'Instance nationale de protection des données à caractère personnel (INPDP). De surcroît, nous avons puisé d'autres données en ligne publiées dans les journaux électroniques.

La synthèse des principales violations des libertés individuelles se situe dans le contexte de la pandémie, plusieurs mesures ont été prises depuis novembre 2020 et jusqu'en mars 2021. Ces mesures touchent bien évidemment les libertés individuelles telles que la liberté de circulation et le droit aux soins.

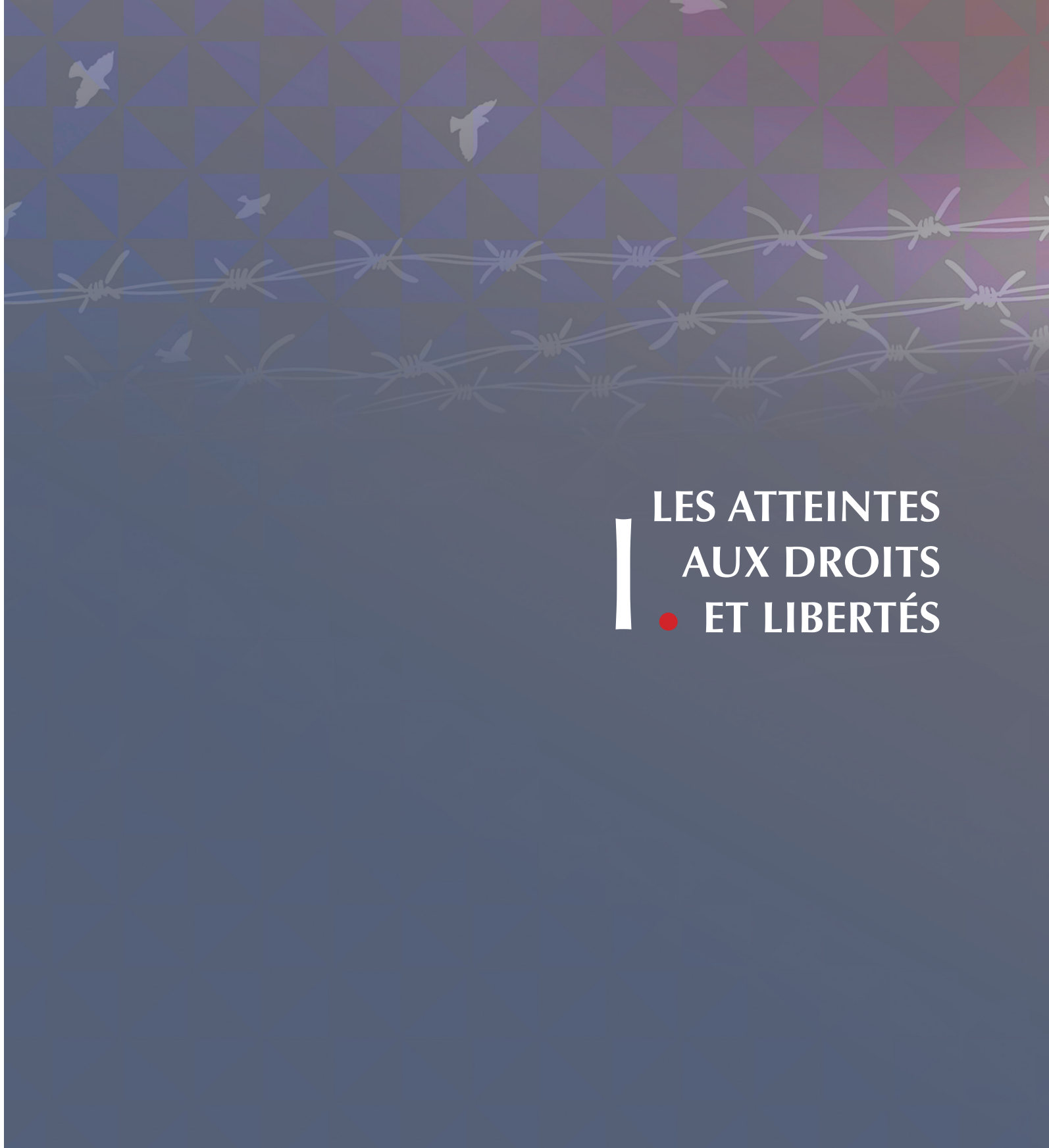
Ce rapport vient ainsi faire et comme à chaque année un état des lieux des violations des libertés individuelles commises entre janvier 2020 et mars 2021<sup>3</sup> dans un contexte de crise sanitaire.

Parallèlement, nous avons remarqué l'absence de garanties réelles de la mise en œuvre de la Constitution comme celle de la mise en place de la Cour constitutionnelle.

Cependant, des zones éclairées durant cette crise sont témoins de minimales avancées réalisées dans le domaine des libertés individuelles. Certaines décisions des tribunaux nationaux et les travaux menés par les instances indépendantes marquent une nouvelle étape en la matière. Sans nul doute, la société civile joue un rôle très important et continue comme elle l'était toujours depuis la chute du régime d'être le garde-fou des droits et des libertés individuels.

---

<sup>3</sup> Par ailleurs nous avons mis l'accent dans ce rapport sur la période de mars 2020 à mars 2021 et ce pour pouvoir intégrer les événements du premier trimestre de 2021 qui constituent à nos yeux la conséquence « naturelle » de la montée du discours populiste à partir de la fin 2019 et des mesures et manques de mesures durant les deux premières vagues de la pandémie de la COVID19. D'autant plus que nombreux sont les rapports qui ont été publiés par les membres du Collectif civil pour les libertés individuelles et qui ont couvert la période du confinement et les mesures spécifiques pour la lutte contre la COVID 19. Voir dans ce sens : ADLI, Les libertés aux temps du Coronavirus : Covid 19 voile, Covid 19 dévoile, Rapport sur l'état des libertés durant le confinement : mars-juin 2020 ; disponible sur le lien suivant : <http://adlitn.org/download/rapport-les-libertes-aux-temps-du-coronavirus/>



**LES ATTEINTES  
AUX DROITS  
● ET LIBERTÉS**

Réaliser l'équilibre entre la préservation de la santé publique et les libertés individuelles n'est pas une entreprise simple.

En effet, les libertés individuelles de circulation, de manifestation, d'expression, de conscience, le droit à l'égalité et à la non-discrimination, la préservation de la dignité, les droits des femmes et des enfants ont été menacés au temps du coronavirus.

Des inquiétudes deviennent aujourd'hui de plus en plus audibles quant aux conséquences de des mesures exceptionnelles adoptées et renouvelées pour faire face à la crise sanitaire. De surcroît, le terrain était favorable aux dépassements quant aux droits et libertés.

## 1. LES DROITS DES FEMMES

Les droits des femmes ont été consolidés suite à l'adoption de la Loi organique n° 2017-58 du 11 août 2017 (la loi de 2017), relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Cette loi vise, particulièrement, à éliminer toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes. Or, cela n'a pas empêché les agressions et l'acharnement contre les femmes. De tels actes menacent les acquis des femmes ainsi que le processus de la consolidation et du développement de ses droits conformément à l'article 46 de la Constitution.

### 1.1. Les agressions contre les femmes

La Loi de 2017 réprime la violence à l'égard des femmes. En effet, son article 2 énonce que cette violence comprend : *« toute atteinte physique, morale, sexuelle ou économique à l'égard des femmes, basée sur une discrimination fondée sur le sexe et qui entraîne pour elles, un préjudice, une souffrance ou un dommage corporel, psychologique, sexuel ou économique et comprend également la menace de porter une telle atteinte, la pression ou la privation de droits et libertés, que ce soit dans la vie publique ou privée. »*

A ce stade, plusieurs femmes ont fait l'objet d'agressions physiques et sexuelles en public et même au sein de la famille. En revanche, certaines femmes ont été agressées par des policiers.

#### **Juin 2020 : La pandémie accroît la violence faite aux femmes**

Le nombre de cas de violence à l'égard des femmes, tous types confondus, a connu une hausse alarmante depuis la promulgation du décret gouvernemental n°2020-156 du 22 mars 2020. Ce décret portant sur la mise en place d'un confinement sanitaire total en vue de minimiser l'impact de la pandémie du COVID-19. A la date du 3 mai, plus de 7.000 cas de violence avaient été signalés auprès du numéro vert mis en place par le Ministère tunisien de la Femme. Cette augmentation du taux de violence contre les femmes a coïncidé avec la décision de Conseil Supérieur de la Magistrature, prise le 23 mars, de reporter toutes les audiences des affaires civiles, y compris les audiences de conciliation. Cette décision a, par ailleurs, freiné l'accès des femmes aux services de justice tels que les tribunaux aux affaires familiales ou traitant des violences faites aux femmes. Ces entraves à l'accès à un droit constitutionnel en période de pandémie ont menacé la sécurité physique et psychologique des femmes victimes de violence conjugale et domestique<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Tunisie : la pandémie accroît la violence faite aux femmes : <https://euomedrights.org/fr/publication/tunisie-la-pandemie-accroit-la-violence-faite-aux-femmes/>

**Août 2020** : *Des associations dénoncent la multiplication des violences policières contre les femmes :*

Au nord de Tunis, deux policiers malmènent une femme et tentent de la forcer à monter dans leur voiture banalisée.

La victime est éloignée de leur véhicule par des passants. Entre le 4 et le 5 août, à Tunis, au moins trois femmes ont été agressées violemment par la police ou avec la complicité de celle-ci. Parmi elles, une avocate et une militante LGBT.<sup>5</sup>

**Août 2020** : *Arrestation des agresseurs de l'animatrice de Radio Med*

Les agresseurs présumés de l'animatrice de Radio Med, victime d'un violent braquage le 18 août 2020, ont été arrêtés, a indiqué le porte-parole du Syndicat des forces de sécurité intérieur à Nabeul dans une déclaration. L'animatrice a révélé, pour sa part, qu'une confrontation a été organisée la veille par les services de sécurité de Nabeul, où elle a reconnu son agresseur, qui à son tour a reconnu les faits.<sup>6</sup>

**Novembre 2020** : *Une passagère, victime d'agression dans un moyen de transport public: Harcelée dans la rame d'un métro !*

Un nouvel épisode vient de se dérouler à huis clos dans un moyen de transport public dans la ligne numéro 2 du métro à Tunis. Le trajet a, en effet, viré au cauchemar pour l'une des passagères qui a été prise à partie par cinq délinquants.

Ces derniers auraient profité du fait qu'elle soit en retrait des autres passagers pour l'encercler rapidement et la coincer au fond de la rame. Prise au piège et sous le choc, la jeune fille, terrorisée, a réussi à attirer l'attention d'une passagère, témoin oculaire de la scène qui a entendu une faible voix surgir du fond du métro sans toutefois savoir de qui elle émanait.

C'est ce que relate le post qui a été relayé sur les réseaux sociaux. Attouchements, viol..., aucun passager ne sait pour l'heure ce qui est arrivé précisément à cette jeune fille qui a été victime de violence et de harcèlement collectif pendant de longues minutes qui ont dû lui sembler interminables, et ce, sans que personne n'ait osé intervenir pour mettre fin au manège des agresseurs. S'exprimant sur cette affaire sur les ondes d'une radio privée, le porte-parole du parquet du tribunal de première instance de l'Ariana a souligné que la justice a décidé de se saisir de l'affaire et d'ouvrir une enquête afin de déterminer la responsabilité de la Transtu dans cette affaire et d'identifier les agresseurs.<sup>7</sup>

**Février 2021** : *Les femmes victimes de violences physique et sexuelle*

Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (Ftdes) a publié son rapport du mois de février 2021, qui porte sur les mouvements sociaux, suicides, violences et migrations.

Le rapport a annoncé que durant le mois de janvier 2021, 53,7% des violences signalées étaient des violences collectives perpétrées par les deux genres, contre 45,3% pour les violences individuelles.

Avec un taux d'environ 30% pour les gouvernorats de l'Ariana, Tunis et Ben Arous, la capitale arrive au premier rang

<sup>5</sup> À Tunis, des associations dénoncent la multiplication des violences policières contre des femmes : <https://observers.france24.com/fr/20200814-violences-police-tunisie-contre-femmes>

<sup>6</sup> Arrestation des agresseurs de l'animatrice de Radio Med : <https://www.businessnews.com.tn/arrestation-des-agresseurs-de-lanimatrice-de-radio-med,520,101601,3#:~:text=Les%20agresseurs%20pr%C3%A9sum%C3%A9s%20de%20,ce%20samedi%2029%20ao%C3%BBt%202020>

<sup>7</sup> Une passagère, victime d'agression dans un moyen de transport public: Harcelée dans la rame d'un métro !: <https://lapresse.tn/78052/une-passagere-victime-dagression-dans-un-moyen-de-transport-public-harcelee-dans-la-rame-dun-metro/>

des régions les plus violentes<sup>8</sup>, suivie du gouvernorat de Nabeul (avec un taux d'environ 15%), puis du gouvernorat de Kasserine<sup>9</sup> (avec environ 13%), puis les gouvernorats de Monastir<sup>10</sup>, Kairouan<sup>11</sup> et Mahdia<sup>12</sup> (avec un taux d'environ 7% pour chaque région). Viennent ensuite les gouvernorats de Sousse<sup>13</sup>, Sfax<sup>14</sup> et Kébili<sup>15</sup> avec 5%, suivis des gouvernorats de Bizerte<sup>16</sup>, Le Kef<sup>17</sup> et Sidi Bouzid<sup>18</sup> avec 2%.

Par ailleurs, durant le mois de février 2021, les femmes ont représenté 29,3% de l'ensemble des victimes de violence, tandis que les hommes ont représenté 65,9% des agresseurs.

Le rapport a affirmé que des femmes journalistes ont été touchées dans des endroits sensibles de leurs corps, par des individus parmi les foules rassemblées par les partisans d'Ennahdha, alors qu'elles étaient en train de couvrir le rassemblement du mouvement le 27 février 2021. Ce qui a été considéré par le Ftdes comme un « *dangereux précédent* », établi en Tunisie pour la première fois, car aucun incident de harcèlement de masse de cette manière n'a été enregistré dans la rue auparavant.<sup>19</sup>

## 1.2. L'acharnement contre les femmes

Les femmes continuent à subir l'acharnement des politiques, des médias et des réseaux sociaux.

### • L'acharnement des politiciens

**Avril 2020** : *Abir Moussi accuse Yadh Elloumi de lui avoir dit : « Ta place est à Abdallah Guech<sup>20</sup> » !*

La présidente du parti destourien libre (PDL), Abir Moussi a porté de graves accusations, mardi 21 avril 2020, à l'encontre du député Qalb Tounes, Yadh Elloumi. Mme Moussi accuse son camarade au Parlement de l'avoir interrompue et insultée, au cours des travaux de la commission de la réforme administrative. Contactée par Business News, Abir Moussi assure qu'elle a assisté aux travaux de la commission, qui auditionnait le ministre de l'Industrie, et que Yadh Elloumi l'a empêchée, à plusieurs reprises, d'intervenir. « *En sortant de la réunion, il s'est attaqué à moi, a tenté de m'agresser et a proféré des insultes. Il m'a traitée de tous les noms notamment de folle à lier. Il m'a dit : ta place est à Abdallah Guech (Ndlr, une maison-close à Tunis)* ». Abir Moussi affirme également qu'un député Al Karama en a profité pour l'insulter à son tour. Face à ces accusations, Yadh Elloumi a publié un statut Facebook où il dément catégoriquement la présidente du PDL.

Il a expliqué que la députée a décidé « *comme à son habitude de perturber les travaux de la commission* ». L'élu Qalb Tounes annonce que les enregistrements le prouveront et que les présents peuvent en témoigner. « *Les méthodes des*

<sup>8</sup> Les villes formant le grand Tunis.

<sup>9</sup> Ville située au centre-ouest de la Tunisie.

<sup>10</sup> Ville du centre-est de la Tunisie.

<sup>11</sup> Ville du centre de la Tunisie.

<sup>12</sup> Ville du centre-est de la Tunisie.

<sup>13</sup> Une ville située au centre-est de la Tunisie.

<sup>14</sup> Une ville située au sud de la Tunisie.

<sup>15</sup> Une ville située au sud de la Tunisie.

<sup>16</sup> Une ville située au nord-est de la Tunisie.

<sup>17</sup> Une ville située au nord-ouest de la Tunisie.

<sup>18</sup> Une ville du centre de la Tunisie.

<sup>19</sup> Femmes journalistes : Victimes de violences physique et sexuelle : <https://lapresse.tn/91429/femmes-journalistes-victimes-de-violences-physique-et-sexuelle/>

<sup>20</sup> Maison close à Tunis.

*milices n'ont plus lieu d'être !* », s'est-il exclamé.<sup>21</sup>

### **Août 2020 : l'égalité dans l'héritage n'est pas reconnue aux femmes**

Le président Kais Saïed a profité de l'occasion de la fête nationale des femmes pour réitérer son opposition à l'égalité dans l'héritage, qui demeure l'un des derniers bastions de l'inégalité juridique entre les sexes dans la société tunisienne.

Actuellement, en vertu du droit successoral, la femme ne reçoit d'un héritage que la moitié de la part de l'homme du même degré de parenté selon la loi inspirée du Coran. Dans ce contexte, l'association "Aswat Nissa" a appelé le président de la République, Kais Saïed, à veiller au respect de la Constitution et à éliminer toutes les formes d'inégalité et de discrimination entre les Tunisiens, et ce dans tous les textes de loi y compris la loi successorale, d'autant plus que la Tunisie a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.<sup>22</sup>

Alors qu'en mars 2021 et à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Le président de la République a déclaré que : *« Tous les acquis de la femme tunisienne sont le fruit de longs combats de femmes, d'hier et d'aujourd'hui, qui ont toutes milité pour la liberté et les droits, a-t-il indiqué estimant, toutefois, que beaucoup reste à faire au niveau des mentalités »*.<sup>23</sup>

### **Septembre 2020 : L'ATFD appelle à inscrire l'interdiction du sexisme dans le règlement intérieur de l'ARP**

L'Association tunisienne des Femmes démocrates (ATFD) a réagi aux attaques orchestrées contre son ancienne présidente, l'avocate, militante des droits humains et ancienne députée. Cette dernière a été victime d'une campagne de dénigrement et de diffamation sur les réseaux sociaux. L'avocate a, entre autres, été attaquée par le député de *« la Voix des Agriculteurs »*. En réaction, l'ATFD a publié un communiqué dénonçant la persistance du sexisme en politique.

*« Encore une fois, des actes et des propos nous rappellent que le sexisme en politique persiste et parasite le débat démocratique dans notre pays. Le dernier en date, est le statut avilissant, posté par le député à l'encontre de notre camarade, militante invétérée de la cause des femmes et ancienne présidente de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates, dans lequel il reproche à l'avocate et ancienne députée<sup>24</sup>, sa position contre la peine capitale, en l'attaquant en des termes dégradants et d'une vulgarité inqualifiable »*, lit-on dans le communiqué de l'ATFD. L'association a souligné, également, qu'elle condamnait *« fermement tout comportement sexiste que ce soit au sein de l'Assemblée ou en dehors et réitère son attachement inflexible aux valeurs d'égalité et de respect entre femmes et hommes »*. L'ATFD a appelé les députés à *« inscrire l'interdiction du sexisme dans le règlement intérieur de l'ARP »*.<sup>25</sup>

<sup>21</sup> Abir Moussi accuse Yadh Elloumi de lui avoir dit : « Ta place est à Abdallah Guech » ! : <https://www.businessnews.com.tn/abir-moussi-accuse-yadh-elloumi-de-lui-avoir-dit---ta-place-est-a-abdallah-guech-520,97738,3>

<sup>22</sup> Aswat Nissa appelle Kais Saïed à veiller au respect de la Constitution : <https://www.webmanagercenter.com/2020/08/18/454825/aswat-nissa-appelle-kais-saied-a-respecter-la-constitution-et-a-eliminer-toutes-les-formes-dinegalite-et-de-discrimination-entre-les-citoyens/>

<sup>23</sup> Kais Saïed : « Pas de société libre, sans femmes libres » : <https://www.webmanagercenter.com/2021/03/09/464698/kais-saied-pas-de-societe-libre-sans-femmes-libres/>

<sup>24</sup> Mme Bochra Belhadj Hmida.

<sup>25</sup> L'ATFD appelle à inscrire l'interdiction du sexisme dans le règlement intérieur de l'ARP : <https://www.businessnews.com.tn/latfd-appelle-a-inscrire-linterdiction-du-sexisme-dans-le-reglement-interieur-de-larp.520,102495,3>

### **Septembre 2020 :** *L'ATFD condamne les insultes de Seïf Eddine Makhlouf contre Abir Moussi*

L'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), a vivement condamné les insultes prononcées par le député Al Karama, Seïf Eddine Makhlouf, à l'encontre de la présidente du PDL, Abir Moussi. L'ATFD a souligné qu'il s'agit là d'un nouvel épisode de la série de violences politiques contre les femmes, ajoutant que les attaques perpétrées par le député Makhlouf n'auraient pas continué sans que la culture de la violence politique et de la discrimination à l'égard des femmes ne soit propagée dans les différentes structures de l'État et de la société. Rappelons que la dispute a eu lieu lors de la première réunion de bureau de l'ARP consacrée à la répartition des responsabilités en ce début de session parlementaire. La vidéo publiée par Abir Moussi, illustre parfaitement les insultes de Seïf Eddine Makhlouf qui l'a traitée de tous les noms et il lui a même craché dessus, alors qu'il savait qu'elle était en train de le filmer.<sup>26</sup>

### **Novembre 2020 :** *Après la condamnation de son agression verbale envers Moussi par le Bureau du Parlement, Makhlouf réagit en la... réinsultant*

Dans un long statut Facebook, écrit pour réagir au communiqué du Bureau du Parlement, Makhlouf a traité Abir Moussi de «guenon» et de «poubelle».

Il a également appelé les députés Tarek Fetiti<sup>27</sup>, Mabrouk Korchi<sup>28</sup>, Khaled Krichi<sup>29</sup>, Samia Abbou<sup>30</sup> et Hafedh Zouari<sup>31</sup> (qui sont derrière la décision selon lui), à noter le communiqué de condamnation de ses insultes sur du papier toilette et de s'en servir par la suite : « Écrivez dessus votre communiqué, puis faites-en et de ce qu'il en restera ce que vous jugez utile... et bon ».<sup>32</sup>

### **Décembre 2020 :** *l'émission « Dima Labess » portait atteinte à la dignité des femmes*

Le Conseil de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle – HAICA adresse à la chaîne privée Attassia TV une mise en garde pour récidive. Et ce, suite à la diffusion, dans la soirée du 26 décembre 2020, d'une séquence de quelques minutes. Elle provient de l'émission « Dima Labess » et contenait des allusions sexuelles. Ainsi, la séquence était largement partagée sur les réseaux sociaux. C'est une séquence d'un jeu qui fait une grande polémique.

Ce qui obligeait son présentateur à présenter ses excuses aux téléspectateurs. Et à apporter des précisions sur ce dépassement jugé grave par les internautes; lesquels criaient au scandale. Alors, la HAICA se saisissait de l'affaire. Elle se base sur l'article 5 du décret 116 de 2011 relatif à l'organisation des médias. De même que sur l'article 11 de la loi de 2017 (corrige la nomenclature des textes juridique ! et faites le partout !) relative à la répression de la violence contre la femme. En considérant que l'émission porte atteinte à la dignité humaine, à la femme et à son image dans la société.<sup>33</sup>

<sup>26</sup> L'ATFD condamne les insultes de Seïf Eddine Makhlouf contre Abir Moussi : <https://www.businessnews.com.tn/L%E2%80%99ATFD-condamne-les-insultes-de-Se%C3%AFf-Eddine-Makhlouf-contre-Abir-Moussi.520,102594,3>

<sup>27</sup> Deuxième vice-président de la Chambre des représentants du peuple.

<sup>28</sup> Député à la Chambre des représentants du peuple depuis 2019.

<sup>29</sup> Député du Mouvement Echâab.

<sup>30</sup> Députée du Courant Démocrate.

<sup>31</sup> Député d' Al Badil Ettounsi.

<sup>32</sup> Après la condamnation de son agression verbale envers Moussi par le Bureau du Parlement, Makhlouf réagit en la... réinsultant : <http://kapitalis.com/tunisie/2020/11/05/apres-la-condamnation-de-son-agression-verbale-envers-moussi-par-le-bureau-du-parlement-makhlouf-reagit-en-la-reinsultant/>

<sup>33</sup> Emission « Dima Labess » (Attassia TV) : la HAICA réagit et ouvre une enquête : <https://www.leconomistemaghreb.com/2020/12/29/emission-dima-labess-attasia-tv->



### Décembre 2020 : le député Mohamed Affes s'attaque aux mères célibataires

Le député Affes a comparé les femmes tunisiennes aux femmes occidentales, estimant que leurs acquis sont limités à la maternité hors mariage, au droit à l'avortement et aux libertés sexuelles. « *Les mères célibataires sont soit des prostituées, soit violées. [...] La liberté sexuelle est de la fornication* », avait-il déclaré.

Une nouvelle protestation a été organisée vendredi 11 décembre 2020 devant le siège de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP). Présente sur place, la présidente de l'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT) a annoncé qu'une plainte a été déposée contre le député en question, insistant que l'immunité parlementaire ne signifie pas l'impunité.

L'Union avait condamné les déclarations de Affes<sup>34</sup> considérées comme du « *mépris à l'encontre des femmes tunisiennes* » et a appelé le reste des députés à condamner le discours et à publier une position officielle pour le dénoncer.<sup>35</sup>

### Décembre 2020 : Un député insulte les femmes

Le député Said Jaziri du parti Errahma a proféré des propos très graves sur les ondes de Radio Quran, une radio qui diffuse sans licence en Tunisie. Said Jaziri a dépassé Mohamed Affes en termes d'insultes et de mépris en appelant, le mercredi 16 décembre 2020 au mariage des mineures et en décrivant les femmes comme des « *machines à procréer* ». « *Aujourd'hui en Tunisie, une femme se marie à l'âge de 38 ou 40 ans alors qu'elle est féconde dès l'âge de 14 ans* » a-t-il lancé en référence à la procréation. Said Jaziri a souligné et insisté sur le fait que les femmes ne sont que des « *machines de reproduction* » et qu'on ne peut changer ce qu'a créé Dieu.<sup>36</sup>

## • L'acharnement des personnalités publiques

### Aout 2020 : les propos de Lotfi Abdelli tombent sous le coup de la Loi sur la violence contre les femmes !

La présidente de l'Union nationale de la Femme tunisienne (UNFT) a estimé que ce qui a été dit dans le spectacle de Lotfi Abdelli sur Abir Moussi tombe sous le coup de la Loi 58 (Loi organique n°2017-58 du 11 août 2017 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes), car c'est une atteinte à la dignité et à la personne de la politicienne.

« *Ce qui est arrivée à Abir Moussi est l'équivalent d'un crime de violence ! L'UNFT met en garde contre ce genre de crime*». Elle pense que le one-man-show de Lotfi Abdelli n'encourage pas la femme tunisienne à entrer dans la vie politique et la vie publique. « *Chaque fois qu'on veut critiquer une femme, on ne critique pas ce qu'elle a fait, son comportement, ses positions ou ses visions. Son physique est tout le temps la cible de prédilection. Mais, pour ce spectacle, c'est pire puisqu'on est passé à la vulgarité, tout en nommant la personne en question !* », a-t-elle estimé.<sup>37</sup>

---

[la-haica-reagit-ouvre-enquete/](#)

<sup>34</sup> Mohamed Affes, député Al-Karama, une coalition islamiste.

<sup>35</sup> L'UNFT à Mohamed Affes : « L'immunité parlementaire n'est pas synonyme d'impunité ! » : <https://www.webdo.tn/2020/12/11/unft-a-mohamed-affes-limmunit-parlementaire-nest-pas-synonyme-dimpunite/#.YFBslEnft-E>

<sup>36</sup> Said Jaziri : « Les femmes sont des machines à procréer » : <https://www.webdo.tn/2020/12/17/said-jaziri-les-femmes-sont-des-machines-a-procreer/#.YHL1xOgzblU>

<sup>37</sup> Jerbi : les propos de Lotfi Abdelli tombent sous le coup de la Loi sur la violence contre les femmes ! : <https://www.businessnews.com.tn/jerbi-les-propos-de-lotfi-abdelli-tombent-sous-le-coup-de-la-loi-sur-la-violence-contre-les-femmes,520,101058,3>

### 1.3. La violence cybernétique contre les femmes

**Novembre 2020 :** *Répondue, la violence en ligne est devenue pour certaines femmes une fatalité inhérente à leur présence sur les réseaux sociaux. « Toutes les filles ayant un compte Facebook ont vécu une forme de violence cybernétique*

Harcèlement, revenge porn, chantage, 80% des femmes ont subi des violences sur le Net en Tunisie. Cette violence revêt plusieurs aspects et sévit via les réseaux sociaux.

En Tunisie, 4 femmes sur 5 ont été la cible de violences en ligne, 7 sur 10 ont été traitées de « *putes* » et 51% d'entre elles ont subi des insultes sur Facebook selon une étude réalisée par le Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (Crédif).<sup>38</sup>

### 1.4. Les droits sexuels et reproductifs

En 2020, l'accès à la contraception et à l'avortement a continué à connaître de plus en plus d'entraves.

La pandémie de COVID-19 a exposé de plus évidente les faiblesses du système, et dans celui-ci, le manque de priorisation de la santé sexuelle et reproductive.

**Mars/Avril 2020 :** *Appel urgent fut lancé aux autorités publiques pour assurer la continuité de l'accès aux services de la santé sexuelle et de la reproduction*

L'appel fut lancé suite à l'abandon, dès le début de l'épidémie COVID-19 du soutien aux structures de première ligne y compris les consultations de santé maternelle et néonatale et les services de contraception et d'avortement eut lieu, et fut aggravé par la fermeture de certains centres de l'Office National de la Famille et la Population (ONFP) pendant plusieurs semaines. Plus de 52 associations et 75 personnalités et activistes ont signé l'Appel. Il fut présenté à trois ministres dont celui de la Femme, de l'enfance, la Famille et les Seniors et des Droits Humains et relation avec la société civile en Avril 2020.

Afin de documenter les lacunes dans l'accès, le Groupe Tawhida Ben Cheikh<sup>39</sup> a mené une enquête en ligne au mois d'Avril, avec l'Association Tunisienne des Sages-Femmes et UNFPA qui a confirmé le manque de matériel de protection du personnel dans les structures de prestation du secteur, l'absence de formation et d'information adéquate des sages-femmes sur le virus et sur les procédures de protection, et la non généralisation de la diffusion des directives et des conduites à tenir. Une baisse significative des prestations de services de contraception et des soins pre-natals ainsi que le manque de produits a été également montré.

Ces données quantitatives furent étayées par des témoignages de femmes à qui on a refusé l'avortement, bien qu'elles se soient présentées dans les délais légaux de la procédure.

<sup>38</sup> Ripostes féminines contre l'impunité des violences cybernétiques : <https://nawaat.org/2020/11/04/ripostes-feminines-contre-limpunite-des-violences-cybernetiques/>

<sup>39</sup> Résultats d'une enquête en ligne sur la perception des sages-femmes de la continuité des services de santé sexuelle et reproductive et les besoins de protection durant l'épidémie COVID-19, Journal de Gynécologie Obstétrique et Médecine Foetale, V1, n°13, 2020 (Novembre 2020) J ISSN : 1737-6661, p. 19-21.

## **Octobre/novembre 2020 : la qualité des services de santé sexuelle et de la reproduction est problématique**

Le groupe Tawhida Ben Cheikh a mené une deuxième enquête en collaboration avec l'Association Tunisienne des Sages-Femmes, en octobre/ novembre 2020 dont les résultats ont fait l'objet d'un article paru dans le Journal de de la Société Tunisienne de Gynécologie et d'Obstétrique, intitulé « *Qualité de la préparation en vue de la deuxième vague de la covid-19 et continuité des services de santé sexuelle et de la reproduction.* »

Les résultats ont montré un manque de préparation par les autorités publiques pour faire face à la 2<sup>ème</sup> vague de COVID-19 avec pour la plupart une situation similaire à Avril 2020 :

Seulement 1/5 des Sages-Femmes Enquêtées (SFEs) ont déclaré avoir reçu des directives claires pour la prise en charge des femmes qui consultent pour des soins SSR. De façon similaire, près des 2/3 des SFEs indiquent qu'elles n'ont pas reçu d'information régulière de l'évolution de l'épidémie dans leur région.

Le manque de suivi par les gestionnaires dans les centres pour éviter la contamination ainsi que la non application des mesures prises pour la prévention de la contamination du virus ont été rapportés.

Les sages femmes ont également indiqué un manque d'approvisionnement en contraceptifs dans les hôpitaux régionaux ou de circonscription avec 60% seulement des SFEs travaillant dans ces structures ayant indiqué une continuité de l'approvisionnement en contraceptifs.<sup>40</sup>

### **1.5. Les droits politiques**

#### **Mars 2021 : Faible représentation dans les postes de décision**

La ministre de la Femme, de la Famille et des Séniors a participé en marge de la 65<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies à New York, à une manifestation en visioconférence sur le thème « *Accès des femmes à la justice : la parité basée sur l'approche du genre dans le secteur judiciaire* ».

La ministre tunisienne a souligné que la femme n'est pas représentée comme il se doit dans les postes de décisions en Tunisie, malgré sa présence dans le secteur judiciaire en tant que magistrat.

### **1.6. L'égalité en mariage**

#### **Juillet 2020 : L'Association de soutien des minorités s'indigne contre le maire du Kram**

Malgré l'annulation de la circulaire interdisant aux Tunisiennes de se marier à des non- musulmans, le maire de la commune du Kram, Fathi Laâyouni continue, en effet, de l'appliquer. La municipalité du Kram exige toujours la présentation d'un certificat de conversion à l'islam délivré par le mufti pour pouvoir se marier à une Tunisienne. Le 8 septembre 2017, le ministre de la Justice, Ghazi Jeribi avait signé une circulaire faisant annuler celle numéro 216 du 5

<sup>40</sup> Qualité de la préparation en vue de la deuxième vague de la COVID-19 et continuité des services de santé sexuelle et de la reproduction. Résultats de l'enquête en ligne parmi les sages-femmes, menée par le groupe Tawhida Ben Cheikh, JGOMF, V1 n°14, 2021.

novembre 1973 interdisant aux Tunisiennes de se marier à des non-musulmans. Une circulaire que le maire du Kram a visiblement décidé d'ignorer.<sup>41</sup>

## 2. LES DROITS DES PERSONNES LGBTQI++

L'acharnement contre les personnes LGBTQI++ s'est accentué en période de la montée du populisme. Le climat politique qui régnait a favorisé la haine, la violence, les arrestations arbitraires des militants LGBTQI++ et même la violation de la vie privée de ces personnes. La cause LGBTQI++ a été, sans surprise, instrumentalisée par les autorités et notamment par l'exécutif, lors des manifestations, afin de détourner l'opinion publique et de distraire la rue, animée par des mouvements sociaux qui ont gagné en intensité au fil du temps.

### 2.1. Liberté et vie privée menacées

#### Janvier 2020 : L'acharnement institutionnel contre des personnes LGBTQI+

Le 13 janvier 2020, des agents de police agressent une personne trans, ainsi que deux de ses amies trans, à quelques mètres du ministère de l'intérieur, lui causant des fractures au niveau du crane et une hémorragie interne. A l'hôpital public Rabta, elles étaient privées d'accéder aux soins à cause de leur identité de genre non conforme à leurs documents officiels. Se dirigeant vers l'hôpital Mongi Slim, les victimes sont de nouveau agressées par les agents de service médical de radiologie avant que le médecin légiste ne puisse délivrer un certificat médical de 45 jours de repos.<sup>42</sup>

Le 27 février 2020, le député Al Karama, Mohamed Affes, a condamné lors de son intervention lors de la plénière, les orientations idéologiques du chef du gouvernement désigné, Elyes Fakhfakh, exprimées lors de sa campagne électorale présidentielle.

En effet, le député adopte un discours homophobe et haineux : « *Tu n'es pas le plus apte parce que tu défends un projet laïc extrémiste. Tu défends les horribles droits des homosexuels*<sup>43</sup> ».

#### Juin 2020 : Des condamnations pour homosexualité confirmées

Le 06 juin 2020, le tribunal de première instance du Kef a condamné deux jeunes homosexuels à 2 ans de prison pour homosexualité, après que ceux-ci aient initialement porté plainte l'un contre l'autre au sujet d'un prêt non remboursé.

Cette décision a été confirmée le 28 juillet 2020 par la cour d'appel du Kef, qui maintient la condamnation et réduit la peine à une année de prison ferme.

L'avocate des deux jeunes a déclaré qu'elle avait attiré l'attention de la Cour sur les déclarations faites par les deux hommes selon lesquelles la police les avait violentés, insultés et menacés de leur faire avouer leur homosexualité sous

<sup>41</sup> Fathi Laâyouni refuse de marier une Tunisienne à un non musulman : <https://www.businessnews.com.tn/fathi-laayouni-refuse-de-marier-une-tunisienne-a-un-non-musulman,520,100116,3#:~:text=Malgr%C3%A9%20l'annulation%20de%20la,La%C3%A2youni%20continue%20de%20l'appliquer.&text=Mais%2C%20le%20mairie%20du%20Kram,faire%20qu'%C3%A0%20sa%20t%C3%AAt>

<sup>42</sup> La défenseuse des droits humains trans Frita violemment agressée par la police : <https://www.frontlinedefenders.org/fr/case/trans-woman-human-rights-defender-frita-violently-attacked-police>

<sup>43</sup> Mohamed Affes s'attaque à Fakhfakh en proférant des propos homophobes et extrémistes : <https://www.businessnews.com.tn/mohamed-affes-sattaque-a-fakhfakh-en-proferant-des-propos-homophobes-et-extremistes,520,95670,3>

la pression, et avait tenté de les persuader de subir un examen anal, prétendument pour établir s'ils se livraient ou non à la sodomie, ce qu'ils ont refusé.<sup>44</sup>

### **Août 2020 :** *Des militant.e.s LGBTQI++ agressé.e.s*

Le 5 août 2020, des militant.e.s de l'association DAMJ et de l'association Outcast, ont été agressé.e.s verbalement et physiquement par des agents des forces de l'ordre sur l'avenue Habib Bourguiba dans le centre-ville de Tunis. Les agents ne se contentent pas de ces violences mais incitent également les passant.e.s à y participer, en leur offrant protection et impunité.<sup>45</sup>

Janvier 2021, des membres de l'association DAMJ participent activement aux manifestations pacifiques et sont arrêtés et détenus en vertu de chefs d'accusation passibles de lourdes peines de prison. Les défenseurs des droits humains et membres de DAMJ sont en attente de jugement et sont accusés de « *dommages matériels* » suite à leur participation à la manifestation pacifique en décembre 2020. Dans le but de les intimider, les bureaux de Damj ont été placés sous surveillance policière constante au cours des derniers mois et, en raison de cette pression, l'association a vidé ses bureaux en janvier et transféré tous les documents confidentiels vers un autre endroit.<sup>46</sup>

### **Février 2021 :** *violation des données personnelles*

Des personnes LGBTQI++ ont été harcelées sur les réseaux sociaux, où leurs données personnelles, dont leurs adresses et numéros de téléphone, ainsi que leur orientation sexuelle, ont été divulguées. Elles ont également été dénigrées en ligne pour cette raison ou leur identité de genre présumée, des individus publiant des photos d'elles légendées de messages incitant à la violence à leur rencontre.<sup>47</sup>

### **Février 2021 :** *Une activiste féministe, harcelée, intimidée et arrêtée une énième fois*

Une activiste féministe âgée de 26 ans<sup>48</sup>, a fait à Human Rights Watch la déclaration suivante : « *Je ne me sens pas en sécurité, même dans mon appartement. La police est venue me chercher dans mon quartier. Ma vie est menacée et ma santé mentale se détériore. Les gens me fixent du regard dans la rue et me harcèlent en ligne.* » Elle a dit avoir reçu un message en ligne disant : « *On te trouvera lors des manifestations et on te terrorisera.* »<sup>49</sup>

Participant aux manifestations contre la violence policière, elle fait face à une campagne de dénigrement et même à des menaces notamment sur les réseaux sociaux. L'association tunisienne des femmes démocrates a émis un communiqué

<sup>44</sup> Tunisie : Des condamnations pour homosexualité confirmées Une Cour d'appel a tenu à appliquer la loi criminalisant les rapports entre personnes du même sexe : <https://www.hrw.org/fr/news/2020/08/05/tunisie-des-condamnations-pour-homosexualite-confirmees>

<sup>45</sup> À Tunis, des associations dénoncent la multiplication des violences policières contre des femmes : <https://observers.france24.com/fr/20200814-violences-police-tunisie-contre-femmes>

<sup>46</sup> Tunisie : Violences policières contre des défenseur-ses des droits humains et des manifestants pacifiques : <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/tunisia-police-violence-against-human-rights-defenders-and-peaceful-protestors>

<sup>47</sup> Tunisie : Arrestations arbitraires d'activistes LGBTI et violences policières : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/tunisie-arrestations-arbitraires-dactivistes-lgbti-et-violences-policieres>

<sup>48</sup> Rania Amdouni

<sup>49</sup> Tunisie : Arrestations arbitraires d'activistes LGBTI et violences policières : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/tunisie-arrestations-arbitraires-dactivistes-lgbti-et-violences-policieres>

pour apporter son soutien à cette jeune activiste.<sup>50</sup>

Le 27 février 2021, la police a arrêté la militante féministe des droits LGBT après son départ, dans un état de détresse, du commissariat de police dans le centre-ville de Tunis.

Sur place, le commissariat a refusé d'enregistrer sa plainte pour des harcèlements répétés qu'elle dit avoir subi de policiers dans la rue et sur Internet. Ceux qui se trouvaient au poste ont ensuite commencé à la harceler en raison de son orientation sexuelle présumée et de son expression de genre. L'activiste a commencé à crier dans la rue devant la gare en insultant le système de police tunisien.

Le 4 mars 2021, le tribunal cantonal de Montfleury a condamné l'activiste des droits LGBT à six mois de prison et à une amende. L'activiste est incarcérée dans une prison pour femmes de la Manouba, à l'ouest de Tunis, où son avocat a déclaré qu'elle a été victime de harcèlement de la part de gardiennes de prison en raison de son expression de genre.<sup>51</sup>

### **Février 2021 : Des arrestations arbitraires et violences policières**

La coordinatrice du projet Libertés Individuelles chez Avocats sans frontières (ASF), a déclaré à Human Rights Watch que son organisation avait documenté plus de 1 600 arrestations lors des manifestations, dont environ 30% de mineurs.

Dans un rapport<sup>52</sup> qu'a pu consulter Human Rights Watch, ASF fait état de conditions insalubres et de surpopulation dans le centre de détention de Bouchoucha à Tunis, en violation des propres règles d'hygiène et de distanciation sociale du gouvernement pour lutter contre la propagation du Covid-19, ainsi que des directives internationales. Le rapport indique que des enfants ont été détenus parmi des adultes, ce qui est interdit par le droit international. Beaucoup restent détenus dans des conditions abusives, victimes de violences physiques aux mains des autorités pénitentiaires.

Les forces de sécurité ont pris pour cible des manifestant.e.s, notamment des activistes LGBTQI+. Parmi ces actions ciblées figuraient des arrestations arbitraires, des agressions physiques, des menaces de viol et de meurtre, ainsi que le refus du droit d'accéder à une assistance juridique. Avocats Sans frontières a documenté des cas dans lesquels la police a infligé de mauvais traitements à des activistes LGBTQI+ qu'elle avait identifiés comme tels lors de manifestations.

Tous les activistes interrogé.e.s ont déclaré avoir été harcelé.e.s verbalement et menacé.e.s de violence par la police, dont trois de viol et cinq de meurtre. Sept ont déclaré que les forces de sécurité avaient procédé à leur arrestation arbitraire et huit ont affirmé avoir été victimes de cyber harcèlement. Neuf ont déclaré avoir été maltraité.e.s physiquement lors de manifestations ou en détention arbitraire, et trois que la police les avait intimidé.e.s, suivi.e.s dans la rue et traqué.e.s dans leurs quartiers, les incitant à déménager.

<sup>50</sup> Tunisie : Rania Amdouni, dénigrée, harcelée et menacée !: <https://www.webdo.tn/2021/02/09/tunisie-rania-amdouni-denigree-harcelee-et-menacee/#.YHtslegzblW>

<sup>51</sup> Sur la base de son comportement à l'extérieur du poste de police, le procureur du tribunal de première instance de Tunis a, le 1er mars, accusé Rania Amdouni d'« outrage à un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions », un délit passible d'un an de prison maximum en vertu de l'article 125 du code pénal, d'avoir « causé de l'embarras et des troubles » et d'« ivresse manifeste ». Le 4 mars, le tribunal cantonal de Montfleury, au sud-ouest de Tunis, a déclaré Amdouni coupable de tous les chefs d'accusation qui pesaient contre elle, la condamnant à six mois de prison et à une amende de 18 dinars.

Le 17 mars 2021, la Cour d'appel de Tunis a ordonné la mise en liberté de Rania Amdouni. Le juge d'appel a confirmé la condamnation d'Amdouni, mais converti ses six mois d'emprisonnement en peine avec sursis, tout en augmentant l'amende de 18 dinars à 218 dinars.

Tunisie : Harcèlement et détention arbitraire d'une activiste des droits LGBT Un commissariat a refusé d'enregistrer une plainte que Rania Amdouni voulait déposer contre la police : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/09/tunisie-harcelement-et-detention-arbitraire-dune-activiste-des-droits-lgbt>

<sup>52</sup> Violences policières et criminalisation des activistes et des défenseurs des droits humains, rapport de plaidoyer, 12 mars 2021, Tunisie : <https://www.asf.be/wp-content/uploads/2021/03/RAPPORT-CONJOINT-DE-PLAIDOYER-VIOLENCES-POLICIERES-ET-CRIMINALISATION-DES-ACTIVISTES-ET-DES-DEFENSEUR.E.S-DES-DROITS-HUMAINS.pdf>

Le 8 février 2021, la police a arrêté un activiste homosexuel âgé de 23 ans, l'a conduit dans un lieu qui n'a pas été révélé, puis lui a refusé le droit d'avoir accès à un.e avocat.e. Un agent de sécurité de la prison de Mornag l'a roué de coups à plusieurs reprises et lui a dit : « *On va te garder ici pendant 10 ans et te torturer sera notre responsabilité* », a relaté son avocat à Human Rights Watch. L'activiste a été détenu pendant 10 jours dans une cellule bondée, pour « *outrage à un fonctionnaire public* », un crime passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison. Le 17 février, le Tribunal de première instance de Tunis a prononcé une peine de cinq mois avec sursis dans cette affaire.<sup>53</sup>

Le 22 février 2021, une employée au bureau de DAMJ à Sfax, a, à plusieurs reprises, vu des voitures de police se garer devant son domicile et son bureau. Le 23 février, la porte du bureau de DAMJ, ainsi que l'armoire de documentation des dossiers de l'association avaient été endommagées. Face à ces intrusions, au harcèlement et aux arrestations policières d'autres membres de l'association, elle s'est abstenue, durant 10 jours, de se rendre sur son lieu de travail.<sup>54</sup>

Le 10 mars 2021, le président et cofondateur de l'association DAMJ, a été violemment attaqué par quatre individus non identifiés à Tunis, sous le regard d'une patrouille de sécurité. Harcelé à plusieurs reprises et menacé de mort, il a aperçu, début février, un officier de police roder plusieurs fois devant son domicile à Gabés. Il a par ailleurs été victime de plusieurs cambriolages depuis 2018, qui ont causé de sérieux dommages matériels, ainsi que le vol de divers effets personnels contenant des données sensibles tels que l'ordinateur de l'association, des disques durs externes, et une caméra. Les responsables ont également cambriolé le domicile d'autres membres de DAMJ, et harcelé la sœur et le propriétaire du domicile du président de l'association.<sup>55</sup>

### **Le 25 mars 2021, Fathi Laâyouni : *Les homosexuels ne peuvent pas habiter au Kram***

Le maire de la commune du Kram et avocat, Fathi Laâyouni n'a pas manqué de tenir des propos homophobes lors de son intervention sur les ondes de Radio IFM. « *Est-il normal qu'on discute des droits des homosexuels dans un pays musulman ?* », s'est-il interrogé avant de poursuivre qu'il est pour le recours au test anal clamant que « *les homosexuels ne peuvent pas habiter au Kram étant une ville conservatrice, car leur place est soit en prison, soit à l'hôpital.* »<sup>56</sup>

<sup>53</sup> Tunisie : Arrestations arbitraires d'activistes LGBTI et violences policières : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/tunisie-arrestations-arbitraires-dactivistes-lgbti-et-violences-policieres>

<sup>54</sup> TUNISIE : Harcèlement et attaques contre les défenseurs des droits humains : <https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-harcèlement-et-attaques-contre-les-défenseurs-des-droits>

<sup>55</sup> TUNISIE : Harcèlement et attaques contre les défenseurs des droits humains : <https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-harcèlement-et-attaques-contre-les-défenseurs-des-droits>

<sup>56</sup> Fathi Laâyouni : Les homosexuels ne peuvent pas habiter au Kram : <https://www.businessnews.com.tn/Fathi-La%C3%A2youni--Les-homosexuels-ne-peuvent-pas-habiter-au-Kram-!-,520,106970,3>

## 2.2. L'acharnement sur le net !

### Juillet 2020 : Une campagne anti-LGBTQI+ envahit la toile tunisienne

Depuis la participation massive de la communauté LGBTQI+ en général et des militant.e.s LGBTQI+ en particulier, aux manifestations et mouvements sociaux une campagne anti-LGBTQI+ envahit la toile du net. « *Je ne soutiens pas la communauté LGBT* ». C'est ce que des internautes tunisiens clament en cette fin de semaine sur le réseau social, Facebook. Un post sur lequel cette phrase est écrite dans trois langues – français, anglais et arabe – avec le drapeau arc-en-ciel de la communauté LGBT barré d'une croix circule sur facebook, sans gêne, aucune.<sup>57</sup>

## 3. LES LIBERTÉS D'ESPRIT

La haine est devenue monnaie courante chose qui menace les voix libres de l'audiovisuel et de la presse écrite. De surcroit, des activistes ont été arrêtés pour avoir exprimé leurs opinions sur internet. Néanmoins, les autorités ne réagissent pas lorsque certains députés adoptent un discours de haine et de violence contre des journalistes sur les réseaux sociaux et même à l'antenne.

### 3.1. La liberté d'expression menacée

La liberté d'expression est menacée par certains députés populistes ainsi que par la justice judiciaire qui limite dans certaines décisions l'exercice de cette liberté.

En outre, critiquer la manière dont le gouvernement gère la pandémie de COVID-19 peut donner lieu à des poursuites engagées contre des individus qui s'expriment librement sur les réseaux sociaux.

#### Le 14 avril 2020, Un blogueur et une blogueuse arrêtés pour avoir publié leurs opinions sur Facebook

La blogueuse et le blogueur ont été accusés d'outrage à agents, les troubles à l'ordre public et la diffamation. Ils ont été inculpés pour avoir publié sur les réseaux sociaux des vidéos dans lesquelles ils accusaient le gouvernement de ne pas offrir une indemnisation suffisante aux personnes en difficulté financière et de ne pas apporter de solution à la pénurie de produits de première nécessité sur le marché dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Le 12 avril, la blogueuse a publié sur sa page Facebook une vidéo dans laquelle elle relatait des informations qu'elle avait recueillies sur la corruption des autorités et la distribution insuffisante de denrées alimentaires de base dans sa région, Le Kef, dans le nord-ouest de la Tunisie. Dans sa vidéo, elle affirmait également qu'elle et son oncle avaient été agressés et menacés d'arrestation par la police locale quand ils étaient allés se plaindre de la corruption.

Le 13 avril, le blogueur a publié sur sa page Facebook une vidéo montrant une foule rassemblée devant la mairie fermée de Tebourba (une ville située à 30 kilomètres de la capitale, Tunis) pour réclamer l'aide financière promise par le gouvernement dans le contexte du confinement lié au COVID-19. Le lendemain, il a reçu des autorités une lettre de convocation après que le maire eut porté plainte contre lui.<sup>58</sup>

<sup>57</sup> Une campagne anti-LGBT envahit la toile tunisienne : <https://www.businessnews.com.tn/Une-campagne-anti-LGBT-envahit-la-toile-tunisienne-537,100004,3>

<sup>58</sup> Tunisie. Halte aux poursuites contre les personnes qui critiquent la gestion gouvernementale de la crise du COVID-19 sur les réseaux sociaux : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/tunisia-end-prosecution-of-bloggers-for-criticizing-governments-response-to-covid19/>



## Juillet 2020, Un député menace d'interdire aux journalistes l'accès au Parlement !

Un député a menacé, dans un statut publié sur les réseaux sociaux, d'interdire aux journalistes l'accès à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP).

« Nous ajouterons au règlement intérieur de l'ARP l'interdiction aux journalistes d'accéder au Parlement s'ils propagent des rumeurs ou calomnient les députés » a-t-il souligné. En effet, des journalistes ont été interdits d'accéder au parlement le 18 juillet 2020 pour couvrir le sit-in que tiennent les députés du PDL au sein de l'ARP<sup>59</sup>.

Cette interdiction a été faite au détriment de la loi qui donne à chaque journaliste, mais aussi citoyen tunisien, le droit d'accéder au Parlement.<sup>60</sup>

- **Le 6 octobre 2020**, un militant de la société civile de Kairouan, a partagé une caricature réalisée par un dessinateur anonyme sur Facebook, sur laquelle les policiers étaient représentés sous une forme dégradante et le ministère de l'Intérieur tunisien sous la forme d'une niche. Le 12 octobre, il a été arrêté par la Garde nationale et interrogé en lien avec des charges similaires en vertu du Code des télécommunications.<sup>61</sup>

- **Le 7 octobre 2020**, une activiste qui milite contre l'impunité, a été convoquée par la police judiciaire de Sfax après avoir critiqué la police sur Facebook. Elle a été interrogée le lendemain en lien avec une plainte du secrétaire général du Syndicat des forces de sécurité de Sfax l'accusant d'avoir « insulté la police ».

Elle a été arrêtée et placée en détention avant d'être transférée le jour même au tribunal, où elle a été inculpée en vertu de l'article 86 du Code des télécommunications, qui prévoit une peine pouvant aller jusqu'à deux ans de prison pour toute personne faisant un usage des réseaux de télécommunication qui « *sciemment nuit aux tiers ou perturbe leur quiétude* ». <sup>62</sup>

- **Le 12 novembre 2020** : Le tribunal de première instance de Tunis a condamné un blogueur, à deux ans de prison ferme pour avoir mis en ligne sur Facebook une vidéo jugée offensante par un fonctionnaire du tribunal.

Le 1<sup>er</sup> novembre, le blogueur avait mis en ligne sur sa page Facebook une vidéo dénonçant le fait qu'un procureur de Tunis n'avait pas ordonné l'arrestation d'un imam tunisien qui semblait justifier le meurtre de personnes qui insultent le prophète Mahomet, ni même ouvert une enquête à son sujet. Au lieu de cela, il a été lui-même poursuivi, pour avoir « *accusé des fonctionnaires de crimes en l'absence de preuves* », « *offensé autrui via les réseaux de télécommunications* », ainsi que pour « *calomnie publique* » et « *outrage à un fonctionnaire public* » et ce en vertu de l'article 128 du Code pénal et de l'article 86 du Code des télécommunications.<sup>63</sup>

<sup>59</sup> Le Parti destourien libre.

<sup>60</sup> Yousri Dali menace d'interdire aux journalistes l'accès au Parlement !: <https://www.businessnews.com.tn/yousri-dali-menace-dinterdire-aux-journalistes-lacces-au-parlement.520.100449.3>

<sup>61</sup> Tunisie. La liberté d'expression menacée par la multiplication des poursuites pénales : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/11/tunisia-freedom-of-expression-at-risk-as-prosecutions-rise/>

<sup>62</sup> Tunisie. La liberté d'expression menacée par la multiplication des poursuites pénales : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/11/tunisia-freedom-of-expression-at-risk-as-prosecutions-rise/>

<sup>63</sup> Tunisie : Une lourde peine est prononcée contre un blogueur : <https://www.hrw.org/fr/news/2020/11/24/tunisie-une-lourde-peine-est-prononcee-contre-un-blogueur>

### 3.2. Incitation à la haine et à la violence menace la liberté de presse

Certains députés et politiciens adoptent un discours de haine contre des journalistes et demeurent impunis. Dès lors, la liberté de presse semble être menacée puisque les autorités ne réagissent pas à ces propos haineux et violents. En parallèle, nous avons enregistré des agressions des forces de l'ordre contre des journalistes et des défenseurs des droits humains.

#### **Juin 2020, 28 journalistes dont neuf femmes ont été agressés physiquement**

L'Unité de monitoring du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) dans son dernier rapport a relevé que le nombre d'agressions physiques contre les journalistes a doublé en juin 2020 par rapport au mois précédent.

Le rapport de la SNJT fait état de 22 agressions contre 10 en mai. Les agressions ont été commises contre 21 journalistes et 7 journalistes-photographes appartenant à 18 médias (7 radios, 7 chaînes de télévision, 2 sites électroniques, 1 quotidien et une agence de presse). Dans ce rapport élaboré avec le concours de l'Unesco et publié le 3 juillet 2020, l'unité de monitoring dénonce une augmentation « inquiétante » du nombre d'agressions contre les journalistes en un mois, mettant en garde contre « une violence plus importante sur la toile et les réseaux sociaux ».

Le rapport du SNJT déplore, par ailleurs, la persistance des violences et agressions physiques et verbales contre les journalistes, en particulier, lorsqu'il s'agit d'accès à l'information, faisant observer que les citoyens sont les premiers à s'en prendre aux journalistes, suivis des députés, des sécuritaires, des syndicalistes et des agents de l'Etat<sup>64</sup>.

#### **Octobre 2020 : Des journalistes sont menacés à cause du discours de la haine et de la violence perpétré par des ex politiciens et des députés de l'ARP sous le silence des autorités.**

La Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle (HAICA) met en garde contre toute tentative de porter atteinte à la souveraineté nationale et à la liberté d'expression et d'information, accusant le gouvernement de Hichem Mechichi de "relâchement". Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'exécutif, l'Instance de régulation estime que le retrait du projet de loi organique sur la liberté de la communication audiovisuelle, en date du 19 octobre courant, signifie un désengagement des gouvernements qui se sont succédé et une atteinte au principe de continuité de l'Etat.

La HAICA accuse le gouvernement d'approfondir la crise de l'audiovisuel et de baliser la voie devant la propagation de la corruption et le blanchiment d'argent. "L'exécutif aurait dû rester à l'écart des tiraillements politiques et partisans", regrette la HAICA dans un communiqué rendu public accusant le pouvoir de chercher à exercer une mainmise sur les médias. La HAICA souligne également la "gravité" de la proposition d'amendement du décret-loi n°116, qui a été présentée par le bloc de la Coalition al-Karama (18 députés), début mai dernier, la qualifiant d'"initiative critiquable".

<sup>64</sup> Tunisie : 28 journalistes agressés physiquement en juin 2020 : <https://www.webdo.tn/2020/07/03/tunisie-28-journalistes-agresses-physiquement-en-juin-2020/#.YKZFggzblU>

Le Conseil de la HAICA a aussi décidé de convoquer toutes les structures professionnelles du secteur à une réunion urgente, à la lumière de ces évolutions, qu'il a qualifiées de "graves", pour examiner les différentes propositions et procédures à entreprendre afin de garantir la liberté des médias.<sup>65</sup>

### **Octobre 2020 : Le SNJT appelle les médias à boycotter la Coalition Al Karama**

Le Syndicat des Journalistes Tunisiens (SNJT) a appelé les médias à boycotter toutes les activités de la Coalition Al Karama représentée au parlement par 18 députés, et à ne pas participer à la diffusion des discours d'incitation à la violence qui menacent la paix sociale. Dans une déclaration, le syndicat rappelle le rôle des moyens d'information dans la conduite d'un débat public constructif qui respecte les citoyens et préserve la paix sociale et défend les libertés publiques.

Le SNJT relève que dans leurs comptes électroniques, le président de la Coalition Al Karama Seifeddine Makhoulf et le député du même groupe Abdellatif Aloui ont visé des journalistes des différents médias, en raison de leur position contre le projet d'amendement du décret-loi 116 relatif à l'audiovisuel. Ce projet, présenté par Al Karama, sera examiné en plénière le 14 octobre en cours.

Parmi les journalistes ciblés par cette campagne de dénigrement qui menace leur intégrité physique, figurent l'ancien président du SNJT Neji Bghouri et Hamza Balloumi.

Le syndicat appelle tous les journalistes concernés par les campagnes de diffamation à saisir la justice, assurant qu'il met à leur disposition son conseil juridique pour entamer les procédures.

Le SNJT dénonce, dans ce sens, les agressions « *methodiques* » perpétrées par les membres du groupe Al Karama contre les journalistes et relevées par l'unité d'observation relevant du centre de sécurité professionnelle.

Al Karama est accusée d'utiliser l'espace public pour les injures et les incitations à la haine et à la violence.<sup>66</sup>

### **Novembre 2020 : Incitation à la haine envers les journalistes :**

#### *La Haica condamne « l'indifférence du gouvernement »*

La Haica a mis en garde, dans son communiqué, contre l'augmentation du taux des crimes d'agression et d'incitation contre les journalistes tunisiens, avertissant que l'impunité persistante et l'absence de sanctions judiciaires sont devenues une réelle menace pour l'avenir de la liberté d'expression et des médias en Tunisie.

Elle a également condamné le recours à des chaînes de télévision illégales pour mentionner les noms et adresses des journalistes, ce qui constitue « une menace directe pour leur sécurité physique et celle de leurs collègues et proches », faisant ainsi allusion à l'affaire de l'ancien porte-parole du ministère de l'Intérieur qui avait menacé nommément le directeur de Kapitalis sur la chaîne Zitouna TV.<sup>67</sup>

<sup>65</sup> La HAICA met en garde contre toute atteinte à la liberté d'expression : <https://www.leconomistemaghrebin.com/2020/10/21/la-haica-met-en-garde-contre-toute-atteinte-a-la-liberte-d-expression/>

<sup>66</sup> Le SNJT appelle les médias à boycotter toutes les activités de la Coalition Al Karama : <https://www.webmanagercenter.com/2020/10/10/457078/le-snjt-appelle-les-medias-a-boycotter-toutes-les-activites-de-la-coalition-al-karama/>

<sup>67</sup> Incitation à la haine envers les journalistes : La Haica condamne « l'indifférence du gouvernement » : <http://kapitalis.com/tunisie/2020/11/03/incitation-a-la-haine-contre-les-journalistes-la-haica-condamne-lindifference-du-gouvernement/>

**Novembre 2020** : *Une journaliste accusée d'avoir sciemment nuit aux forces de l'ordre à cause d'un statut facebook.*

Dans une vidéo largement partagée sur les réseaux sociaux, la journaliste a déclaré avoir fait l'objet d'une action en justice pour avoir écrit un statut dans lequel elle dénonçait les actes de violence commis par un policier à l'égard d'un jeune citoyen, à Nabeul. Elle a déclaré avoir reçu un coup de fil lui demandant de se présenter à l'arrondissement de police. Elle a d'abord cru à une blague, compte tenu du vice flagrant de procédure, mais, après vérification, il s'est avéré qu'il s'agit bien du numéro de téléphone de l'administration en question. La personne à l'autre bout du téléphone l'a accusée d'avoir eu des propos inappropriés envers les forces de l'ordre et même à son égard, alors qu'elle ne le connaissait même pas et qu'elle ne l'a jamais rencontré auparavant, a-t-elle réitéré.

**Février 2021** : Plusieurs syndicats des forces de l'ordre ont publié des photos et vidéos sur les réseaux sociaux incitant à la haine, à la stigmatisation et à la violence. Des actes de menaces et d'intimidation à l'égard de plusieurs activistes et défenseurs des droits humains, commises par des personnes appartenant aux forces de l'ordre, dans un silence assourdissant du gouvernement tunisien et du ministre de l'Intérieur par intérim<sup>68</sup>.

## 4. LIBERTÉ DE MANIFESTATION

L'article 37 de la Constitution de 2014 garantit le droit de « réunion et de manifestation pacifique ».

L'Etat protège la dignité des personnes et interdit la torture et les traitements inhumains, cruels et dégradants. Mais, il semble que ces garanties n'étaient pas concrétisées sur le plan pratique. En effet, la liberté de manifestation se heurte à l'appareil sécuritaire brutal et violent. De ce fait, des manifestants ont été agressés par la police et des arrestations massives ont eu lieu dont des mineurs ont été arrêtés.

**Le 21 juin 2020**, *Des heurts entre policiers et manifestants réclamant des emplois*

Des travailleurs protestent pour être embauchés par des sociétés d'exploitation de gaz et de pétrole dans la région. Les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes à Tataouine, dans le sud-est de la Tunisie, pour disperser des manifestants qui lançaient des pierres et bloquaient des routes avec des pneus enflammés, réclamant des emplois et la libération d'un militant.<sup>69</sup>

**Le 8 décembre 2020**, *La présidente de l'ATFD agressée par la police à l'entrée du Parlement*

La présidente de l'association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), a été agressée par les forces de l'ordre, lors d'un rassemblement devant l'Assemblée des représentants du peuple, a annoncé l'ATFD dans un communiqué. Selon la même source, cet incident a eu lieu après qu'un député d'Ennahdha a ordonné aux agents présents à l'entrée du Parlement l'arrestation de l'un des manifestants réunis en réponse aux appels à manifester

<sup>68</sup> Appel de la société civile à rompre instamment le cercle vicieux des violences policières et de dérive de syndicats de forces de sécurité : [https://omct-tunisie.org/wp-content/uploads/2021/01/20210205\\_CP-syndicats-forces-de-se%CC%81curite%CC%81-1.pdf](https://omct-tunisie.org/wp-content/uploads/2021/01/20210205_CP-syndicats-forces-de-se%CC%81curite%CC%81-1.pdf)

<sup>69</sup> En Tunisie, heurts entre policiers et manifestants réclamant des emplois : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/22/en-tunisie-heurts-entre-policiers-et-manifestants-reclamant-des-emplois\\_6043705\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/22/en-tunisie-heurts-entre-policiers-et-manifestants-reclamant-des-emplois_6043705_3212.html)

de l'ATFD. L'ATFD a précisé, également, que l'agression a eu lieu au moment où la foule a essayé de faire libérer le manifestant arrêté. Le vice-président de l'ATFD a, aussi, été agressé lors de cet accrochage. Le député a qualifié les manifestants de « *Daechiens modernistes* ». <sup>70</sup>

### **Le 14 janvier 2021, Des arrestations massives des manifestants**

La police de tout le pays a arrêté des centaines de manifestants, dont de nombreux mineurs. Un porte-parole du ministère de l'Intérieur a déclaré que les autorités avaient arrêté au moins 630 manifestants dans tout le pays. Il a ajouté que les détenus avaient entre 13 et 25 ans. <sup>71</sup>

### **Le 15 janvier 2021, L'usage de la force excessive par la police**

Des manifestants réunis de façon pacifique ont été victime de l'usage de la force excessive par la police. Le Chef du gouvernement a reconnu le 19 janvier que les difficultés économiques et sociales étaient à la base des manifestations, mais il a affirmé que les forces de sécurité avaient agi « *professionnellement* ».

Les chercheurs ont examiné des vidéos et des photos publiées sur Facebook, qui semblaient montrer une utilisation excessive de gaz lacrymogène et des policiers battant des manifestants apparemment pacifiques. Des entretiens avec des témoins, des reportages et des images examinés par Human Rights Watch indiquent que les manifestations de jour étaient en grande partie pacifiques <sup>72</sup>.

### **Le 18 janvier 2021, des arrestations arbitraires**

Un militant des droits humains de 27 ans est arrêté alors qu'il manifeste dans le centre-ville de Sousse. "Les policiers ont commencé tout d'un coup à pousser les manifestant-es et à leur ordonner de rentrer chez eux", décrit-il. En essayant de protéger ses ami-es, il se fait remarquer par les policiers qui l'attrapent et l'embarquent violemment vers le poste.

"Ils m'ont traîné par terre en m'insultant et en insultant ma mère. Ils m'ont dit qu'ils allaient m'amener dans un commissariat où personne ne pourrait me voir et que là-bas, ils me fraperaient et me tueraient".

D'après les sources officielles, 968 personnes - près du double selon les associations - ont été arrêtées pendant et en marge des protestations qui ont éclaté dans tout le pays depuis le 14 janvier.

En tout, sur les 968 personnes arrêtées, à peine 47 ont été jugées. Un peu plus de 300 sont en centre de détention en attente de jugement et plus de la moitié a été relâchée selon le ministère de la Justice. <sup>73</sup>

<sup>70</sup> La présidente de l'ATFD agressée par la police à l'entrée du Parlement : <https://www.businessnews.com.tn/la-presidente-de-latfd-agressee-par-la-police-a-lentree-du-parlement,520,104187,3>

<sup>71</sup> Tunisie : La police a violemment réprimé des manifestations Un décès, des arrestations pour des messages Facebook et pour « insulte à la police » : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/05/tunisie-la-police-violemment-reprime-des-manifestations>

<sup>72</sup> Tunisie : La police a violemment réprimé des manifestations Un décès, des arrestations pour des messages Facebook et pour « insulte à la police » : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/05/tunisie-la-police-violemment-reprime-des-manifestations>

<sup>73</sup> Arrestations arbitraires, violences... Un mois de manifestations réprimées : <https://inkyfada.com/fr/2021/03/03/arrestations-violences-manifestations-tunisie/>

### **Le 18 janvier 2021, *Une intervention brutale de la police***

Un manifestant est décédé après une intervention de la police. Il s'agit d'un étudiant de 21 ans décédé des suites de blessures à la tête. Sa famille a déclaré que la police avait tiré une cartouche de gaz lacrymogène qui l'avait touché lors de manifestations à Kasserine.

Lors des funérailles du jeune étudiant, la police a tiré du gaz lacrymogène directement sur les jambes et le corps des gens pour disperser la foule en colère et en prévision de toute manifestation.

Dans la soirée, la police a encore utilisé du gaz lacrymogène dans différents quartiers de Sbeitla, en particulier à Cité Essourour, où vivait le jeune. La zone semblait couverte de gaz lacrymogène et cela a affecté les familles, les femmes, les personnes âgées et les enfants. Les jeunes étaient furieux et il y a eu une confrontation entre la police et les manifestants. Pendant les manifestations, de nombreuses personnes présentaient des ecchymoses aux jambes ou d'autres parties du corps après avoir été touchées par des cartouches de gaz lacrymogène<sup>74</sup>.

Le 23 janvier 2021, un activiste, a déclaré que lors de la manifestation sur l'avenue Habib Bourguiba, qui était pacifique sans allégations de violence, il a vu les forces de sécurité pourchasser les manifestants, tirer des gaz lacrymogènes et en frapper un grand nombre à coups de matraques. Le même jour, des activistes ont publié sur Facebook Live une vidéo sur la même manifestation montrant un homme à terre et saignant apparemment d'un côté de son visage.<sup>75</sup>

### **Le 30 janvier 2021, *Les syndicats de police menacent d'interdire les manifestations***

Les forces de sécurité ont lancé une vague d'interpellations et de dispersion brutale des manifestations. Plus de 1600 personnes ont été arrêtées depuis les manifestations organisées après le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la révolution, selon la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), qui a également signalé plusieurs cas de torture et de mauvais traitements en détention.

Dans le centre-ville de Tunis, une manifestation s'est déroulée à l'appel de nombreux membres de la société civile et militants politiques. Les participants ont aspergé les policiers antiémeutes de peinture en aérosol, certains ont écrit au rouge à lèvres sur leurs boucliers, d'autres les ont défié en entonnant des slogans hostiles à la police. Aucun n'a usé de violence. Les forces de sécurité ont pourtant réagi avec force et ont décidé d'organiser des grèves, des sit-ins et des rassemblements dans diverses villes à travers la Tunisie. L'un de leurs syndicats a annoncé qu'il « *interdirait toutes les manifestations non autorisées* » dans la capitale et « *inculperait tous les manifestants ayant humilié la police*<sup>76</sup> ».

Le 2 février 2021, les forces de sécurité ont marché vers le tribunal de première instance de Sfax 2, où des défenseurs des droits humains et militants politiques étaient rassemblés en solidarité avec les jeunes manifestants de la ville de Thyna arrêtés pendant les émeutes sociales, dont le procès s'est tenu ce jour-là.

Un militant politique, a raconté que des membres des forces de sécurité se sont avancés vers le rassemblement, scandant des slogans calomnieux contre les militants avant de charger.

<sup>74</sup> Tunisie : La police a violemment réprimé des manifestations Un décès, des arrestations pour des messages Facebook et pour « insulte à la police » : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/05/tunisie-la-police-violemment-reprime-des-manifestations>

<sup>75</sup> Tunisie : La police a violemment réprimé des manifestations Un décès, des arrestations pour des messages Facebook et pour « insulte à la police » : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/05/tunisie-la-police-violemment-reprime-des-manifestations>

<sup>76</sup> Retour à un Etat policier en Tunisie ? : <https://nawaat.org/2021/02/17/retour-a-un-etat-policier-en-tunisie/>

Le militant a raconté aussi qu'au moins 10 policiers, en civil et en uniforme, l'ont attrapé, bousculé et fait tomber à terre ; ils l'ont insulté et frappé sur tout le corps<sup>77</sup>.

### **Le 9 février 2021, un jeune activiste violenté après avoir participé aux manifestations**

Un jeune activiste, témoigne avoir été victime de la violence des forces de l'ordre. Le jeune homme est arrêté dans la rue. Trois policiers en civil le repèrent, se jettent sur lui et l'embarquent. "Les policiers m'ont frappé et insulté dans la voiture qui m'amenait au poste et sur place", raconte-t-il. Poursuivi pour "outrages ou violences à l'égard d'un-e fonctionnaire public ou assimilé", il est ensuite incarcéré pendant près de 10 jours à la prison civile de Mornag. Ceci vient après avoir participé le 30 janvier 2021 à une manifestation dans le centre-ville de Tunis. Dans les jours qui suivent, une photo de lui tenant une pierre pendant la manifestation circule sur les pages des syndicats de police avec des commentaires l'accusant de l'avoir jetée sur un agent.<sup>78</sup>

Le 27 février 2021, Des dizaines de reporters ont été victimes de violences, lors d'une manifestation organisée par le parti islamiste Ennahda. Selon le Syndicat national des journalistes (SNJT), au moins 29 reporters, dont 15 femmes journalistes, ont été agressés. Trois d'entre elles ont rapporté avoir été victimes de violences sexuelles.<sup>79</sup>

Le 7 mars 2021, Le Collectif de soutien aux mouvements sociaux en Tunisie dénonce, dans un communiqué « la dérive sécuritaire ». Un climat d'intimidation que certains groupes et officines dont les syndicats de police s'emploient à instaurer à travers les réseaux sociaux, le quadrillage des quartiers populaires ou dans les manifestations illustrent cette dérive sécuritaire ». Des campagnes de harcèlement et d'intimidation qui peuvent aller jusqu'à l'arrestation arbitraire et à l'organisation de procès infondés. Déploire le collectif. Il pointe du doigt la violence des forces de l'ordre. Pour ce collectif, le gouvernement tunisien a adopté une réponse répressive face à une crise politique, économique et sociale aigüe. Une dérive sécuritaire alarmante traduit cette réponse répressive. Elle cible particulièrement, les jeunes et les activistes de la société civile. Dans le même sillage, le collectif cite l'incarcération des dizaines de jeunes. Et ce « *au nom de prétendus chefs d'inculpation ou suite à des procès iniques reposant sur un arsenal juridique en contradiction flagrante avec les droits constitutionnels qui garantissent la liberté d'expression et de manifestation*<sup>80</sup> ».

<sup>77</sup> Retour à un état policier en Tunisie ? : <https://nawaat.org/2021/02/17/retour-a-un-etat-policier-en-tunisie/>

Tunisie : La LTDH dénonce les « dérives de certains syndicats sécuritaires » et appelle à manifester le 6 février 2021 :

<http://kapitalis.com/tunisie/2021/02/03/tunisie-la-ltdh-denonce-les-derives-de-certains-syndicats-securitaires-et-appelle-a-manifester-le-6-fevrier-2021/>

<sup>78</sup> Arrestations arbitraires, violences... Un mois de manifestations réprimées : <https://inkyfada.com/fr/2021/03/03/arrestations-violences-manifestations-tunisie/>

<sup>79</sup> Tunisie : des dizaines de journalistes agressés et harcelés lors d'une manifestation de soutien au gouvernement <https://rsf.org/fr/actualites/tunisie-des-dizaines-de-journalistes-agressees-et-harceles-lors-dune-manifestation-de-soutien-au>

<sup>80</sup> Un collectif de soutien se mobilise contre la violence policière : <https://www.leconomistemaghrebain.com/2021/03/07/societe-civile-mobilise-liberation-rania-amdouni/>

## 5. LE DROIT À LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Etat doit s'assurer que la confidentialité de chaque personne est protégée<sup>81</sup>. Et ce même quand les autorités prennent des mesures pour identifier les personnes susceptibles d'avoir été exposées au coronavirus. Or, dans certaines villes l'identité des patients a été dévoilée au public.

### **Octobre 2020** : *Liste publique de malades du Covid-19*

Le président de l'Instance nationale de protection des données personnelles, a annoncé avoir déposé plainte contre des responsables locaux du gouvernorat de Monastir qui avaient publié une liste nominative d'une quinzaine de personnes atteintes du Covid-19 sur le site officiel de la petite municipalité de Bennane<sup>82</sup>.

Dans une déclaration elle a rappelé que, d'après la loi tunisienne, les personnes coupables de divulgation de données personnelles sont passibles d'un an d'emprisonnement assorti d'une amende. L'instance indique aussi avoir constaté que certains responsables dans des établissements publics centraux et locaux ont délibérément publié des données sur les noms de personnes en lien avec leur état de santé<sup>83</sup>.

## 6. LE DROIT DE LA SANTÉ : UNE DÉTRESSE ABSOLUE FACE À LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Le droit à la santé est garanti dans l'article 38 de la Constitution en disposant :

« L'État garantit la prévention et les soins sanitaires à tout citoyen et fournit les moyens nécessaires pour garantir la sécurité et la qualité des services de santé.

*L'État garantit la gratuité des soins pour les personnes sans soutien et à faible revenu. »*

Mais, la crise sanitaire causée par le coronavirus a fait que la mise en œuvre de ce droit soit difficile à concrétiser.

Ainsi, la crise a révélé une précarité du système de la santé publique. Les centres d'hébergement sont saturés, les maraudes de nuit sont suspendues, les distributions de nourriture et les services de soins mobiles n'existent plus. Les citoyens qui tendaient la main chaque jour, aux personnes vivant dans la rue, sont désormais confinés chez elles.<sup>84</sup> La crise a même touché les prisons et les lieux de détention qui souffrent de surpopulation et du manque d'accès aux soins.

### **Août 2020** : *La coordination « Winou Sbitar » proteste et demande un centre Covid-19 dans la région*

La coordination « Winou Sbitar » a observé un rassemblement de protestation devant le siège du gouvernorat de Kairouan, contre la dégradation de la situation dans la région. Dans une déclaration, le porte-parole de la coordination a assuré sur la nécessité d'un centre Covid-19 dans la région, « car les habitants de Kairouan doivent se déplacer dans les régions voisines pour effectuer les tests et les soins nécessaires.<sup>85</sup>»

<sup>81</sup> Article 24 de la Constitution de 2014.

<sup>82</sup> Une ville du Sahel tunisien située à une dizaine de kilomètres au sud de Monastir.

<sup>83</sup> « Des données publiées sur les réseaux sociaux ou sous forme de communiqués affichés sur les pages officielles de ces établissements » : <https://www.leconomistemaghreb.com/2020/09/21/coronavirus-inpdp-loi-criminalise-publication-deliberee-donnees-personnelles-sante/>

<sup>84</sup> Covid-19: en Tunisie, Médecins du Monde aide 1.300 personnes précaires : <https://medecinsdumonde.be/articles/covid-19-en-tunisie-medecins-du-monde-aide-1300-personnes-precaires#undefined>

<sup>85</sup> La coordination « Winou Sbitar » proteste et demande un centre Covid-19 dans la région : [https://www.shemsfm.net/amp/fr/actualites\\_tunisie-news\\_news-](https://www.shemsfm.net/amp/fr/actualites_tunisie-news_news-)



### **Septembre 2020 : *Le droit à la santé n'est plus garanti***

Le membre de la Fédération générale de la santé et du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux relevant de l'UGTT, a déclaré que le droit à la santé n'était plus garanti pour les malades qui souffrent de maladies autres que le coronavirus.

Elle a, également, démenti les informations selon lesquelles il existerait un circuit Covid-19 dans chaque hôpital. Et d'ajouter que le nombre des cas porteurs du virus parmi les cadres médicaux et paramédicaux est en hausse et que les urgences regorgent de cas suspects au quotidien.

Elle a souligné l'absence d'une volonté politique claire pour l'organisation du secteur public de la santé d'une part, et l'existence de différends et de tensions entre les chefs des services médicaux et les responsables des hôpitaux.

Ces derniers ne pensent, selon elle, qu'à leurs propres intérêts afin de garantir le plus de gain au profit du secteur privé complémentaire en dehors du service public.<sup>86</sup>

### **Octobre 2020 : *L'état lamentable des établissements de santé publique***

Une vidéo prise aux urgences de l'hôpital Rabta de patients allongés sur des matelas de fortune à même le sol a provoqué un tollé sur les réseaux sociaux. Elle dévoile l'état d'encombrement des hôpitaux et soulève la question de leur capacité à gérer cette crise sanitaire.

Par ailleurs, à l'hôpital universitaire Taher Maamouri à Nabeul, les urgences sont débordées. *« Les malades du Covid-19 côtoient les autres patients avant qu'ils ne soient dirigés vers les boxes dédiés au Covid-19. Un fourre-tout qui met en danger tous ceux qui fréquentent les urgences mais aussi le personnel soignant ».*

Face à cette cohue entre malades atteints du Covid-19 et les autres patients dans les urgences, le personnel médical et paramédical gère la crise avec les moyens du bord. Selon une aide-soignante au service d'urgence de l'hôpital régional de Nabeul : *« les quantités de gel désinfectant et de masques ne sont pas toujours suffisantes alors je les achète parfois avec mes propres moyens »*<sup>87</sup>.

### **Décembre 2020 : *Crise sanitaire et surpopulation carcérale en Tunisie : Des associations tirent la sonnette d'alarme***

Un ensemble d'associations et d'organisations, nationales et internationales ont envoyé une lettre sous forme de communiqué au président de la République et aux ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires sociales, de la Santé les appelant à procéder à la décroissance de la population carcérale dans le contexte de la COVID-19.

L'ensemble des signataires dénoncent la remontée à des niveaux pré-pandémiques du nombre de personnes détenues (environ 22000 détenus), et ce malgré la baisse historique de la population carcérale constatée lors de la première vague (8551 libérations). Les signataires appellent ainsi à une réforme en profondeur de la politique pénale et carcérale, condition nécessaire pour mettre définitivement fin à la surpopulation carcérale. Un ensemble de recommandations à l'attention des pouvoirs publics sont formulées à la fin du document.<sup>88</sup>

[regionales/258744/la-coordination-winou-sbitar-proteste-et-demande-un-centre-covid-19-dans-la-region](https://www.mosaiquefm.net/regionales/258744/la-coordination-winou-sbitar-proteste-et-demande-un-centre-covid-19-dans-la-region)

<sup>86</sup> Samia Letaief : Le droit à la santé n'est plus garanti : <https://www.mosaiquefm.net/amp/fr/print/805637/samia-letaief-le-droit-a-la-sante-n-est-plus-garanti>

<sup>87</sup> Covid-19 en Tunisie : La détresse du personnel médical : <https://nawaat.org/2020/10/15/covid-19-en-tunisie-la-detresse-du-personnel-medical/>

<sup>88</sup> Crise sanitaire et surpopulation carcérale en Tunisie : Des associations tirent la sonnette d'alarme ! :

## 7. VIOLATION DU PRINCIPE DE NON-DISCRIMINATION

La loi organique n° 2018-50 du 23 octobre 2018, relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale instaure une protection contre toutes les formes de discrimination raciale.<sup>89</sup> Elle permet de protéger, de façon particulière, les étrangers venant des pays subsahariens.

Cependant, nous avons enregistré plusieurs cas d'agressions racistes envers les subsahariens et même les tunisiens de couleur ou des binationaux.

### 7.1. Agressions répétées envers les subsahariens

#### **Septembre 2020** : *Agression d'un Subsaharien à Sousse*

Selon des témoignages recueillis sur les réseaux sociaux, un jeune immigré subsaharien de nationalité ivoirienne a été agressé par son patron. Il affirme qu'il travaillait en tant que veilleur de nuit dans le salon de thé qui appartient à l'employeur qui l'a agressé violemment en le tabassant dans la délégation de Kantaoui à Sousse. Il semblerait que son salaire ne lui ait pas été versé depuis deux mois, ce que l'employeur nie catégoriquement dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, tout en affirmant qu'il ne faisait que se défendre. Une enquête a été ouverte à cet effet pour déterminer les responsabilités dans cette affaire qui a fait polémique.<sup>90</sup>

#### **Le 18 novembre 2020** : *un jeune subsaharien malmené par des adolescents dans l'indifférence générale*

Un groupe d'adolescents s'est attaqué à un jeune homme subsaharien dans la ligne 2 du métro à Tunis. Selon des témoins, ils l'ont malmené et humilié. Personne n'a réagi pour défendre le jeune homme.<sup>91</sup>

- **Le 18 décembre 2020**, une étude du Forum tunisien des droits économiques et sociaux intitulée : « Entre sécurisation et racialisation : L'expérience Subsaharienne en Tunisie » a révélé que 51,1% des Subsahariens interrogés ont affirmé avoir été victimes de racisme et de haine de la part de Tunisiens, comme des insultes, des agressions corporelles... Ces actes racistes ont été commis à 87,2% par des citoyens tunisiens, des chauffeurs de taxi à 56,8% et des boutiquiers (3%).<sup>92</sup>

- **Le 28 décembre 2020**, une étudiante subsaharienne a été interpellée par les agents de la police des frontières qui lui signifient l'impossibilité pour elle d'accéder au territoire tunisien sous prétexte que son nom figure sur une « liste noire ».

C'est ainsi qu'elle sera reconduite à la section Transit de l'aéroport en attente d'être refoulée pour Bamako dans le prochain vol. D'après le président de l'AESAT (Association des Etudiants et stagiaires africains en Tunisie) l'étudiante est l'une des nombreuses victimes de ces décisions que subissent depuis plusieurs années les étudiants et stagiaires subsahariens en Tunisie.<sup>93</sup>

---

<https://www.espacemanager.com/crise-sanitaire-et-surpopulation-carcerale-en-tunisie-des-associations-tirent-la-sonnette-dalarame>

<sup>89</sup> Loi organique n° 2018-50 du 23 octobre 2018, relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. JORT n° 86, du 26 octobre 2018, p. 3582.

<sup>90</sup> Agression d'un Subsaharien à Sousse : La Tunisie toujours en proie au racisme !: <https://lapresse.tn/74128/agression-dun-subsaharien-a-sousse-la-tunisie-toujours-en-proie-au-racisme/>

<sup>91</sup> Un jeune subsaharien malmené par des adolescents dans l'indifférence générale : <https://www.realites.com.tn/2020/11/metro-2-un-jeune-subsaharien-malmene-par-des-adolescents-dans-lindifference-generale/>

<sup>92</sup> L'étude est publiée au lien suivant : <https://ftdes.net/entre-securisation-et-racialisation-l'experience-subsaharienne-en-tunisie/>

<sup>93</sup> Procédure d'expulsion contre une étudiante malienne, l'AESAT exprime son ras-le-bol !: <https://www.espacemanager.com/procedure-dexpulsion-contre-une-etudiante-malienne-laesat-exprime-son-ras-le-bol.html>

- Depuis le 25 mars 2021, des associations de migrants subsahariens dénoncent sur les réseaux sociaux une vague d'agressions à leur rencontre. Dans les quartiers de Kram et de La Soukra, au nord de Tunis, plusieurs ressortissants d'Afrique subsaharienne affirment avoir été agressés à l'arme blanche par des délinquants locaux. Ils réclament des mesures de sécurité de la part des autorités tunisiennes.

Des photos publiées depuis le 25 mars sur les réseaux sociaux montrent des migrants subsahariens ensanglantés et arborant un bandage sur le bras ou des compresses sur la tête. Ils seraient les dernières victimes d'une vague d'agressions "ciblées" contre les ressortissants des pays subsahariens qui vivent notamment dans les quartiers de La Soukra et de Kram situés au nord de Tunis, la capitale du pays.<sup>94</sup>

- Le 26 Mars 2021, le domicile des ressortissants guinéens sis à Gammarth a été pris d'assaut par une bande de braqueurs tunisiens qui a emporté plus de 5 mille dinars et blessé une de leurs victimes. Dans la même nuit, à la Soukra, une famille subsaharienne avec un enfant de 4 mois a été jetée à la rue par le bailleur sans préavis. Le bailleur, aidé par ses frères, a passé à tabac un des locataires qu'ils ont gravement blessés. Cette situation devient de plus en plus préoccupante pour la communauté subsaharienne en Tunisie qui voit sa situation sécuritaire se dégrader au fil des jours.<sup>95</sup>

- Le 29 mars 2021, un ressortissant ivoirien qui y vit depuis plusieurs années, affirme avoir été agressé avec son frère par des jeunes du quartier qui voulaient leur arracher leur téléphone. « *Ils avaient des couteaux et voulaient nous poignarder. Heureusement, ils n'ont pas pu prendre nos téléphones. Nous avons l'impression que c'est seulement les Noirs qui sont agressés ou volés dans notre quartier. Chaque jour, il y a des agressions commises par des délinquants arabes dans les quartiers. Ils agressent hommes et femmes. Ils prennent nos portables, nos portefeuilles. Alors que ce n'est déjà pas facile de vivre comme sans-papiers en Tunisie. Nous sommes en colère.* »<sup>96</sup>

## 7.2. Les propos racistes envers des Tunisiens

### 14 janvier 2020 : Propos discriminatoires de Safi Saïd : des associations crient au scandale !

Un ensemble d'associations et d'organisations a dénoncé les propos du député Safi Saïd<sup>97</sup> et ses insultes envers les binationaux, lors de la plénière du vote de confiance. Le député avait traité les ministres ayant une double nationalité de « déchets » appelant à leur éjection du Parlement.

L'ensemble des associations signataires ont estimé que ces propos constituent une atteinte à la dignité et aux droits de l'Homme, faisant part de leur soutien absolu aux binationaux, même pour les éventuelles poursuites judiciaires pouvant être engagées contre Safi Saïd. Ce député, n'est, d'ailleurs, pas à sa première attaque contre les Tunisiens ayant une double nationalité.<sup>98</sup>

<sup>94</sup> En Tunisie, les migrants subsahariens dénoncent des agressions répétées à l'arme blanche : <https://observers.france24.com/fr/afrique/20210402-en-tunisie-les-migrants-subsahariens-d%C3%A9noncent-des-agressions-r%C3%A9p%C3%A9t%C3%A9es-%C3%A0-l-arme-blanche>

<sup>95</sup> En Tunisie, les migrants subsahariens dénoncent des agressions répétées à l'arme blanche : <https://observers.france24.com/fr/afrique/20210402-en-tunisie-les-migrants-subsahariens-d%C3%A9noncent-des-agressions-r%C3%A9p%C3%A9t%C3%A9es-%C3%A0-l-arme-blanche>

<sup>96</sup> En Tunisie, les migrants subsahariens dénoncent des agressions répétées à l'arme blanche : <https://observers.france24.com/fr/afrique/20210402-en-tunisie-les-migrants-subsahariens-d%C3%A9noncent-des-agressions-r%C3%A9p%C3%A9t%C3%A9es-%C3%A0-l-arme-blanche>

<sup>97</sup> Député indépendant

<sup>98</sup> Propos discriminatoires de Safi Saïd : des associations crient au scandale ! : <https://www.businessnews.com.tn/propos-discriminatoires-de-safi-said--des-associations-crient-au-scandale.520,94400,3>

Le 27 juin 2020, un chanteur populaire tunisien a réagi à la polémique qu'a suscité la diffusion de sa photo avec une jeune fille de couleur précisant que cette dernière n'est autre que l'héroïne de son nouveau vidéo-clip « *Ye Bnaya* ». Le chanteur a exprimé sa déception face aux propos racistes de certains internautes qui l'ont accusé de vouloir profiter de l'incident de la Mort de l'américain George Floyd pour faire parler de lui et se présenter en tant qu'Héro.<sup>99</sup>

### 7.3. Détention arbitraire des migrants

- **23 septembre 2020** : De nouveaux migrants ont été amenés au centre d'El Ouardia, dans des conditions déplorables, en l'absence de toute procédure légale et de tout contrôle juridictionnel, sans accès à un avocat, sans notification écrite du fondement juridique de leur placement en détention, dans un centre qui n'est pas officiellement enregistré comme un lieu privatif de liberté en Tunisie.<sup>100</sup>

## 8. LES ABUS DE POLICE

La police est accusée d'avoir utilisé à plusieurs reprises la violence excessive à l'encontre des manifestants pacifiques. La période de la crise sanitaire a été marquée par des arrestations arbitraires et en masse des militants des droits humains qui exerçaient leur droit à manifester.

A cet égard, des ONG ont appelé les autorités tunisiennes à abandonner les moyens de répression violents employés régulièrement.

D'emblée, les citoyens continuent d'être victime des arrestations abusives, des refus de délivrer des papiers, par chantage ou clientélisme.<sup>101</sup>

### 4 août 2020 : Agression d'une avocate dans un poste de police

Une avocate a indiqué avoir été agressée violemment par des policiers dans un poste de police, alors qu'elle était en train d'assister son client lors d'un interrogatoire.

*« J'ai discuté, avec le chef de la police, concernant le manque de respect des procédures d'audition de mon client. Mais, le chef de la police a refusé d'ouvrir une enquête à propos de la plainte de mon client et m'a viré de son bureau ».*

*« Les policiers m'ont agressée violemment (notamment au niveau de la tête). De plus, leur chef a confisqué ma carte professionnelle ».*<sup>102</sup>

<sup>99</sup> Nour Chiba se dit choqué du racisme de certains Tunisiens : <https://www.realites.com.tn/2020/06/nour-chiba-se-dit-choque-du-racisme-de-certains-tunisiens-video/>

<sup>100</sup> Détention arbitraire au centre d'El Ouardia : le cauchemar se termine pour 22 migrants, mais il se poursuit pour d'autres. : [https://omct-tunisie.org/wp-content/uploads/2020/09/20200923\\_CP-contentieux-Ouardia-fr.pdf](https://omct-tunisie.org/wp-content/uploads/2020/09/20200923_CP-contentieux-Ouardia-fr.pdf)

<sup>101</sup> Tunisie : entre les citoyens et la police, la défiance persiste : <https://www.jeuneafrique.com/1094163/politique/tunisie-entre-les-citoyens-et-la-police-la-defiance-persiste/>

<sup>102</sup> Indignation suite à l'agression d'une avocate dans un poste de police : <https://www.businessnews.com.tn/indignation-suite-a-lagression-dune-avocate-dans-un-poste-de-police.520,100938,3>

### **Septembre 2020 :** *Un chroniqueur agressé et arrêté par un policier*

Un chroniqueur a annoncé avoir été arrêté et qu'il se trouve dans un poste de police à Sfax. Selon lui, cette arrestation survient après qu'un agent de l'ordre l'a agressé et harcelé. Il a aussi affirmé que l'agent, après l'avoir agressé, l'a trainé au poste de police. Il assure que le chef du district l'a reçu par la suite et qu'un PV a été rédigé.

### **Le 16 octobre 2020,** *Les avocats décident une grève générale et un Sit-in.*

Le Conseil national de l'ordre des avocats (CNOA) de Tunis a observé, une grève générale sous le signe, « *non à la pression sur la justice, et non à l'impunité* ».

Le conseil a, par ailleurs, décidé un sit-in devant le tribunal de première instance de Tunis qui était suivi par une marche en direction de la place du gouvernement, en protestation contre les pressions sécuritaires en vue de l'impunité, et en défense de l'indépendance de la justice. Il compte, de surcroît, « *adresser des courriers au président de la République, au président de l'Assemblée, au chef du gouvernement et au président du Conseil supérieur de la Magistrature (CSM), et rencontrer le locataire de la Kasbah, les ministres de la Justice et de l'Intérieur, et le président du CSM pour présenter les circonstances de l'agression contre l'avocate, les incitant chacun, selon ses prérogatives, à prendre les mesures nécessaires en vue de préserver les attributs de l'Etat, de garantir l'application de la loi, et de faire paraître les textes nécessaires à garantir l'égalité devant la loi, et d'instaurer une police judiciaire relevant du ministère de la Justice.*

Le CNOA annonce, de surcroît, « *la création d'un observatoire national en vue de relever les violations contre les droits humains à toutes les phases du procès, en collaboration avec la société civile* ».

L'Ordre des avocats dit son intention « *de déposer plainte auprès du parquet, contre le syndicat régional des forces de sécurité intérieure de Ben Arous, pour atteinte à l'ordre public, et abus de pouvoir* ». <sup>103</sup>

**Janvier 2021 :** Dans son rapport relatif aux dépassements enregistrés en janvier 2021, l'Association Tunisienne de la Prévention contre la Torture (ATPT) a constaté plusieurs abus lors des arrestations. Il s'agit principalement de violations des droits d'expression et de protection des données à caractère personnel. A Tunis, Ahmed a été arrêté après avoir publié un statut Facebook appelant à manifester. Il a été arrêté et détenu le 17 janvier 2021 pour « incitation à la désobéissance civile ». La police l'a agressé et lui a confisqué son téléphone portable et son ordinateur. Quant à Houssein, il a été arrêté à Ben Arous après avoir publié un statut soutenant les mouvements protestataires. A Kasserine <sup>104</sup>, les deux jeunes Farouk et Bechir ont été arrêtés pour 48 heures pour avoir incité à manifester sur les réseaux sociaux. « *Les détentions ont été faites de manière arbitraire. Il n'y a aucun respect des procédures* », selon la déclaration d'un avocat. Il affirme aussi qu'« *Il est strictement interdit d'accéder au compte Facebook d'un utilisateur ou de fouiller son téléphone sans autorisation judiciaire préalable* ». <sup>105</sup>

<sup>103</sup> Tunisie : Les avocats décident une grève générale et un Sit-in le vendredi 16 octobre : <https://news.gnet.tn/tunisie-les-avocats-decident-une-greve-generale-et-un-sit-in-le-vendredi-16-octobre/>

<sup>104</sup> Une ville située au centre-ouest de la Tunisie.

<sup>105</sup> En Tunisie, la police fouille même les comptes Facebook : <https://nawaat.org/2021/03/03/en-tunisie-la-police-fouille-meme-les-comptes-facebook/>

**Le 18 janvier 2021**, un défenseur des droits humains a été arrêté pour avoir participé à la manifestation pacifique contre la détérioration de la situation économique dans le pays. Le procureur du commissariat de police de Bab Souika l'a accusé d'avoir « *commis un acte qui porte atteinte à la moralité publique* » après que le défenseur a levé le majeur pendant la manifestation pacifique, et a ordonné sa détention pendant 48 heures. Le 21 janvier 2021, le défenseur a été traduit devant le tribunal de première instance de Tunis. Le procureur a ordonné sa libération conditionnelle et a en outre inculpé le défenseur des droits humains pour « *insulte à un fonctionnaire* ». <sup>106</sup>

**Le 30 janvier 2021**, une avocat et militante des droits humains qui représente légalement des manifestants pacifiques, a fait l'objet d'une campagne de diffamation en ligne au cours de laquelle plusieurs comptes Facebook publics de syndicats de police ont publié ses informations personnelles, y compris son numéro de téléphone, et l'ont accusé d'incitation à la violence contre l'État et les forces de sécurité. <sup>107</sup>

**Le 2 février 2021**, un défenseur des droits humains et avocat, président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme dans le nord de Sfax, promeut et défend les droits des LGBTIQ+ à Sfax., a fait l'objet d'une campagne de diffamation sur Facebook ; plusieurs publications de comptes liés aux syndicats de la police ont été utilisées pour stigmatiser son travail en faveur des droits LGBTIQ+. <sup>108</sup>

**Le 4 février 2021**, une défenseuse des droits humains et son enfant de quatre ans étaient sur le chemin du retour après une manifestation lorsqu'elle a été arbitrairement arrêtée, laissant son enfant seul dans la rue. Elle a été conduite au poste de police de Bouchoucha et détenue pendant plus de 24 heures. Pendant ce temps, elle a été soumise à de graves violences physiques ; son avocat a indiqué qu'elle avait perdu une dent et qu'elle avait plusieurs ecchymoses au corps. La défenseuse des droits humains est accusée d'avoir « *insulté les forces de sécurité* » et sa première audience était prévue le 25 février 2021 devant le tribunal de première instance de Tunis. <sup>109</sup>

<sup>106</sup> Tunisie : Violences policières contre des défenseur-ses des droits humains et des manifestants pacifiques : <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/tunisia-police-violence-against-human-rights-defenders-and-peaceful-protectors>

<sup>107</sup> Tunisie : Violences policières contre des défenseur-ses des droits humains et des manifestants pacifiques : <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/tunisia-police-violence-against-human-rights-defenders-and-peaceful-protectors>

<sup>108</sup> Tunisie : Violences policières contre des défenseur-ses des droits humains et des manifestants pacifiques : <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/tunisia-police-violence-against-human-rights-defenders-and-peaceful-protectors>

<sup>109</sup> Tunisie : Violences policières contre des défenseur-ses des droits humains et des manifestants pacifiques : <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/tunisia-police-violence-against-human-rights-defenders-and-peaceful-protectors>

## 9. LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'article 6 de la Constitution dispose que l'Etat « *garantit la liberté de croyance, de conscience et le libre exercice des cultes ... il s'engage à interdire les campagnes d'accusation d'apostasie et l'incitation à la haine et à la violence. Il s'engage également à s'y opposer.* »

Mais, ces garanties constitutionnelles n'ont pas empêché les autorités de s'immiscer dans les convictions des individus.

### **Février 2020, Arrestation d'un groupe d'étrangers à Enfidha pour prosélytisme au christianisme**

Un groupe d'étrangers (un couple d'origine indienne, une philippine et un australien d'origine égyptienne) a été intercepté dans la ville d'Enfidha entrain de distribuer des symboles du christianisme et certaines publications, a indiqué une source judiciaire à Sousse.

Ces étrangers se déplaçaient entre les villes tunisiennes à bord des moyens de transports en commun et se rendent dans les lieux publics, appelant les passants et les résidents à se convertir au christianisme, a indiqué la porte-parole officiel du tribunal de première instance de Sousse 2.<sup>110</sup>

### **Le 15 mars 2021, Les autorités ne reconnaissent pas l'association baha'ie**

Les avocats du Comité de défense de l'Association bahá'ie en Tunisie ont déposé une plainte auprès du ministère public près du Tribunal de première instance de Tunis, contre le chef du gouvernement, le ministre des Affaires religieuses, le mufti de la République et le secrétaire général du gouvernement, pour avoir signé des correspondances officielles qui comportent des propos takfiristes punis par l'article 14 de la loi antiterroriste. Les membres de l'Association bahá'ie en Tunisie ont déposé une plainte administrative contre la présidence du gouvernement et la presse officielle pour avoir refusé de publier la déclaration de formation de l'association malgré une décision en sa faveur en première instance par le Tribunal administratif. Ils ont été surpris par un appel intenté par la présidence du gouvernement contre cette décision et surtout le contenu du dossier d'appel qui a comporté des propos takfiristes envers les membres de l'association menaçant ainsi leur sécurité et pouvant porter atteinte à leurs vies.<sup>111</sup>

## 10. LES DROITS DES ENFANTS : DIGNITÉ VIOLÉE

Les violences sexuelles contre les enfants sont une grave violation des droits de l'enfant.

L'article 47 de la Constitution impose à l'Etat l'obligation de préserver la dignité des enfants. Or, nous avons observé que des enfants et surtout des filles mineures ont été victimes de viol, de harcèlement ou même de traite.

<sup>110</sup> Tunisie: Arrestation d'un groupe d'étrangers à Enfidha pour prosélytisme au christianisme : <https://www.tunisienumerique.com/tunisie-arrestation-dun-groupe-detrangere-a-enfidha-pour-proselytisme-au-christianisme/>

<sup>111</sup> L'Association bahá'ie en Tunisie dépose une plainte contre le gouvernement pour takfirisme !: <https://www.businessnews.com.tn/lassociation-bahaie-en-tunisie-depose-une-plainte-contre-le-gouvernement-pour-takfirisme,534,106740,3#:~:text=Les%20avocats%20du%20Comit%C3%A9%20de,et%20le%20secr%C3%A9taire%20g%C3%A9n%C3%A9ral%20du>

## 10.1. Des filles mineures harcelées et violées

### Février 2020 : *Un Imam harcèle des filles mineures*

Le délégué de l'enfance à La Marsa a affirmé sur les ondes de Mosaïque fm que l'imam d'une Mosquée à la Marsa est accusé de harcèlement sexuel par une mineure qui apprenait le Coran au sein de la même Mosquée. Des investigations sont entamées afin de s'assurer de ces propos et de savoir s'il a d'autres victimes.<sup>112</sup>

### Février 2020 : *Mahdia : arrêté pour avoir violé et harcelé 6 mineures*

Le tribunal de première instance à Mahdia a ordonné le 18 février 2020 l'ouverture d'une enquête contre un homme de 48 ans accusé d'avoir abusé de cinq enfants.

Selon les premiers éléments rapportés par Jawhara Fm qui cite son correspondant dans la région, l'homme a été arrêté alors qu'il tentait de kidnapper une enfant. Cette dernière était sur le chemin de retour de l'école. Lors de son interrogatoire, l'homme a été reconnu coupable. Il a avoué avoir violé et harcelé d'autres mineures.<sup>113</sup>

## 10.2. Atteinte à l'intégrité physique et morale des enfants

### Avril 2020 : *Un enseignant harcèle des élèves*

Le ministère de la femme et de la famille ainsi que le délégué de l'enfance à Kairouan, ont annoncé avoir reçu un signalement d'un harcèlement sexuel subi par des élèves de la part de leur enseignant. Le ministère a affirmé l'accueil des personnes victimes qui ont confié leurs témoignages et son département a coordonné avec le procureur général et le chef de l'unité d'enquête spécialisée afin de prendre les mesures nécessaires contre l'agresseur.<sup>114</sup>

### Mai 2020 : *Arrestation d'une femme pour avoir agressé ses enfants avec un couteau brûlant*

Une femme de 52 ans, ayant violemment agressé ses enfants, a été arrêtée le 26 mai 2020, après l'émission d'un mandat de dépôt contre elle par le ministère public près le tribunal de première instance de Monastir.<sup>115</sup>

### Juillet 2020 : *Agression sexuelle sur des élèves : Un gardien de collège appréhendé*

Un gardien dans un collège à Sousse a été arrêté dans une affaire de harcèlement et d'agression sexuels impliquant un nombre d'enfants et ce suite à plusieurs plaintes déposées par leurs parents. C'est ce qu'a annoncé le délégué régional de l'éducation de Sousse.<sup>116</sup>

### Août 2020 : *Kébili : Il viole trois enfants...*

Le délégué de l'enfance de Kébili a déclaré à Mosaïque FM le 10 août 2020, qu'une enquête a été ouverte sur une affaire de viol dont trois enfants, ayant 9 et 10 ans, ont été victimes. Il a affirmé que deux plaintes ont été déposées à l'encontre

<sup>112</sup> L'imam responsable du coup monté de la Mosquée accusé de harcèlement sexuel : <https://tn24.tn/fr/amp/article/l-imam-responsable-du-coup-monte-de-la-mosquee-accuse-de-harcelement-sexuel-233524>

<sup>113</sup> Mahdia: arrêté pour avoir violé et harcelé 6 mineures : <https://www.realites.com.tn/2020/02/mahdia-arrete-pour-avoir-viole-et-harcele-6-mineures/>

<sup>114</sup> Enseignant accusé de harcèlement sexuel à Kairouan : le ministère de la Femme se charge du dossier : <http://kapitalis.com/tunisie/2020/04/30/enseignant-accuse-de-harcelement-sexuel-a-kairouan-le-ministere-de-la-femme-se-charge-du-dossier/>

<sup>115</sup> Monastir : arrestation d'une femme pour avoir agressé ses enfants avec un couteau brûlant : <http://kapitalis.com/tunisie/2020/05/26/monastir-arrestation-dune-femme-pour-avoir-agresse-ses-enfants-avec-un-couteau-brulant/?fbclid=IwAR1UUuWz7-nkz3nlV4uKCl10bZVDSUJhCMqW6JmiFOzQla7SYqOiZb6gTM>

<sup>116</sup> Agression sexuelle sur des élèves : Un gardien de collège appréhendé : <https://www.realites.com.tn/2020/07/agression-sexuelle-sur-des-eleves-un-gardien-de-college-apprehende/>



du violeur présumé alors que les trois enfants sont suivis par des pédopsychiatres. Notons que l'un des enfants a tenté de se suicider, après avoir été agressé sexuellement.<sup>117</sup>

### **Octobre 2020 : Un enfant violenté par son oncle**

Une enquête a été ouverte après la diffusion de deux vidéos sur les réseaux sociaux, montrant notamment un enfant nu, se faisant battre par un individu, a permis d'identifier les suspects : il s'agit de l'oncle et de la mère de l'enfant.

Le porte-parole du tribunal de Monastir et Mahdia a déclaré que, selon les premiers éléments de l'enquête, la vidéo remonte à une année et l'agression s'est déroulée au domicile de la tante de l'enfant dans la région de Souassi, gouvernorat de Mahdia. La cousine de la victime aurait également assisté à la scène et l'aurait filmée, alors que la mère et la tante de l'enfant n'étaient pas présentes. L'enfant a déclaré que ceci n'était pas la première fois qu'il se faisait agresser par son oncle, encouragé par sa mère. Le père de l'enfant a quant à lui maintenu sa plainte contre l'agresseur arrêté. L'affaire a été transférée devant la brigade de lutte contre la violence faite aux femmes.<sup>118</sup>

## **10.3. Enfants victimes de traite**

### **Février 2020 : une famille force sa fille mineure de « louer » son utérus**

La présidente de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes a affirmé que l'Instance vient de recenser un cas de traite des personnes plus que choquant. En effet, une famille tunisienne a forcé sa fille mineure de tomber enceinte d'un homme marié contre une somme d'argent. L'homme en question, cherchait à avoir un enfant biologique, selon ses dires. La jeune fille a été obligée à porter l'enfant du père en question en dehors du mariage. La famille a donc obligé sa fille d'avoir un rapport sexuel consenti avec l'homme marié, en dehors du mariage rien que pour tomber enceinte et lui « vendre » le nourrisson ensuite.<sup>119</sup>

### **Juin 2020 : Un bébé est vendu 10 mille dinars !**

Le juge d'instruction près le Tribunal de première instance de Jendouba a émis des mandats de dépôt à l'encontre de trois femmes impliquées dans une affaire de traite de personnes. Il s'agit d'un bébé d'un mois et demi qui a été "vendu" par sa mère biologique, une jeune trentenaire et mère célibataire. Intervenant dans l'émission El Matinale sur les ondes de Shems FM, le porte-parole du tribunal de première instance de Jendouba a déclaré que quatre personnes sont, désormais, impliquées dans l'affaire de "vente" du nourrisson, à savoir la mère biologique, la femme qui a payé une somme de 10 mille dinars pour l'achat du bébé et deux employées de l'hôpital, à savoir une infirmière et une fonctionnaire chargée des affaires sociales des patients. Ces deux dernières ont joué l'intermédiaire entre la mère biologique et la femme qui a "acheté" l'enfant, a-t-il expliqué.<sup>120</sup>

<sup>117</sup> Kébili : Il viole trois enfants : <https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/779425/kebili-il-viole-trois-enfants>

<sup>118</sup> L'enfant violenté par son oncle : La mère savait et approuvait : <https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-faits-divers/813016/l-enfant-violente-par-son-oncle-la-mere-savait-et-approuvait>

<sup>119</sup> Tunisie: une famille force sa fille mineure de « louer » son utérus : <https://www.realites.com.tn/2020/02/tunisie-une-famille-force-sa-fille-mineure-de-louer-son-uterus/>

<sup>120</sup> Jendouba | Traite des personnes : Quand un bébé est vendu 10 mille dinars !: <https://lapresse.tn/64932/jendouba-traite-des-personnes-quand-un-bebe-est-vendu-10-mille-dinars/#:-:text=Le%20juge%20d'instruction%20pr%C3%A8s,jeune%20trentenaire%20et%20m%C3%A8re%20c%C3%A9libataire.>

## 10.4. La vie privée des enfants est dévoilée

### **Février 2021** : *Une radio privée sanctionnée pour avoir exposé les identités des enfants*

Une amende de 5000 dinars a été infligée à la radio privée IFM, par la Haute Autorité Indépendante pour la Communication Audiovisuelle (HAICA). La radio en question a commis des violations relatives aux dispositions de protection de l'enfance et au droit de l'enfant à la confidentialité et au respect de sa vie privée. Le Conseil de l'instance a également décidé le retrait du passage en question du site officiel de la radio et de toutes ses pages sur les réseaux sociaux, ainsi que l'interdiction de sa rediffusion. La HAICA a rappelé qu'un avertissement avait déjà été adressé à IFM en date du 16 octobre 2020, l'appelant à éviter d'exposer les identités des enfants victimes dans les affaires discutées lors des émissions.<sup>121</sup>

## 11. PRATIQUE DE LA TORTURE ET DES PEINES OU TRAITEMENTS INHUMAINS

L'article 23 de la Constitution de 2014 énonce que : « *L'État protège la dignité de la personne et son intégrité physique, et il interdit la torture morale et physique. Le crime de torture est imprescriptible.* »

Cependant, nous avons relevé que certains détenus ont été maltraités ou torturé en prison ou dans les lieux de détention.

### **Le 8 février 2021**, *Un jeune détenu, torturé à la prison de Monastir*

Selon une publication dans la page Facebook du porte-parole de la Cour d'appel de Monastir, le tribunal de première instance de la région a décidé de libérer le jeune homme détenu dans une affaire de vol, qui a été torturé à la prison civile de Monastir, ce qui a entraîné l'ablation de son testicule. Par ailleurs, le tribunal a décidé de poursuivre le jugement de l'accusé, en état de liberté, conformément aux articles 258 et 264 du Code pénal, après une demande de libération par l'avocat du jeune homme. Notons que le Ministère public du tribunal de première instance de Monastir a ordonné l'ouverture d'une enquête pour torture de la part d'un employé public, lors de l'exercice de ses fonctions, ce qui a entraîné l'ablation d'un testicule.<sup>122</sup>

### **Le 6 mars 2021**, *En détention, un jeune diabétique décède à Sfax*

Un jeune diabétique ayant transgressé les dispositions du couvre-feu à Sfax a été arrêté et emprisonné, sauf qu'après avoir passé une nuit en détention, il est décédé dans des circonstances absurdes. Le jeune homme a rendu l'âme alors qu'il était en route vers l'hôpital à cause de la dégradation de son état de santé en prison, vu qu'il n'a pas pu prendre ses médicaments selon la version donnée par sa famille, confirmée par la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme. Le jeune était accompagné de son frère et tous deux ont été accusés d'avoir agressé verbalement un fonctionnaire public lors de l'exercice de ses fonctions.<sup>123</sup>

<sup>121</sup> Droits de l'enfant : Une amende de 5000 dinars infligée à IFM : <https://www.webdo.tn/2021/02/22/droits-de-lenfant-une-amende-de-5000-dinars-infligee-a-ifm/>

<sup>122</sup> Libération du jeune détenu, torturé à la prison de Monastir : <https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/856827/liberation-du-jeune-detenu-torture-a-la-prison-de-monastir>

<sup>123</sup> En détention, un jeune diabétique décède à Sfax : Quid des droits des détenus ? : <https://lapresse.tn/89881/en-detention-un-jeune-diabetique-decede-a-sfax-quoi-des-droits-des-detenus/>



Y AVAIT-T-ILDES  
2 AVANCÉES ?

La crise sanitaire et les mesures exceptionnelles qui l'ont accompagné ont engendré la limitation de droits et de libertés. D'une part, le législateur s'est contenté de renforcer les restrictions apportées aux droits humains en négligeant les libertés individuelles.

D'autre part, du côté de la jurisprudence, on remarque que de très peu de décisions ont été rendues en matière de libertés individuelles.

En parallèle, et avec la volonté de défendre et promouvoir les droits humains, la société civile et les instances indépendantes ont développé chacune un cadre de surveillance de l'impact des mesures exceptionnelles sur les libertés individuelles. En outre, la société civile a formulé des recommandations en s'adressant aux autorités afin de faire face aux abus contre les libertés individuelles au temps du coronavirus.

## 1. LES TEXTES JURIDIQUES : LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES NÉGLIGÉES

Entre 2020 et début 2021, le dispositif juridique a été consolidé par l'adoption de textes renforçant les droits socio-économiques au détriment des libertés individuelles. Ceci s'est concrétisé à travers la ratification de certaines conventions internationales en matière des droits humains et suite à l'adoption de textes législatifs et réglementaires qui mettent en œuvre ces droits.

### 1.1. Les conventions ratifiées

24 mars 2021, L'adhésion de la République tunisienne à l'amendement du protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone adopté à Kigali le 15 octobre 2016.<sup>124</sup>

Le protocole de Montréal est un accord mondial visant à protéger la couche d'ozone stratosphérique de la Terre par le biais de l'élimination progressive des substances chimiques qui l'appauvrissent. Cette élimination progressive couvre à la fois la production et la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO).

L'amendement de Kigali, appelle à la réduction progressive des chlorofluorocarbones (HFC). En effet, le protocole vise à réduire progressivement leur production et leur consommation pour éviter que ces HFC, qui contribuent fortement au changement climatique, ne remplacent les SAO.

24 mars 2021, Ratification du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relative à la convention sur la diversité biologique.<sup>125</sup>

Le Protocole de Nagoya repose sur les principes fondamentaux de l'accès et du partage des avantages consacrés par la Convention sur la diversité biologique. Ces principes nécessitent l'obtention, par les utilisateurs potentiels de ressources génétiques, du consentement préalable en connaissance de cause du pays dans lequel la ressource est située avant que l'accès ne soit accordé, ainsi que la négociation et l'établissement de conditions convenues d'un commun accord d'accès et d'utilisation de cette ressource.

<sup>124</sup> Décret Présidentiel n° 2021-26 du 24 mars 2021, portant ratification de l'adhésion de la République tunisienne à l'amendement du protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone adopté à Kigali le 15 octobre 2016. JORT n°28 du 26 mars 2021, p. 663.

<sup>125</sup> Décret présidentiel n° 2021-27 du 24 mars 2021, portant ratification du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relative à la convention sur la diversité biologique. JORT n°28 du 26 mars 2021, p. 663.

## 1.2. Les textes législatifs

Nous avons constaté durant la phase de la pandémie de la Covid-19 la prééminence des droits socio-économiques sur les libertés.

- **La loi n° 2020-30 du 30 juin 2020, relative à l'économie sociale et solidaire.**

Cette loi « détermine le cadre de référence de l'économie sociale et solidaire. Elle définit également son concept, ses objectifs et les modalités de son organisation, ainsi que les structures et les mécanismes à même de l'instaurer, d'assurer son suivi, de l'évaluer, de le développer et de le renforcer.<sup>126</sup> »

- **La loi n° 2020-37 du 6 août 2020, relative au « Crowdfunding ».**

Cette loi « a pour objectif d'organiser le « Crowdfunding » pour fournir le financement nécessaire aux projets et aux sociétés en vue de promouvoir l'investissement, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation.<sup>127</sup> »

- **La loi n° 2020-38 du 13 août 2020, portant dispositions dérogatoires pour le recrutement dans le secteur public.<sup>128</sup>**

Conformément à l'article premier : « Le concours externe sur dossiers et sur épreuves ne s'applique pas au recrutement direct par tranches annuelles consécutives des titulaires de diplômes supérieurs au chômage depuis dix ans et plus, et qui sont inscrits aux bureaux de l'emploi. »

## 1.3. Les actes administratifs

- Décret gouvernemental n° 2020-126 du 25 février 2020, portant création de l'observatoire national pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes et fixant son organisation administrative et financière et les modalités de son fonctionnement.

Le présent décret gouvernemental fixe l'organisation administrative et financière ainsi que les modalités de fonctionnement de l'observatoire national pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes créé par l'article 40 de la loi organique n° 2017-58 du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes<sup>129</sup>.

- Décret-loi du Chef du Gouvernement n° 2020-3 du 14 avril 2020, portant détermination de mesures sociales exceptionnelles et provisoires pour l'accompagnement de certaines catégories de travailleurs indépendants lésés par les répercussions engendrées par la mise en œuvre des mesures de mise en confinement total pour la prévention de la propagation du Coronavirus « Covid-19 ».<sup>130</sup>
- Décret-loi du Chef du Gouvernement n° 2020- 4 du 14 avril 2020, édictant des mesures (ou actions) sociales exceptionnelles et provisoires pour l'accompagnement des entreprises et la protection de leurs salariés lésés par les répercussions de la mise en œuvre des mesures de mise en confinement total pour la prévention de la propagation du Coronavirus « Covid-19 ».<sup>131</sup>

<sup>126</sup> JORT n°63 du 3 juillet 2020, p. 1399.

<sup>127</sup> JORT n°81 du 18 août 2020, p. 1743.

<sup>128</sup> JORT n°82 du 19 août 2020, p. 1763.

<sup>129</sup> JORT n°17 du 28 février 2020, p. 588.

<sup>130</sup> JORT n° 32 du 14 avril 2020, p. 768.

<sup>131</sup> JORT n° 32 du 14 avril 2020, p. 769.

- La Circulaire n°19 du 15 juillet 2020

Le ministre des Affaires locales, Lotfi Zitoun, a envoyé une correspondance officielle aux maires les informant de l'annulation de la circulaire n° 85 datant du 12 décembre 1965. Lotfi Zitoun a appelé les maires à se tenir aux dispositions de la Constitution tunisienne et aux lois en vigueur régissant les registres de l'état civil, abolissant ainsi les restrictions sur l'attribution des prénoms. Il convient de rappeler que certaines municipalités interdisent l'inscription d'un nouveau-né à l'état civil sous un prénom non-arabe. C'est le cas à Sfax et au Kram, entre autres.<sup>132</sup>

## 2. APPORT DE LA JURISPRUDENCE : UN BILAN FAIBLE

Pour être véritablement performante, la justice doit être universelle, s'adresser à toutes et à tous, et être accessible à tous. Ceci est affirmé par la Constitution de 2014 qui énonce dans son article 102 que le juge est le garant des droits et des libertés. A ce stade nous avons recensé quelques décisions judiciaires et administratives qui attestent d'une avancée en la matière.

### 2.1. La jurisprudence judiciaire

L'attitude des juges est courageuse comme le témoigne les décisions rendues en 2020 dans le domaine de lutte contre la discrimination raciale et même à l'égard des droits des personnes LGBTQI++.

#### Un tournant dans la lutte contre le racisme

**Octobre 2020 :** *Un Tunisien de 81 ans gagne son procès et élimine le mot « Atig » de son nom*

Un Tunisien de 81 ans a remporté son procès et se verra retirer de son nom le mot « Atig », qui signifie « libéré(e) par » et qui fait référence à l'héritage de l'esclavagisme dans le pays. Le Tribunal de Première Instance de Médenine a rendu un jugement historique, annonce le Minority Rights Group International (MGR).<sup>133</sup>

#### Un tournant pour le militantisme LGBT en Tunisie

Le 21 février 2020, la Cour de Cassation a rendu un arrêt légalisant l'association Shams en affirmant le jugement rendu par la Cour d'Appel de Tunis qui avait déjà rejeté la demande des autorités de dissoudre cette association dont les activités sont contraires aux traditions des Tunisiens, selon le chargé du contentieux de l'Etat qui avait fait un pourvoi en cassation contre la décision de la Cour d'Appel.

La Cour a conclu que l'association visait, par le biais de ses activités sur les minorités sexuelles, à « préserver la dignité humaine et à empêcher de lui porter atteinte sur la base de l'orientation sexuelle » et qu'elle « ne violait pas les lois internes, en particulier les principes fondamentaux énoncés dans la Constitution tunisienne, comme indiqué dans l'article 3 du décret-loi sur les associations ».

<sup>132</sup> Lotfi Zitoun annule la circulaire sur les restrictions d'attribution des prénoms : <https://www.businessnews.com.tn/lotfi-zitoun-annule-la-circulaire-sur-les-restrictions-dattribution-des-prenoms,520,100382,3>

<sup>133</sup> <https://www.webdo.tn/2020/10/16/traces-esclavagistes-un-tunisien-de-81-ans-gagne-son-proces-et-elimine-le-mot-atig-de-son-nom/#.YHcll0nft-E>

## 2.2. La jurisprudence administrative

Le juge administratif consacre et concrétise les droits humains lors du contrôle de l'administration dans ses rapports avec les administrés.

**Le 3 mai 2020**, le tribunal administratif a décidé d'annuler ladite procédure S17.

De ce fait, des Tunisiens étaient empêchés de quitter le pays. Ils se voyaient à défaut d'explications tangibles et d'arguments plausibles refuser le droit de franchir la frontière; au nom d'une procédure. Amnesty International a depuis mis en lumière l'utilisation arbitraire et abusive de cette mesure restreignant le droit de circuler librement des personnes. Elle a demandé au système judiciaire tunisien d'insister pour que de telles mesures soient au préalable approuvées par un juge.<sup>134</sup>

**Le 16 juillet 2020** : Le Tribunal administratif suspend la détention de 22 migrants détenus arbitrairement au centre d'accueil et d'orientation El Ouardia.

Saisi le 5 juin 2020 de 22 requêtes en référé et en annulation concernant des migrants détenus arbitrairement au centre d'accueil et d'orientation El Ouardia, le tribunal administratif vient de rendre des décisions sans précédent. Il a en effet ordonné la suspension de leur détention au motif que leur privation de liberté est contraire au droit tunisien, mais aussi aux engagements internationaux de la Tunisie, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention contre la torture.<sup>135</sup>

## 3. LE RÔLE DES INSTANCES INDÉPENDANTES

Les instances indépendantes apportent une contribution essentielle, à l'application concrète des droits et libertés ainsi qu'à la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits humains.

Ces instances ont documenté dans leur domaine de spécialité respective : la liberté de communication audio-visuelle, l'interdiction de la torture, les droits humains les violations et les abus des autorités et même de certaines personnalités publiques ou des politiciens.

Mai 2020, Rapport du mois d'Avril des visites préventives ciblées de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture (INPT) aux lieux de privation de liberté dans le contexte du COVID-19.

L'INPT a organisé une série de visites préventives ciblées, durant le mois d'avril 2020, pour contrôler directement les conditions de vie des personnes privées de liberté, dans les prisons, les centres de rétention, les services psychiatriques et les centres de confinement obligatoire qui ont été créés dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus. Ces visites ont été l'occasion de constater les mesures prises pour prévenir la propagation du virus « Covid-19 » dans les lieux de privation de liberté et de constater le type de traitement que les détenus reçoivent des responsables de ces lieux et de ceux qui y travaillent, qu'ils soient des cadres médicaux ou paramédicaux, des agents administratifs ou de la sécurité, y compris les gardiens.

<sup>134</sup> <https://www.leconomistemaghreb.com/2020/06/08/tribunal-administratif-application-procedure-s17-illegale/>

<sup>135</sup> <https://ftdes.net/une-decision-sans-precedent-en-tunisie-le-tribunal-administratif-suspend-la-detention-de-22-migrants-detenus-arbitrairement-au-centre-daccueil-et-dorientation-el-ouardia/>

Dans ce rapport, l'INPT a réitéré certaines recommandations à l'attention des autorités, parmi lesquelles, on cite :

- L'Elaboration d'un manuel de procédures pour définir les rôles de tous les intervenants dans le mécanisme de confinement et/ou isolement dans les lieux de privation de liberté.
- La détermination des garanties juridiques fondamentales pour les personnes placées en confinement ou en isolement, le personnel médical et paramédical, ainsi que tous les autres agents et employés qui sont en contact avec eux.
- Fournir des soins de santé et un traitement humain égaux à toutes les personnes soumises au confinement, y compris celles qui sont soumises à l'isolement ou à l'emplacement d'office.<sup>136</sup>

Le 24 juin 2020, le rapport final de l'Instance Vérité et Dignité (IVD) a été publié dans un numéro spécial du Journal officiel de la République tunisienne (JORT).

Le rapport final de l'IVD, comporte un ensemble de 7 Tomes en plus d'un volume sous forme de résumé exécutif.

Les tomes sont consacrés aux violations des droits humains dans le cadre du régime autoritaire, un diagnostic couvrant toute la période 1955-2013, aux violations des droits des femmes et des enfants, et aux garanties de non-répétition.

Dans ce rapport, l'IVD a formulé ses recommandations pour conserver les archives, y compris les siennes, la mémoire, l'enseignement de l'histoire, les réformes institutionnelles, la lutte contre la corruption...<sup>137</sup>

### **Le 7 Octobre 2020, La Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle (HAICA) : Appel à faire pression sur le parlement pour hâter l'examen de la loi sur la communication audiovisuelle**

Les participants à une journée d'information organisée par la HAICA sur "L'avenir du projet de loi organique de la communication audiovisuelle en Tunisie", ont exhorté le gouvernement à faire pression sur le parlement pour hâter l'examen du projet gouvernemental relatif à la loi organique sur la liberté de la communication audiovisuelle.

Le projet de loi en question vise à organiser le secteur ainsi que les prérogatives de la HAICA, en tant qu'instance constitutionnelle indépendante.

Ils ont précisé, dans ce sens, que ce projet permettra de réguler et d'organiser tout ce qui concerne le secteur des médias audiovisuels selon une approche basée sur le droit, à même de garantir la liberté de la communication audiovisuelle.<sup>138</sup>

### **Le 14 novembre 2020, La HAICA publie ses rapports de monitoring sur le pluralisme politique dans les chaînes TV**

Le monitoring de la HAICA s'est focalisé sur le pluralisme politique dans les médias publics. Et ce au cours des mois de juillet et d'août 2020. Ils ont été marqués par une recrudescence des « *tiraillements politiques* ». En outre, le but étant d'évaluer leur degré de respect envers le pluralisme et la diversité et le droit du citoyen d'avoir accès à des informations précises et équilibrées. De ce fait, le rapport a attiré l'attention sur un faible taux de temps de parole des femmes à la télévision et à la radio, dans la couverture des activités des acteurs politiques. En effet, le temps de parole des femmes n'a pas dépassé les 2% à la télévision et 13% dans les radios. Dans un autre contexte, le rapport revient sur le temps d'antenne, relativement élevé. Et ce en raison d'avoir accordé aux membres de l'Exécutif durant les mois de novembre, décembre 2019 et janvier 2020. Et ce à cause du développement de la situation sanitaire après la pandémie et ses retombées sur le

<sup>136</sup> <https://www.docdroid.net/JUQyw0c/rapport-succinct-covid-inpt-mai-2020-fr-final-pdf>

<sup>137</sup> JORT n° 59 du 24 juin 2020, p. 1346.

<sup>138</sup> Appel à faire pression sur le parlement pour hâter l'examen de la loi sur la communication audiovisuelle :

<https://www.webmanagercenter.com/2020/10/07/456914/appe-a-faire-pression-sur-le-parlement-pour-hater-lexamen-de-la-loi-sur-la-communication-audiovisuelle/>



plan économique et social. Cela reflète, également, selon le rapport de monitoring des points de vue politiques différents sur l'évaluation de l'efficacité des mesures arrêtées par le gouvernement dans le traitement de cette situation.<sup>139</sup>

**Décembre 2020**, *Le Comité supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales publie le rapport national 2016-2019*

Le rapport évalue la situation des droits humains et des libertés publiques et individuelles en Tunisie durant les années 2016-2019. Il contient également des recommandations et des propositions à même de renforcer le dispositif des droits humains et des libertés individuelles.<sup>140</sup>

## 4. LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE :

### UN TRAVAIL ACHARNÉ POUR GARANTIR LE RESPECT DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Les organisations de la société civile sont qualifiées de garde-fous, car elles veillent au respect et à la mise en œuvre des droits humains par l'Etat.

A ce niveau, nous avons observé le rôle joué par ces organisations, principalement, au temps du coronavirus. Ce rôle consiste en : Alerter l'opinion publique afin de poursuivre les coupables et de supprimer l'impunité. A ce propos, les O.N.G. recensent les abus, conduisent des missions d'enquête, dénoncent les violations au niveau national et même au niveau international.

**Les 30 et 31 janvier 2020**, *La société civile se mobilise pour l'adoption d'un Code des Libertés Individuelles*

Les organisations de la société civile se mobilisent à nouveau pour relancer l'adoption d'un Code des libertés individuelles, un peu plus d'un an après qu'une proposition de loi ait été déposée à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP). Si certains sujets ont suscité de vives oppositions, il est nécessaire de reprendre les débats de manière progressive et constructive. Dans cette optique, des associations se sont réunies à Tunis pour préciser leur feuille de route et remobiliser journalistes, décideurs, et grand public, jusqu'à l'adoption du Code.

Ces organisations visent à déterminer collectivement les stratégies à venir pour :

- Engager un travail de sensibilisation des décideurs, de la société civile et des médias autour du contenu de la proposition de Code des Libertés individuelles, afin de déconstruire fantasmes et préjugés et s'en tenir aux faits.
- Le décliner dans des campagnes de sensibilisation dans les régions, avec les acteurs politiques et sociaux locaux.
- Proposer des sessions de formation sur le contenu de la proposition de Code pour les cadres des partis politiques et les députés.
- Engager un travail constructif d'appui à la mise à l'agenda de l'ARP de la proposition de code.<sup>141</sup>

<sup>139</sup> La HAICA publie ses rapports de monitoring sur le pluralisme politique dans les chaînes TV : <https://www.leconomistemaghreb.com/2020/11/14/la-haica-publie-ses-rapports-de-monitoring-sur-le-pluralisme-politique-dans-les-chaines-tv/>

<sup>140</sup> <http://www.csdhlf.tn/wp-content/uploads/2020/12/%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%82%D8%B1%D9%8A%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-2016-2019.pdf>

<sup>141</sup> Tunisie : La société civile se mobilise pour l'adoption d'un Code des Libertés Individuelles : [https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-la-societe-civile-se-mobilise-pour-l-adoption-d-un-code-des#:~:text=\(...\)-,Tunisie%203A%20La%20soci%C3%A9t%C3%A9%20civile%20se%20mobilise%20pour%20l'adoption%20d,un%20Code%20des%20Libert%C3%A9s%20Individuelles&text=Puis%2C%20le%2011%20octobre%202018,de%20Code%20des%20libert%C3%A9s%20individuelles.](https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-la-societe-civile-se-mobilise-pour-l-adoption-d-un-code-des#:~:text=(...)-,Tunisie%203A%20La%20soci%C3%A9t%C3%A9%20civile%20se%20mobilise%20pour%20l'adoption%20d,un%20Code%20des%20Libert%C3%A9s%20Individuelles&text=Puis%2C%20le%2011%20octobre%202018,de%20Code%20des%20libert%C3%A9s%20individuelles.)

**Mars 2020**, *l'association L'Art Rue a créé un espace de débat et de réflexion pour la société civile tunisienne : #DPDW (Dream Performative Digital World)*

Pendant la période de confinement, L'Art Rue a lancé un nouveau programme digital, afin de continuer à promouvoir la création artistique à travers les « *Performance Room* » mais aussi de mettre à disposition de la société civile tunisienne un espace d'engagement politique et citoyen avec des « *Civic Space* ». A travers des débats et des conférences en ligne, DPDW invite artistes, activistes, experts et associations tunisiennes pour échanger librement autour des libertés individuelles et questionner les défis et dangers que rencontre la société tunisienne aujourd'hui.<sup>142</sup>

Pensée avec le soutien de Pr. Wahid Ferchichi et Adnen El Ghali, la programmation des « *Civic Space* » aborde les libertés individuelles sous différentes thématiques et perspectives :

- **20 avril** : Les libertés individuelles au temps du Corona, modéré par Pr. Wahid Ferchichi à l'occasion de la sortie du communiqué du Collectif Civil pour les libertés individuelles ;
- **10 juin** : Un débat avec Pr. Wahid Ferchichi, Amine Ghali et Khayem Chemli sur la publication du rapport de l'IVD ;
- **26 juin** : Bâtir une Tunisie sans torture, modéré par Adnen El Ghali à l'occasion de la Journée Mondiale de soutien aux victimes de la torture ;
- **22 juillet** : Mandela Rules, où en sommes-nous ? en partenariat avec Dignity – l'Institut Danois contre la torture, et modéré par Haythem El Mekki ;
- **6 novembre** : Les craintes du retour de la dictature sont-elles justifiées ? modéré par Wahid Ferchichi ;
- **11 novembre** : Les médias face aux craintes de retour de l'Etat autoritaire, modéré par Haythem El Mekki ;
- **24 décembre** : Liens indissociables entre libertés individuelles et droits économiques sociaux et culturels, modéré par Pr. Wahid Ferchichi.

**Avril 2020**, *Etat des libertés individuelles en 2019 : Les libertés individuelles en 2019 : Le danger des populistes!*

Le Collectif Civil pour les Libertés Individuelles (CCLI) a publié comme chaque année son rapport sur les l'état des libertés individuelles en Tunisie en 2019 et plus précisément après les élections législatives et l'élection présidentielle de 2019. Cette période était marquée par la montée du discours des populistes.

Le rapport trace les principales violations des libertés individuelles et surtout le fait que les candidat.e.s aux élections ont accordé moins d'attention aux questions des libertés individuelles.

Ce rapport souligne aussi l'engagement de la société civile qui travaille sans cesse afin de mettre la lumière sur les violations, protéger l'exercice des libertés individuelles et les consolider à travers des réformes législatives substantielles et une pratique non répressive.<sup>143</sup>

<sup>142</sup> La page Facebook de l'association :

<https://www.facebook.com/LArtRueTunisie/>

<https://www.facebook.com/LArtRueTunisie/videos/notre-programmation-dpdwsh-devient-dpdw-hors-confinement-un-grand-merci-%C3%A0-tous-l/529904814552206/>

<sup>143</sup> <http://adlitn.org/download/rapport-etat-des-libertes-individuelle-en-2019/>

### **Le 8 avril 2020, *Damj et l'appel urgent aux dons pour les personnes LGBTQI++***

L'association Damj a lancé un appel urgent aux dons pour les personnes LGBTQI++.

En effet, le coronavirus a jeté beaucoup de personnes LGBTQI++, tunisiennes et étrangères, dans une grande précarité socio-économique. Cette précarité réduit grandement pour certaines de ces personnes, et anéantit complètement pour d'autres, la possibilité de faire face au coronavirus et à ses conséquences.

Afin de venir en aide à ces personnes, Damj a lancé un appel à dons destinés à assurer leur sécurité alimentaire, sanitaire et leur logement en ces temps de crise exceptionnelle. Jusqu'à l'heure actuelle, Damj a pu recenser 92 personnes LGBTQI+ nécessitant une assistance socio-économique, dont 26 dans des situations très urgentes : 7 réfugié.e.s sans ressource aucune et donc sans nourriture ni produits d'hygiène ; 11 personnes LGBTQI+ atteint.e.s de maladies chroniques et ne pouvant se procurer les médicaments appropriés ; 6 personnes trans\* sans abri ; 2 personnes homosexuelles récemment libérées (suite à la grâce présidentielle) et sans abri ni ressource économique.<sup>144</sup>

### **Le 7 mai 2020, *Communiqué à propos de la création d'une « Coordination Nationale pour la Défense des Droits de l'Homme et des Libertés » :***

L'Association Tunisienne des Femmes Démocrates, L'Association Tunisienne pour La Défense des Droits de l'enfant, Le Comité Supérieur des Droits de L'homme et des Libertés Fondamentales, Le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux, La Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits De L'homme, L'Organisation Tunisienne Contre la Torture, Le Syndicat National des Journalistes Tunisiens annoncent la création, dans le cadre d'une initiative commune, de « la Coordination Nationale pour la Défense des Droits de l'Homme et des Libertés » en vue d'assurer le suivi de la situation des droits de l'homme dans le contexte de la crise sanitaire résultant de l'épidémie du coronavirus, et la surveillance des éventuels abus et violations qui pourraient toucher les droits et les libertés dans cette situation d'exception que vit le pays, et afin que cette situation n'aboutisse à imposer des restrictions non justifiées sur les libertés fondamentales, et notamment la liberté de circulation et la liberté d'opinion et d'expression, et en vue d'alerter les autorités compétentes, sachant que plusieurs organisations de la société civile ont rapporté pareils abus lors de l'application, par les services de sécurité, des mesures de confinement sanitaire et du couvre-feu. L'initiative vise, également, à surveiller les décrets qui seront promulgués par le gouvernement suite aux prérogatives qui lui ont été accordées par l'ARP dans cette situation d'urgence, afin d'en évaluer la conformité avec la législation nationale et les conventions internationales ratifiées par la Tunisie, et d'en informer les autorités en cas de besoin. Les institutions, membres de « la Coordination », visent également à assurer le suivi et l'évaluation des effets économiques et sociaux des mesures prises par le gouvernement sur la situation économique sociale, et notamment sur certains groupes vulnérables, dont la vulnérabilité a nettement augmenté avec la crise sanitaire et les mesures qui l'ont accompagnée, et dont les conditions ne leur permettent pas de bénéficier de la prise en charge et des soins nécessaires face à l'épidémie. Les institutions membres se proposent de publier des rapports sur les différentes questions précédemment mentionnées. Elles se proposent, également, d'adresser des recommandations au gouvernement sous forme de notes mentionnant les éventuels abus et violations qu'elles auraient relevés, ou les manquements éventuels quant à la satisfaction des besoins urgents de certains groupes.<sup>145</sup>

<sup>144</sup> Page facebook Damj : <https://www.facebook.com/damj.tunisie/>

<sup>145</sup> Communiqué à propos de la création d'une « Coordination Nationale pour la Défense des Droits de l'Homme et des Libertés » : <https://ftdes.net/communiqua-a-propos-de-la-creation-dune-coordination-nationale-pour-la-defense-des-droits-de-lhomme-et-des-libertes/>

### **Juillet 2020, *Le rapport de l'ADLI : Les libertés au temps du coronavirus* »**

La publication du rapport intitulé « Les libertés au temps du coronavirus. La Covid-19 voile, la Covid-19 dévoile », de l'Association tunisienne de défense des libertés individuelles (ADLI), prouve que « les droits et les libertés se sont retrouvées victimes de la situation épidémiologique, car il y a eu de nombreuses atteintes injustifiées, notamment à l'égard des groupes sociaux les plus vulnérables sur le plan économique et social, ce qui indique une fois de plus le lien étroit entre tous les droits et toutes les libertés ».

Par ailleurs, l'ADLI a remarqué que les femmes constituaient une des catégories les plus exposées à la violence durant cette période et que la violence conjugale, en particulier, avait considérablement augmenté. En outre, la situation épidémiologique a rendu plus difficile la situation de certains groupes, « tels que les réfugié(e)s et les demandeurs d'asile, les migrant(e)s, les victimes de traite ainsi que les personnes LGBT<sup>146</sup> ».

### **3 Juillet 2020, *La lutte contre la Covid-19 en Tunisie sous la loupe de la société civile***

Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) vient de rendre public un rapport. Il s'intitule : « *Deux mois de lutte contre la Covid-19 en Tunisie: Analyse en matière d'État de droit* ».

Ainsi, selon le FTDES, le rapport porte sur la légalité des principales mesures restrictives de liberté prises par les autorités. De même que sur leur conformité à la Constitution ainsi qu'aux lois en vigueur. Par ailleurs, les associations membres de l'Alliance pour la Sécurité et les Libertés (ASL), proposent plusieurs autres recommandations. Puisqu'elles sont soucieuses d'assumer leur rôle de suivi et de protection du processus de transition démocratique. Tout en étant convaincues que la crise pandémique pose un sérieux défi à la construction de l'Etat de droit en Tunisie. Notamment à cause du retard dans la mise en place des instances constitutionnelles et dans l'adoption des réformes du secteur de la justice et de la sécurité. Et ce, afin que l'Etat tunisien puisse se doter d'un cadre de réponse à de telles crises ; en préservant les droits et les libertés des citoyens.

Au final, les organisations soulignent qu'elles se tiennent à la disposition des députés. Et ce, afin de partager de manière plus approfondie leurs analyses des décrets- lois. En vue de leur mise en conformité avec la Constitution et les obligations internationales de la Tunisie.<sup>147</sup>

### **Le 28 octobre 2020, *Présentation des résultats du projet « Amélioration de l'accès aux soins de santé pour la population migrante en Tunisie* »**

L'ONG Médecins du Monde Belgique section Tunisie, a organisé à Tunis, une conférence d'information et de restitution des résultats du projet « *Amélioration de l'accès aux soins de santé pour la population migrante en Tunisie* », en présence de représentants des différents ministères et institutions partenaires, associations impliquées, bailleurs de fonds et experts divers. Le projet a comme principaux objectifs d'améliorer l'accès aux services de santé pour les migrants en situation de vulnérabilité, à renforcer les capacités des acteurs institutionnels de la santé et de la société civile et à assurer le respect des droits des migrants à une prise en charge médico-psycho-sociale intégrée.

<sup>146</sup> Rapport « Les libertés au temps du Coronavirus » : Dépassements et dérapages : <https://lapresse.tn/69451/rapport-les-libertes-au-temps-du-coronavirus-depassements-et-derapages/>

<sup>147</sup> [ Rapport ] : La démocratie tunisienne à l'épreuve de la lutte contre la Covid-19 : <https://www.leconomistemaghrebin.com/2020/07/03/rapport-democratie-tunisienne-epreuve-lutte-contre-covid-19/>

En partenariat avec l'Association Tunisienne de la Santé de la Reproduction (ATSR), Terre d'Asile Tunisie (TAT), et l'Association pour le Leadership et le Développement en Afrique (ALDA), 4 pools d'animateurs communautaires ont été consolidés en 2019 et 2020 permettant d'avoir un total de 53 éducateurs pairs, dont 64% sont des femmes.<sup>148</sup>

### **25 novembre 2020, Un séminaire organisé par l'Association tunisienne de soutien des minorités appelle à la coexistence entre les religions en Tunisie**

Le président de l'association Dar Dhekra, Jacob Lellouche, Tunisien de confession juive, le vicaire de la cathédrale de Tunis, Père Silvio Moreno, le pasteur de l'Eglise réformée de Tunisie, William Brown, ainsi que Slaheddine Jourchi, journaliste et analyste politique, sont intervenus dans le séminaire organisé par l'Association tunisienne de soutien des minorités, sur le thème « *La position des différentes religions concernant la critique de la pensée religieuse* ». Dans leurs interventions, les différents participants se sont accordés sur l'importance du dialogue entre les religions pour écarter toute équivoque entre les fidèles des différentes religions.

Il s'agit, en premier lieu, d'asseoir les principes de tolérance de façon à rejeter inconditionnellement l'extrémisme et la violence et, surtout, bannir l'étroitesse d'esprit. Ce qui signifie respecter la liberté, les opinions et l'attitude de l'autre, faire preuve de diligence et de compréhension à l'égard des idées qui diffèrent en partie ou totalement des siennes. Il n'y a pas de contradiction entre les religions et le libre exercice de culte.<sup>149</sup>

### **25 novembre 2020, Des associations et organisations de la société civile appellent à l'adoption d'une approche basée sur la prévention et l'éducation aux droits humains**

Des associations et organisations de la société civile ont appelé à l'adoption d'une approche volontariste et exhaustive pour lutter contre les violences faites aux femmes et qui soit basée sur la prévention, l'éducation aux droits humains, à l'égalité et à la non-discrimination.

Dans un communiqué conjoint publié à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, les signataires ont souligné l'impératif de consacrer un budget conséquent qui permet de mettre en application tous les engagements de l'Etat en matière de lutte contre les violences ainsi que toutes les mesures qui n'ont pas dépassé l'effet d'annonce, en particulier en ce qui concerne la protection et la prise en charge des victimes et leur accompagnement vers l'autonomie, loin de toute action de minorisation, de substitution ou de tutelle.

Il s'agit également, selon le communiqué, de mettre un terme au traitement symptomatique des violences en s'attaquant à l'ordre patriarcal et ses innombrables ramifications juridiques, politiques, sociales, économiques et culturelles, qui constituent le terreau et le ferment des violences et d'en finir avec le climat régnant d'impunité, en veillant à la responsabilisation des auteurs.<sup>150</sup>

<sup>148</sup> LONG Médecins du Monde Belgique présente les résultats de son projet quinquennal. Droit à la santé des populations migrantes en Tunisie et des Tunisiens de retour : [https://l'instant-m.tn/single-article/ar7042\\_long-medecins-du-monde-belgique-presente-les-resultats-de-son-projet-quinquennal](https://l'instant-m.tn/single-article/ar7042_long-medecins-du-monde-belgique-presente-les-resultats-de-son-projet-quinquennal)

<sup>149</sup> La Tunisie, terre de tolérance et de coexistence : <https://lapresse.tn/79668/la-tunisie-terre-de-tolerance-et-de-coexistence/>

<sup>150</sup> Des associations et organisations de la société civile appellent à l'adoption d'une approche basée sur la prévention et l'éducation aux droits humains : <https://www.webmanagercenter.com/2020/11/25/459625/violence-contre-la-femme-des-associations-et-organisations-de-la-societe-civile-appellent-a-ladoption-dune-approche-basee-sur-la-prevention-et-leducation-aux-droits-humains/>

**Décembre 2020, *La parution des fiches de plaidoyer : « Indissociables droits et libertés : Le chemin de la dignité :***

Ce travail publié par l'ADLI a permis de présenter des recommandations à l'intention des décideurs afin de concrétiser tous les droits et libertés de manière indissociable pour une Tunisie meilleure.<sup>151</sup>

**Décembre 2020, « *Indissociables droits et libertés* » ou de *l'invisibilité des libertés individuelles et des droits économiques, sociaux et culturels***

Un ouvrage collectif sous la direction de M. Wahid FERCHICHI publié par l'ADLI.

Il s'agit d'une étude pluridisciplinaire portant sur ces liens indissociables entre droits et libertés. Une étude ayant pour objectif de comprendre ces liens sur le plan historique, sociologique, économique, politique, juridique, et médiatique.<sup>152</sup>

**Le 14 décembre 2020, *Moratoire sur l'application de la peine de mort dans le monde : Lettre ouverte à Kaïs Saïed***

La Coalition tunisienne contre la peine de mort et 30 associations et organisations de la société civile tunisienne ont adressé une lettre ouverte au président de la République pour demander un vote en faveur de la résolution des Nations Unies appelant à un moratoire universel sur l'application de la peine de mort.

Les signataires appellent l'Etat tunisien à respecter ses engagements en soutenant la prochaine résolution et en renforçant le processus historique de la Tunisie vers la modernité et le progrès. Les signataires considèrent que la peine de mort est en non- conformité avec la situation de la Tunisie.

Parmi les organisations signataires de la lettre ouverte figurent notamment la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme, le Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Syndicat National des journalistes tunisiens, l'Association tunisienne des femmes démocrates, le Forum tunisien des droits économiques et sociaux, l'Association Vigilance pour la démocratie et l'Etat civique, l'Organisation contre la torture en Tunisie, Euromed-rights.<sup>153</sup>

**Le 17 décembre 2020, *Un atelier de réflexion sur le rapport national des droits de l'Homme (2016-2019)***

Les participants à un atelier de réflexion sur le rapport national des droits de l'Homme (2016-2019) ont été unanimes sur l'existence d'un décalage entre les dispositions de la Constitution, les législations et les accords adoptés en matière des droits humains et leur application sur le terrain.

Le président du Comité supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, a déclaré que le rapport publié, récemment, a révélé que les lois nationales sont en adéquation avec le système onusien des droits humains, particulièrement les traités et accords adoptés par l'Etat tunisien.

<sup>151</sup> <http://adlitn.org/download/indissociables-droits-et-libertes-le-chemin-de-la-dignite/>

<sup>152</sup> [http://adlitn.org/download/ couverture\\_livre\\_annuel/](http://adlitn.org/download/ couverture_livre_annuel/)

Il en est de même des deux publications suivantes :

Ferchichi (W), Dix ans de législation en matière de droits et de libertés ; Tunis, ADLI, 2021 ; lien <http://adlitn.org/download/dix-ans-de-legislation-dans-le-domaine-des-libertes/>

Ferchichi (W), Les libertés individuelles dans le rapport de l'IVD ; Tunis, ADLI, 2020 ; lien : <http://adlitn.org/download/les-libertes-individuelles-garantie-de-la-non-repetition/>

Belhaj (S) et Zaghoudi (A), La liberté d'expression en temps de crises ; Tunis, ADLI, 2020 ; lien : <http://adlitn.org/download/la-liberte-d-expression-sur-internet-en-tunisie/>

<sup>153</sup> Moratoire sur l'application de la peine de mort dans le monde : Lettre ouverte à Kaïs Saïed :

<https://www.webmanagercenter.com/2020/12/14/460739/moratoire-sur-lapplication-de-la-peine-de-mort-dans-le-monde-lettre-ouverte-a-kais-saied/>

De son côté, le membre du comité, a estimé qu'il existe un « décalage » dans la mise en application des droits acquis, particulièrement en matière de liberté de conscience et d'acquis de la femme, malgré les conventions et les traités adoptés et les efforts de la société civile et des structures rattachées à l'Etat en la matière.

Pour sa part, le président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), a relevé que le rapport publié constitue un document de référence du système des droits humains en Tunisie et les législations adoptées ou pas encore adoptées.

“L'application des législations est encore loin de la réalité, notamment face à la violence physique et morale constatée actuellement, qui vise à diviser la société”, a-t-il déploré.

Pour sa part, la présidente de l'Instance Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes, “le problème de la Tunisie réside, aujourd'hui, dans l'application de la loi, d'autant qu'il est difficile de compter sur la société civile”.<sup>154</sup>

### **Janvier 2021, Publication d'une étude sur les 10 ans de législation en matière des droits et des libertés.**

Un ouvrage du Pr. Wahid Ferchichi publié par l'ADLI se concentre sur ce qui a été adopté au niveau juridique et institutionnel 10 ans après la révolution, tout en analysant le contexte de l'édification de ce nouvel édifice, notamment en nous appuyant sur l'observation de la vie politique, parlementaire et sociale, à travers la lecture combinée des rapports officiels et de la documentation publiée par les organisations de la société civile.

Une approche chronologique, historique et analytique est envisagée pour la présentation de la décennie faisant suite à la Révolution en termes de droits et libertés, afin d'identifier les périodes les plus saillantes de l'évolution législative et institutionnelle en la matière, ainsi que les défis qui ont marqué chacune de ces périodes au cours des 10 dernières années.<sup>155</sup>

### **Le 23 février 2021 : Lettre conjointe aux experts de l'ONU et aux États de l'UE concernant la violence policière ciblant les militants LGBT en Tunisie**

Les associations et organisations suivantes : Human Rights Watch et Damj l'Association pour la justice et l'égalité ont adressées une lettre conjointe aux experts de l'ONU et aux États de l'Union Européenne concernant la violence policière ciblant les militants LGBT en Tunisie pour exprimer leurs préoccupations au sujet des violations commises par les forces de sécurité tunisiennes contre des activistes lors de manifestations, notamment certains qui travaillent sur les questions relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre en violation de la Constitution tunisienne et des protections internationales des droits humains.

Human Rights Watch a documenté des manifestations au cours desquelles la police a procédé à l'arrestation arbitraire d'activistes, certains d'entre eux ayant été regroupés en pleine rue, agressés physiquement, et menacé d'être violés et tués. Des détenus se sont également vus refuser un accès à une représentation juridique immédiate. Des activistes ont en outre déclaré avoir été, sur les réseaux sociaux, harcelés par des individus et menacés de violence en raison de leur variance de genre et de leur orientation sexuelle présumée. Ces témoignages récents ont été recueillis dans le

<sup>154</sup> “Il y a un décalage entre les lois adoptées et leur application sur le terrain” [Défenseurs des droits de l'Homme] :

<https://www.webmanagercenter.com/2020/12/17/460887/il-y-a-un-decalage-entre-les-lois-adoptees-et-leur-application-sur-le-terrain-defenseurs-des-droits-de-lhomme/>

<sup>155</sup> <http://adlitn.org/download/dix-ans-de-legislation-dans-le-domaine-des-libertes/>

contexte d'une persécution accrue des personnes LGBT pendant la pandémie de Covid-19 et d'une intensification de la répression à l'encontre des organisations LGBT au cours des dernières années. Human Rights Watch et Damj ont également documenté une hausse des abus contre les personnes LGBT pendant la pandémie de Covid-19. En décembre 2020, la police tunisienne a arrêté des activistes lors d'une manifestation pacifique devant le parlement tunisien.

Human Rights Watch et l'association Damj exhortent les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'Homme et les représentants des États membres de l'UE à plaider auprès du gouvernement tunisien afin qu'il tienne les forces de sécurité tunisiennes responsables en cas de violations du droit international. Les autorités tunisiennes devraient aussi s'abstenir de recourir à des lois sur la « sodomie » et à de vagues allégations sur la « moralité » pour restreindre les libertés fondamentales des minorités sexuelles et de genre, et porter atteinte aux droits aux libertés de réunion, d'association et d'expression pour tous. Ces associations exhortent également les destinataires à assurer que les diverses organisations puissent mener leurs activités sur les droits LGBT sans ingérence ni intimidation par les autorités.<sup>156</sup>

### **Le 6 mars 2021, *Un séminaire autour du thème « l'éducation au service de la culture de coexistence »***

L'association Tunisienne de soutiens des minorités (ATSM) un séminaire au tour du thème : « l'éducation au service de la culture de coexistence ». Cet événement vise à consolider la culture de la "citoyenneté active" et à faire valoir les valeurs humaines ancrées en chacun de nous.

Afin d'acquérir une unité de vision autour de la signification de la coexistence et de la gouvernance de la diversité, les questions qui ont été soulevées lors de cette rencontre sont les suivantes : Quelle est notre compréhension de la coexistence ? Est-elle essentielle ? De quelles valeurs a-t-on besoin afin d'établir la coexistence au sein de la société ? Comment peut-on ancrer l'éducation à la coexistence et à « l'acceptation » des différences ? Quelles sont les approches envisagées ? Avons-nous des expériences de terrain dans l'établissement d'une culture de coexistence ?<sup>157</sup>

### **Le 11 mars 2021, *l'Association tunisienne des femmes démocrates s'adresse à l'ONU***

Devant l'inaction des autorités, l'impunité dont jouissent les auteurs des violences, la multiplication des violences sexistes sous toutes leurs formes, nous craignons le pire, alerte l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), l'une des ONG les plus anciennes en Tunisie, connue par son grand militantisme au temps de l'ancien régime. A ce titre, l'ATFD vient d'envoyer une plainte à la rapporteuse spéciale sur les violences faites aux femmes parlementaires et aux militantes féministes relevant du Conseil des droits de l'Homme à l'ONU. Selon l'ATFD, les femmes sont particulièrement exposées à tous les types de violence et que les chiffres enregistrés par le Centre d'écoute et d'orientation pour les femmes victimes de violences confirment l'augmentation des violences à l'encontre des femmes mais aussi des enfants, malgré la législation en vigueur.<sup>158</sup>

<sup>156</sup> Lettre conjointe aux experts de l'ONU et aux États de l'UE concernant la violence policière ciblant les militants LGBT en Tunisie : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/lettre-conjointe-aux-experts-de-lonu-et-aux-etats-de-lue-concernant-la-violence>

<sup>157</sup> Tunisie : l'éducation au service de la culture de coexistence : <http://rtf-media.com/2021/03/08/tunisie-leducation-au-service-de-la-culture-de-coexistence/>

<sup>158</sup> Femmes démocrates: Comme au temps de Ben Ali : <https://lapresse.tn/90493/femmes-democrates-comme-au-temps-de-ben-ali/>





# CONCLUSION

Sur la base des informations que nous avons récoltées en matière des libertés individuelles, nous avons constaté que les domaines les plus touchés sont les suivants :

Primo, il faut rappeler que les journalistes doivent avoir la liberté de recueillir et de publier toutes les informations pertinentes en pleine pandémie<sup>159</sup>. Mais, durant cette période nous avons enregistré une augmentation des incidents de violence contre les journalistes y compris lors des manifestations<sup>160</sup>. Dès lors, des mesures fermes doivent être prises pour renverser la récente tendance à la détérioration de la liberté d'expression et de presse. De ce fait, il faut renforcer la protection et la sécurité journalistes.

De surcroit, le droit à la liberté d'expression est, incontestablement, l'une des valeurs acquises de la révolution. Cependant, des blogueurs et blogueuses et des militant-e-s sont visés par des poursuites pénales en vertu de dispositions pénales liberticides et inconstitutionnelles<sup>161</sup>.

De ce fait, les autorités tunisiennes doivent cesser immédiatement d'exploiter des lois largement dépassées, excessivement vagues et répressives pour poursuivre en justice des personnes n'ayant fait qu'exercer leur droit à la liberté d'expression en ligne<sup>162</sup>.

Secundo, le système de santé publique est durement affecté par la pandémie de COVID19, malgré les efforts des autorités à contenir l'épidémie et ses conséquences.

Ceci est, en effet, expliqué par les infrastructures publiques et de santé qui sont fragilisées par la politique de l'Etat avant et après la révolution particulièrement dans les régions intérieures du pays.

En effet, l'approche gouvernementale n'a pas réussi à résoudre les inégalités entre les régions où les services hospitaliers se sont dégradés. L'accès aux soins demeure faible et inégal<sup>163</sup>.

En plus, nous avons constaté un faible rythme de vaccination qui accompagnait un démarrage timide et lent de la campagne de vaccination. Ainsi que, la vitesse de vaccination des personnels de santé est trop faible<sup>164</sup>.

---

<sup>159</sup> Covid et la liberté d'expression. L'impact de la Covid-19 et des mesures qui en découlent sur la liberté d'expression dans les États membres du Conseil de l'Europe, novembre 2020 : <https://rm.coe.int/covid-and-free-speech-fr/1680a03f3b>

<sup>160</sup> Selon le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), pendant la période du 1er mai 2020 au 30 avril 2021, 206 agressions contre les journalistes ont été enregistrées en Tunisie.

Les agressions recensées sont verbales, physiques et virtuelles, en plus du vol d'outils de travail et des tentatives d'empêcher les journalistes d'avoir accès à l'information. <https://www.webdo.tn/2021/05/03/tunisie-206-journalistes-agressees-en-une-annee/>

Voir aussi : Tunisie : plusieurs journalistes agressés en marge d'une manifestation du parti Ennahdha :

<https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/health-and-safety/article/tunisie-plusieurs-journalistes-agressees-en-marge-d-une-manifestation-du-parti-ennahdha.html>

<sup>161</sup> Ces individus ont été inculpés de s'être « rendu coupable de bruit ou tapage de nature à troubler la tranquillité des habitants » et d'avoir « imputé à un fonctionnaire public des faits illégaux en rapport avec ses fonctions, sans en établir la véracité », en vertu des articles 316 et 128 du Code pénal, respectivement, et d'« outrage à un fonctionnaire public » en vertu de l'article 125 du Code pénal.

<sup>162</sup> Voir le rapport d'Amnesty international publié le 9 novembre 2020 : Tunisie : Traduit-e-s en justice pour avoir exprimé leurs opinions en ligne : L'utilisation de lois archaïques et bancales pour limiter la liberté d'expression :

<https://www.amnesty.org/fr/documents/MDE30/3286/2020/fr/>

<sup>163</sup> Tunisie. Une gestion sécuritaire du Covid-19 au détriment du droit à la santé :

<https://orientxxi.info/magazine/tunisie-une-gestion-securitaire-du-covid-19-au-detriment-du-droit-a-la-sante,3839>

<sup>164</sup> Démarrage timide et lent de la campagne de vaccination contre la Covid-19 : Un vaccin pour les privilégiés ?

<https://lapresse.tn/91812/demarrage-timide-et-lent-de-la-campagne-de-vaccination-contre-la-covid-19-un-vaccin-pour-les-privilegies/>

Afin de faire face à cette réalité, l'Etat doit mettre en œuvre des programmes de vaccination largement accessibles et maintenir des taux de couverture vaccinale élevés.

De même, la mise en œuvre adéquate des mesures appliquées<sup>165</sup> dans la crise pour prendre en charge les malades, est sans nul doute essentielle pour résoudre les problèmes de l'accès égal aux soins, l'accès aux médicaments essentiels, la qualité des soins et surtout afin d'assurer le respect de la dignité et de la vie privée des citoyens.

Tertio, nous avons noté une répression violente des manifestations pacifiques auxquelles participent des militants de la société civile et surtout des activistes LGBTQI++, certains et certaines ont fait l'objet d'arrestations arbitraires. Les associations de la société civile ont, aussi, relevé que les plaintes qui leur sont parvenues montrent plusieurs violences extrêmes lors d'arrestations et dans les centres de détention y compris de mauvais traitements contre des enfants.<sup>166</sup>

Dès lors, nous tenons à ce que toutes les allégations de torture et d'autres formes de mauvais traitements par les forces de sécurité soient consignées et fassent l'objet d'une enquête, afin de traduire les auteurs en justice.

Quant aux avancées en matière de libertés individuelles, la situation ne s'est pas considérablement améliorée.

Les lois et décrets- lois adoptés pendant la période de la crise sanitaire ne répondent pas aux attentes de la société civile. En effet, on ne peut dresser qu'un tableau assez maigre en matière des libertés. Ainsi, nous constatons la prééminence des droits socio-économiques sur les libertés<sup>167</sup>.

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) rate l'occasion d'harmoniser les lois avec la Constitution de 2014 et des instruments internationaux des droits humains dûment ratifiés par la Tunisie. L'ARP devrait, donc, diligemment, abroger les lois pénales restrictives des libertés et adopter les lois relatives aux associations et à la HAICA.

Egalement pour la jurisprudence, le bilan en matière des libertés est très faible. On note que très peu de décisions ont été rendues en la matière.

*In fine*, la société civile est dynamique et œuvre sans cesse pour l'amélioration et la mise en œuvre des libertés tout en veillant à leur respect par les autorités. Néanmoins, ses activités sont souvent freinées par le contexte social et politique. Nous avons relevé que depuis les manifestations organisées en janvier 2021 dans le cadre de la commémoration des 10 ans de la révolution tunisienne, l'acharnement institutionnel s'est accentué contre des défenseur.e.s des droits humains, et plus spécifiquement la persécution systématique des militants LGBTQI++.

En somme, la Tunisie est confrontée à un défi social, politique et juridique majeur, à savoir, trouver l'équilibre entre l'édition de nouvelles mesures pour préserver la santé publique et au même temps préserver les droits inaliénables de la personne humaine.

<sup>165</sup> Nombre suffisant de lits d'hôpital, y compris d'unités et de l'équipement de soins intensifs et déploiement rapide d'un nombre suffisant de personnel médical tout en veillant à ce que leurs conditions de travail soient saines et sûres.

<sup>166</sup> La LTDH craint le retour des actes de torture dans les centres de détention :

<https://www.leconomistemaghreb.com/2021/01/23/la-ltdh-craint-le-retour-des-actes-de-torture-dans-les-centres-de-detention/>

<sup>167</sup> Voir : Wahid Ferchichi, 10 ans de législation en matière des droits et des libertés : <http://adlitn.org/download/dix-ans-de-legislation-dans-le-domaine-des-libertes/>

## ANNEXE

Liste des liens utiles des différents rapports, communiqués et documents relatifs aux libertés individuelles :

- ADLI, **Fiches plaidoyer « indissociables droits et libertés : le chemin de la dignité »**, décembre 2020. <http://adlitn.org/download/indissociables-droits-et-libertes-le-chemin-de-la-dignite/>
- ADLI, **Rapport « Les libertés aux temps du coronavirus »**, Tunis, Juillet 2020. <http://adlitn.org/download/rapport-les-libertes-aux-temps-du-coronavirus/>
- Amnesty, « **Tunisie. Halte aux poursuites contre les personnes qui critiquent la gestion gouvernementale de la crise du COVID-19 sur les réseaux sociaux** », avril 2020. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/tunisia-end-prosecution-of-bloggers-for-criticizing-governments-response-to-covid19/>
- **Avocats sans frontières**, « **Violences policières et criminalisation des activistes et des défenseurs des droits humains** », rapport de plaidoyer, 12 mars 2021. <https://www.asf.be/wp-content/uploads/2021/03/RAPPORT-CONJOINT-DE-PLAIDOYER-VIOLENCES-POLICIERES-ET-CRIMINALISATION-DES-ACTIVISTES-ET-DES-DEFENSEUR.E.S-DES-DROITS-HUMAINS.pdf>
- **Business news**, « **Fathi Laâyouni refuse de marier une Tunisienne à un non musulman** », 8 juillet 2020. <https://www.businessnews.com.tn/fathi-laayouni-refuse-de-marier-une-tunisienne-a-un-non-musulman,520,100116,3>
- **Business news**, « **Indignation suite à l'agression d'une avocate dans un poste de police** », 5 août 2020. <https://www.businessnews.com.tn/indignation-suite-a-lagression-dune-avocate-dans-un-poste-de-police,520,100938,3>
- **Business news**, « **Jerbi : les propos de Lotfi Abdelli tombent sous le coup de la Loi sur la violence contre les femmes !** », 10 août 2020. <https://www.businessnews.com.tn/jerbi--les-propos-de-lotfi-abdelli-tombent-sous-le-coup-de-la-loi-sur-la-violence-contre-les-femmes,520,101058,3>
- **Business news**, « **L'Association bahá'íe en Tunisie dépose une plainte contre le gouvernement pour takfirisme** », 16 mars 2021. <https://www.businessnews.com.tn/association-bahaie-en-tunisie-depose-une-plainte-contre-le-gouvernement-pour-takfirisme,534,106740,3#:~:text=Les%20avocats%20du%20Comit%C3%A9%20de,et%20le%20secr%C3%A9taire%20g%C3%A9n%C3%A9ral%20du>
- **Business news**, « **L'ATFD appelle à inscrire l'interdiction du sexisme dans le règlement intérieur de l'ARP** », 30 septembre 2020. <https://www.businessnews.com.tn/latfd-appelle-a-inscrire-linterdiction-du-sexisme-dans-le-reglement-interieur-de-larp,520,102495,3>
- **Business news**, « **La présidente de l'ATFD agressée par la police à l'entrée du Parlement** », 8 décembre 2020. <https://www.businessnews.com.tn/la-presidente-de-latfd-agressee-par-la-police-a-lentree-du-parlement,520,104187,3>
- **Business news**, « **Lotfi Zitoun annule la circulaire sur les restrictions d'attribution des prénoms** », 16 juillet 2020. <https://www.businessnews.com.tn/lotfi-zitoun-annule-la-circulaire-sur-les-restrictions-dattribution-des-prenoms,520,100382,3>
- **Business news**, « **Mohamed Affes s'attaque à Fakhfakh en proferant des propos homophobes et extrémistes** », 27 février 2020. <https://www.businessnews.com.tn/mohamed-affes-sattaque-a-fakhfakh-en-proferant-des-propos-homophobes-et-extremistes,520,95670,3>
- **Business news**, « **Propos discriminatoires de Safi Saïd : des associations crient au scandale** », 13 janvier 2020. <https://www.businessnews.com.tn/propos-discriminatoires-de-safi-said--des-associations-crient-au-scandale,520,94400,3>
- **Comité Supérieur des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales**, « **Le rapport national 2016-2019** », décembre 2020. <http://www.csdhlf.tn/wp-content/uploads/2020/12/%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%82%D8%B1%D9%8A%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-2016-2019.pdf>
- **Espace manager**, « **Crise sanitaire et surpopulation carcérale en Tunisie : Des associations tirent la sonnette d'alarme !** », 4 décembre 2020. <https://www.espacemanager.com/crise-sanitaire-et-surpopulation-carcerale-en-tunisie-des-associations-tirent-la-sonnette-dalarme>
- **Espace manager**, « **Procédure d'expulsion contre une étudiante malienne, l'AESAT exprime son ras-le-bol** », 29 décembre 2020. <https://www.espacemanager.com/procedure-dexpulsion-contre-une-etudiante-malienne-laesat-exprime-son-ras-le-bol.html>
- **FIDH**, « **Tunisie : La société civile se mobilise pour l'adoption d'un Code des Libertés Individuelles** », janvier 2020. [https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-la-societe-civile-se-mobilise-pour-l-adoption-d-un-code-des#:~:text=\[...\],Tunisie%20%3A%20La%20soci%C3%A9t%C3%A9%20civile%20se%20mobilise%20pour%20l'adoption%20d,un%20Code%20des%20Libert%C3%A9s%20Individuelles&text=Puis%2C%20le%2011%20octobre%202018,de%20Code%20des%20libert%C3%A9s%20individuelles](https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-la-societe-civile-se-mobilise-pour-l-adoption-d-un-code-des#:~:text=[...],Tunisie%20%3A%20La%20soci%C3%A9t%C3%A9%20civile%20se%20mobilise%20pour%20l'adoption%20d,un%20Code%20des%20Libert%C3%A9s%20Individuelles&text=Puis%2C%20le%2011%20octobre%202018,de%20Code%20des%20libert%C3%A9s%20individuelles)
- **France 24**, « **À Tunis, des associations dénoncent la multiplication des violences policières contre des femmes** », 14 août 2020. <https://observers.france24.com/fr/20200814-violences-police-tunisie-contre-femmes>

- France 24, « À Tunis, des associations dénoncent la multiplication des violences policières contre des femmes », 14 août 2020. <https://observers.france24.com/fr/20200814-violences-police-tunisie-contre-femmes>
- France 24, « En Tunisie, les migrants subsahariens dénoncent des agressions répétées à l'arme blanche », avril 2021. <https://observers.france24.com/fr/afrique/20210402-en-tunisie-les-migrants-subsahariens-d%C3%A9noncent-des-agressions-r%C3%A9p%C3%A9t%C3%A9es-%C3%A0-l-arme-blanche>
- Front line defenders, « La défenseuse des droits humains trans Frifta violemment agressée par la police », 22 janvier 2020. <https://www.frontlinedefenders.org/fr/case/trans-woman-human-rights-defender-frifta-violently-attacked-police>
- Front line defenders, « Tunisie : Violences policières contre des défenseur-ses des droits humains et des manifestants pacifiques », 24 février 2021. <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/tunisia-police-violence-against-human-rights-defenders-and-peaceful-protestors>
- Front line defenders, « Tunisie : Violences policières contre des défenseur-ses des droits humains et des manifestants pacifiques », 24 février 2021. <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/tunisia-police-violence-against-human-rights-defenders-and-peaceful-protestors>
- FTDES, « Communiqué à propos de la création d'une « Coordination Nationale pour la Défense des Droits de l'Homme et des Libertés », 7 mai 2020. <https://ftdes.net/communique-a-propos-de-la-creation-dune-coordination-nationale-pour-la-defense-des-droits-de-lhomme-et-des-libertes/>
- FTDES, « Le Tribunal administratif suspend la détention de 22 migrants détenus arbitrairement au centre d'accueil et d'orientation El Ouardia », 17 juillet 2020. <https://ftdes.net/une-decision-sans-precedent-en-tunisie-le-tribunal-administratif-suspend-la-detention-de-22-migrants-detenus-arbitrairement-au-centre-daccueil-et-dorientation-el-ouardia/>
- FTDES, « Rapport sur la démocratie tunisienne à l'épreuve de la lutte contre la Covid-19 », 3 juillet 2020. <https://ftdes.net/communique-de-presse-la-democratie-tunisienne-a-lepreuve-de-la-lutte-contre-le-covid-19/>
- FTDES, « Une étude élaborée par le FTDES, intitulée « Entre sécurisation et racialisation : L'expérience Subsaharienne en Tunisie », 18 décembre 2020. <https://ftdes.net/entre-securisation-et-racialisation-lexperience-subsaharienne-en-tunisie/>
- Gnet, « Tunisie : Les avocats décident une grève générale et un Sit-in le vendredi 16 octobre », 13 octobre 2020. <https://news.gnet.tn/tunisie-les-avocats-decident-une-greve-generale-et-un-sit-in-le-vendredi-16-octobre/>
- Human rights watch, « Lettre conjointe aux experts de l'ONU et aux États de l'UE concernant la violence policière ciblant les militants LGBT en Tunisie », 23 février 2021. <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/lettre-conjointe-aux-experts-de-lonu-et-aux-etats-de-lue-concernant-la-violence>
- Human rights watch, « Tunisie : Arrestations arbitraires d'activistes LGBTI et violences policières », 23 février 2021. <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/tunisie-arrestations-arbitraires-dactivistes-lgbti-et-violences-policieres>
- Human rights watch, « Tunisie : Des condamnations pour homosexualité confirmées Une Cour d'appel a tenu à appliquer la loi criminalisant les rapports entre personnes du même sexe », 5 août 2020. <https://www.hrw.org/fr/news/2020/08/05/tunisie-des-condamnations-pour-homosexualite-confirmees>
- Human rights watch, « Tunisie : La police a violemment réprimé des manifestations Un décès, des arrestations pour des messages Facebook et pour « insulte à la police » », 5 février 2021. <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/05/tunisie-la-police-violemment-reprime-des-manifestations>
- Inkyfada, « Arrestations arbitraires, violences... Un mois de manifestations réprimées », 3 mars 2021. <https://inkyfada.com/fr/2021/03/03/arrestations-violences-manifestations-tunisie/>
- INPT, « Rapport du mois d'Avril des visites préventives ciblées de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture (INPT) aux lieux de privation de liberté dans le contexte du COVID-19 », mai 2020. <https://www.docdroid.net/JUQyw0c/rapport-succinct-covid-inpt-mai-2020-fr-final-pdf>
- Jeune Afrique, « Tunisie : entre les citoyens et la police, la défiance persiste », 21 décembre 2020. <https://www.jeuneafrique.com/1094163/politique/tunisie-entre-les-citoyens-et-la-police-la-defiance-persiste/>
- Kapitalis, « Enseignant accusé de harcèlement sexuel à Kairouan : le ministère de la Femme se charge du dossier », 30 avril 2020. <http://kapitalis.com/tunisie/2020/04/30/enseignant-accuse-de-harcelement-sexuel-a-kairouan-le-ministere-de-la-femme-se-charge-du-dossier/>
- Kapitalis, « Incitation à la haine envers les journalistes : La Haïca condamne «l'indifférence du gouvernement» », 3 novembre 2020. <http://kapitalis.com/tunisie/2020/11/03/incitation-a-la-haine-contre-les-journalistes-la-haica-condamne-lindifference-du-gouvernement/>
- Kapitalis, « Monastir : arrestation d'une femme pour avoir agressé ses enfants avec un couteau brûlant », 26 mai 2020. <http://kapitalis.com/tunisie/2020/05/26/monastir-arrestation-dune-femme-pour-avoir-agresse-ses-enfants-avec-un-couteau-brulant/?fbclid=IwAR1UuWz7-nkz3n>

IV4uKCl10bZVDSJhLCMqW6JmiFOzQla7SYqOiZb6gTM

- Kapitalis, « Tunisie : La LTDH dénonce les «dérives de certains syndicats sécuritaires » et appelle à manifester le 6 février 2021 », 3 février 2021. <http://kapitalis.com/tunisie/2021/02/03/tunisie-la-ltdh-denonce-les-derives-de-certains-syndicats-securitaires-et-appelle-a-manifester-le-6-fevrier-2021/>
- L'Art Rue, « Nouveau programme digital lancé par « L'Art Rue » promouvant la création artistique à travers les « Performance Room » et mettant à la disposition de la société civile un espace d'engagement politique et citoyen. », 24 mai 2020. <https://www.facebook.com/LArtRueTunisie/videos/notre-programmation-dpdwsh-devient-dpdw-hors-confinement-un-grand-merci-%C3%A0-tous-l/529904814552206/>
- L'économiste maghrébin, « Des données publiées sur les réseaux sociaux ou sous forme de communiqués affichés sur les pages officielles de ces établissements », 21 septembre 2020. <https://www.leconomistemaghrebin.com/2020/09/21/coronavirus-inpdp-loi-criminalise-publication-deliberee-donnees-personnelles-sante/>
- L'économiste maghrébin, « Emission « Dima Labess » (Attasia TV) : la HAICA réagit et ouvre une enquête », 29 décembre 2020. <https://www.leconomistemaghrebin.com/2020/12/29/emission-dima-labess-attasia-tv-la-haica-reagit-ouvre-enquete/>
- L'économiste maghrébin, « La HAICA met en garde contre toute atteinte à la liberté d'expression », 21 octobre 2020. <https://www.leconomistemaghrebin.com/2020/10/21/la-haica-met-en-garde-contre-toute-atteinte-a-la-liberte-dexpression/>
- L'économiste maghrébin, « La HAICA publie ses rapports de monitoring sur le pluralisme politique dans les chaînes TV », 14 novembre 2020. <https://www.leconomistemaghrebin.com/2020/11/14/la-haica-publie-ses-rapports-de-monitoring-sur-le-pluralisme-politique-dans-les-chaines-tv/>
- L'économiste maghrébin, « Tribunal administratif : l'application de la procédure S17 est illégale », 8 juin 2020. <https://www.leconomistemaghrebin.com/2020/06/08/tribunal-administratif-application-procedure-s17-illegale/>
- L'économiste maghrébin, « Un collectif de soutien se mobilise contre la violence policière », 7 mars 2021. <https://www.leconomistemaghrebin.com/2021/03/07/societe-civile-mobilise-liberation-rania-amdouni/>
- La presse, « Agression d'un Subsaharien à Sousse : La Tunisie toujours en proie au racisme », 23 septembre 2020. <https://lapresse.tn/74128/agression-dun-subsaharien-a-sousse-la-tunisie-toujours-en-proie-au-racisme/>
- La presse, « Femmes journalistes : Victimes de violences physique et sexuelle », 20 mars 2021. <https://lapresse.tn/91429/femmes-journalistes-victimes-de-violences-physique-et-sexuelle/>
- La presse, « Une passagère, victime d'agression dans un moyen de transport public: Harcelée dans la rame d'un métro !: », 8 novembre 2020. <https://lapresse.tn/78052/une-passagere-victime-dagression-dans-un-moyen-de-transport-public-harcelee-dans-la-rame-dun-metro/>
- Le collectif civil pour les libertés individuelles, « Le rapport sur l'état des libertés individuelles en 2019 », avril 2020. <http://adlitn.org/download/rapport-etat-des-libertes-individuelle-en-2019/>
- Le monde, « En Tunisie, heurts entre policiers et manifestants réclamant des emplois », 22 juin 2020. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/22/en-tunisie-heurts-entre-policiers-et-manifestants-reclamant-des-emplois\\_6043705\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/22/en-tunisie-heurts-entre-policiers-et-manifestants-reclamant-des-emplois_6043705_3212.html)
- Médecins du monde, « Covid-19: en Tunisie, Médecins du Monde aide 1.300 personnes précaires », 27 mars 2020. <https://medecinsdumonde.be/articles/covid-19-en-tunisie-medecins-du-monde-aide-1300-personnes-precaires#undefined>
- Mosaïque fm, « Kébili : Il viole trois enfants », 10 août 2020. <https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/779425/kebili-il-viole-trois-enfants>
- Mosaïque fm, « L'enfant violenté par son oncle : La mère savait et approuvait », 22 octobre 2020. <https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-faits-divers/813016/l-enfant-violente-par-son-oncle-la-mere-savait-et-approuvait>
- Mosaïque fm, « Samia Letaief : Le droit à la santé n'est plus garanti », 6 octobre 2020. <https://www.mosaiquefm.net/amp/fr/print/805637/samia-letaief-le-droit-a-la-sante-n-est-plus-garanti>
- Nawaat, « Covid-19 en Tunisie : La détresse du personnel médical », 15 octobre 2020. <https://nawaat.org/2020/10/15/covid-19-en-tunisie-la-detresse-du-personnel-medical/>
- Nawaat, « En Tunisie, la police fouille même les comptes Facebook », 3 mars 2021. <https://nawaat.org/2021/03/03/en-tunisie-la-police-fouille-meme-les-comptes-facebook/>
- Nawaat, « Retour à un état policier en Tunisie ? », 17 février 2021. <https://nawaat.org/2021/02/17/retour-a-un-etat-policier-en-tunisie/>
- Nawaat, Ripostes féminines contre l'impunité des violences cybernétiques », 4 novembre 2020. <https://nawaat.org/2020/11/04/ripostes-feminines->

contre-limpunite-des-violences-cybernetiques/

- OMCT Tunisie, « Appel de la société civile à rompre instamment le cercle vicieux des violences policières et de dérive de syndicats de forces de sécurité », janvier 2021. [https://omct-tunisie.org/wp-content/uploads/2021/01/20210205\\_CP-syndicats-forces-de-se%CC%81curite%CC%81-1.pdf](https://omct-tunisie.org/wp-content/uploads/2021/01/20210205_CP-syndicats-forces-de-se%CC%81curite%CC%81-1.pdf)
- OMCT Tunisie, « Détention arbitraire au centre d'El Ouardia : le cauchemar se termine pour 22 migrants, mais il se poursuit pour d'autres », septembre 2020. [https://omct-tunisie.org/wp-content/uploads/2020/09/20200923\\_CP-contentieux-Ouardia-fr.pdf](https://omct-tunisie.org/wp-content/uploads/2020/09/20200923_CP-contentieux-Ouardia-fr.pdf)
- Réalités, « Agression sexuelle sur des élèves : Un gardien de collège appréhendé », juillet 2020. <https://www.realites.com.tn/2020/07/agression-sexuelle-sur-des-eleves-un-gardien-de-college-apprehende/>
- Réalités, « Mahdia: arrêté pour avoir violé et harcelé 6 mineures », février 2020. <https://www.realites.com.tn/2020/02/mahdia-arrete-pour-avoir-viole-et-harcele-6-mineures/>
- Réalités, « Nour Chiba se dit choqué du racisme de certains Tunisiens », juin 2020. <https://www.realites.com.tn/2020/06/nour-chiba-se-dit-choque-du-racisme-de-certains-tunisiens-video/>
- Réalités, « Un jeune subsaharien malmené par des adolescents dans l'indifférence générale », novembre 2020. <https://www.realites.com.tn/2020/11/metro-2-un-jeune-subsaharien-malmene-par-des-adolescents-dans-lindifference-generale/>
- Reporters sans frontières, « Tunisie : des dizaines de journalistes agressés et harcelés lors d'une manifestation de soutien au gouvernement », 2 mars 2021. <https://rsf.org/fr/actualites/tunisie-des-dizaines-de-journalistes-agresses-et-harceles-lors-d-une-manifestation-de-soutien-au>
- Shems fm, « La coordination « Winou Sbitar » proteste et demande un centre Covid-19 dans la région », 21 août 2020. [https://www.shemsfm.net/amp/fr/actualites\\_tunisie-news\\_news-regionales/258744/la-coordination-winou-sbitar-proteste-et-demande-un-centre-covid-19-dans-la-region](https://www.shemsfm.net/amp/fr/actualites_tunisie-news_news-regionales/258744/la-coordination-winou-sbitar-proteste-et-demande-un-centre-covid-19-dans-la-region)
- Tn 24, « L'imam responsable du coup monté de la Mosquée accusé de harcèlement sexuel », 23 février 2020. <https://tn24.tn/fr/amp/article/l-imam-responsable-du-coup-monte-de-la-mosquee-accuse-de-harcelement-sexuel-233524>
- Tunisie numérique, « Tunisie: Arrestation d'un groupe d'étrangers à Enfidha pour prosélytisme au christianisme », 18 février 2020. <https://www.tunisienumerique.com/tunisie-arrestation-dun-groupe-detrangers-a-enfidha-pour-proselytisme-au-christianisme/>
- Wahid Ferchichi, « Dix ans de législations dans le domaine des libertés. Etat des lieux et défis futurs », publiée par l'ADLI, janvier 2021. <http://adlitn.org/download/dix-ans-de-legislation-dans-le-domaine-des-libertes/>
- Web manager center, « Appel à faire pression sur le parlement pour hâter l'examen de la loi sur la communication audiovisuelle », 7 octobre 2020. <https://www.webmanagercenter.com/2020/10/07/456914/appel-a-faire-pression-sur-le-parlement-pour-hater-lexamen-de-la-loi-sur-la-communication-audiovisuelle/>
- Web manager center, « Des associations et organisations de la société civile appellent à l'adoption d'une approche basée sur la prévention et l'éducation aux droits humains », 25 novembre 2020. <https://www.webmanagercenter.com/2020/11/25/459625/violence-contre-la-femme-des-associations-et-organisations-de-la-societe-civile-appellent-a-ladoption-d-une-approche-basee-sur-la-prevention-et-leducation-aux-droits-humains/>
- Web manager center, « Kais Saïed : « Pas de société libre, sans femmes libres » », 9 mars 2021. <https://www.webmanagercenter.com/2021/03/09/464698/kais-saied-pas-de-societe-libre-sans-femmes-libres/>
- Web manager center, « Moratoire sur l'application de la peine de mort dans le monde : Lettre ouverte à Kais Saïed », 14 décembre 2020. <https://www.webmanagercenter.com/2020/12/14/460739/moratoire-sur-lapplication-de-la-peine-de-mort-dans-le-monde-lettre-ouverte-a-kais-saied/>
- Webdo, « L'UNFT à Mohamed Affes : « L'immunité parlementaire n'est pas synonyme d'impunité ! », 11 décembre 2020. <https://www.webdo.tn/2020/12/11/lunft-a-mohamed-affes-limmunite-parlementaire-nest-pas-synonyme-dimpunite/#.YFBsIEnt-E>
- Webdo, « Said Jaziri : « Les femmes sont des machines à procréer » », 17 décembre 2020. <https://www.webdo.tn/2020/12/17/said-jaziri-les-femmes-sont-des-machines-a-procreer/#.YHL1x0gzblU>
- Webdo, « Tunisie : 28 journalistes agressés physiquement en juin 2020 », 3 juillet 2020. [https://www.webdo.tn/2020/07/03/tunisie-28-journalistes-agresses-physiquement-en-juin-2020/#.YKZF\\_qgzblU](https://www.webdo.tn/2020/07/03/tunisie-28-journalistes-agresses-physiquement-en-juin-2020/#.YKZF_qgzblU)
- Webdo, « Tunisie : Rania Amdouni, dénigrée, harcelée et menacée ! », 9 février 2021. <https://www.webdo.tn/2021/02/09/tunisie-rania-amdouni-denigree-harcelee-et-menacee/#.YHtslegzblW>
- Webdo, « Un Tunisien de 81 ans gagne son procès et élimine le mot « Atig » de son nom », 16 octobre 2020. <https://www.webdo.tn/2020/10/16/traces-esclavagistes-un-tunisien-de-81-ans-gagne-son-proces-et-elimine-le-mot-atig-de-son-nom/#.YHcll0nft-E>

Also for the jurisprudence, the record in terms of freedoms is very low. We note that very few decisions have been rendered in this area.

In fine, the civil society is dynamic and works unceasingly for the improvement and the implementation of freedoms while taking care of their respect by the authorities. Nevertheless, its activities are often hampered by the social and political context. We have noted that since the demonstrations organized in January 2021 in the framework of the commemoration of the 10th anniversary of the Tunisian revolution, the institutional relentlessness has increased against human rights defenders, and more specifically the systematic persecution of LGBTQI++ activists.

In sum, Tunisia is facing a major social, political and legal challenge, namely, to find the balance between enacting new measures to preserve public health and at the same time preserve the inalienable rights of the human person.

بالتالي، ما يمكن أن نستخلصه هو أن مجلس نواب الشعب قد فوت على نفسه فرصة ملائمة القوانين مع دستور 2014 والمواثيق والمعاهدات الدولية لحقوق الانسان المصادق عليها من قبل الدولة التونسية.

لذلك، يجب على البرلمان أن يقوم بخطوات جدية بغية الغاء الأحكام الجزائية القامعة للحريات بالإضافة للمصادقة على القوانين المتعلقة بالجمعيات وبالهئية العليا المستقلة للاتصال السمعي البصري.

أما بالنسبة للقضاء، فلا بد من المضي قدما لتطبيق الحريات الفردية في الأحكام الصادرة عن المحاكم اذ أن ما استنتجته هو ندرة الأحكام القضائية الصادرة في مادة الحريات الفردية.

أخيرا، لا بد من التأكيد على دور المجتمع المدني الذي يعمل بدون توقف لتعزيز والدفاع عن الحريات مع الحرص على احترامها من قبل السلطات.

لكن العائق الوحيد أمام عمل المجتمع المدني هو الظرف السياسي والاجتماعي. فمنذ بداية المظاهرات التي تم تنظيمها في جانفي 2021 وفي إطار احياء الذكرى العاشرة للثورة التونسية، ازدادت حدة التعامل المؤسساتاتي ضد المدافعين والمدافعات عن حقوق الانسان و بالأخص الناشطات و الناشطين في مجال حقوق المثليين والمثليات.

باختصار، تواجه تونس العديد من التحديات الاجتماعية والسياسية والقانونية. ويبدو أن الهاجس الأهم هو إيجاد التوازن بين تفعيل التدابير الاستثنائية للحفاظ على الصحة العامة وفي نفس الوقت ضمان حقوق الانسان التي لا تتجزأ.



In addition, we noted a low rate of immunization that accompanied a timid and slow start to the immunization campaign. Also, the speed of vaccination of health personnel is too low.

In order to face this reality, the State must implement widely accessible vaccination programs and maintain high vaccination coverage rates.

Similarly, the proper implementation of measures applied in the crisis to care for the sick, is undoubtedly essential to solve the problems of equal access to care, access to essential medicines, quality of care and especially to ensure respect for the dignity and privacy of citizens.

Thirdly, we have noted a violent repression of peaceful demonstrations in which civil society activists and especially LGBTQI++ activists participate, some of whom have been arbitrarily arrested. The civil society associations also noted that the complaints they received show several extreme acts of violence during arrests and in detention centers, including mistreatment of children.

We therefore insist that all allegations of torture and other forms of ill-treatment by security forces be recorded and investigated in order to bring the perpetrators to justice.

Progress on individual freedoms did not improve significantly.

The laws and decree-laws adopted during the period of the health crisis do not meet the expectations of civil society. Indeed, we can only draw a rather weak picture in terms of freedoms. Thus, we note the pre-eminence of socio-economic rights over freedoms.

The Assembly of People's Representatives (ARP) misses the opportunity to harmonize laws with the Constitution of 2014 and international human rights instruments duly ratified by Tunisia. The ARP should, therefore, diligently repeal the criminal laws restricting freedoms and adopt the laws relating to associations and HAICA.

الخدمات الصحية في تونس بين الجهات، وخاصة في المناطق الداخلية حيث تعاني هذه الأخيرة من اهتراء التجهيزات الطبية ورداءة البنية التحتية.

كما لاحظنا ضعفا في نسق التلقيح وبداية محتشمة وبطيئة على مستوى الحملة الوطنية للتلقيح. كذلك هو الشأن بالنسبة لنسق تلقيح أعوان الصحة<sup>64</sup>.

لمجابهة هذه الوضعية، يجب على الدولة تفعيل برامج وآليات ناجعة وفعالة لتتمكن من التسريع في نسق التلقيح وتحقيق تغطية أكبر. كما يجب تفعيل الكامل لكل الإجراءات التي تم تطبيقها خلال الازمة الصحية والاعتناء بالمرضى إضافة وبدون شك إلى إيجاد حلول ليتمكن كل الأفراد من التمتع بخدمات الرعاية الصحية والحصول على الأدوية الأساسية بشكل عادل. هذا ويجب التأكيد على توفير خدمات الرعاية الصحية مع ضمان الكرامة وحماية الحياة الخاصة للمواطنين.

ثالثا، سجلنا قمعا عنيفا تعاملنا أمنيا قمعيا للمظاهرات السلمية التي شارك فيها مناضلين ومناضلات من المجتمع المدني وخاصة الناشطين و الناشطات «الكوريين» إذ أن من بينهم من تعرض الى الإيقاف التعسفي. و قد بينت منظمات المجتمع المدني من خلال الشكاوى التي بلغت من ضحايا الايقافات العشوائية حصول العديد من الاعتداءات بالعنف عند الإيقاف وفي مراكز الاحتفاظ بما في ذلك اعتداءات وسوء معاملة طالت الأطفال الموقوفين<sup>65</sup>.

لذلك، يجب القيام بالتحقيقات اللازمة في التهم الموجهة للأمن بتعذيب الموقوفين وبتعريضهم للممارسات المهينة والقاسية والحاطة بالكرامة وذلك بهدف تتبع مرتكبيها أمام العدالة ومحاسبتهم.

أما فيما يتعلق بالمكاسب في مجال الحريات الفردية، فإن الوضع لم يتحسن. والسبب أن القوانين الصادرة في فترة الازمة الصحية لم تعكس تطلعات المجتمع المدني. لذلك فإن القوانين الصادرة في هذه الفترة لا تعكس إلا صورة هزيلة للحريات الفردية وفي المقابل لاحظنا تفوق الحقوق الاقتصادية والاجتماعية على حساب الحريات الفردية<sup>66</sup>.

<sup>64</sup> <https://lapresse.tn/91812/demarrage-timide-et-lent-de-la-campagne-de-vaccination-contre-la-covid-19-un-vaccin-pour-les-privilegies>

<sup>65</sup> <https://www.leconomistmaghreb.com/2021/01/23/la-ltdh-craint-le-retour-des-actes-de-torture-dans-les-centres-de-detention>

<sup>66</sup> أنظر اصدار وحيد الفرشيشي « 10 سنوات من التشريع في مجال الحقوق والحريات » [/http://adlitn.org/download/dix-ans-de-legislation-dans-le-domaine-des-libertes](http://adlitn.org/download/dix-ans-de-legislation-dans-le-domaine-des-libertes)

## CONCLUSION

On the basis of the information we have gathered on individual freedoms, we have found that the most affected areas are the following:

Firstly, we must remember that journalists must have the freedom to collect and publish all relevant information in the midst of the pandemic. However, during this period we have recorded an increase in incidents of violence against journalists including during demonstrations. Therefore, firm measures must be taken to reverse the recent deterioration of freedom of expression and press freedom protection and safety of journalists must be strengthened.

Moreover, the right to freedom of expression is undoubtedly one of the values gained from the revolution. However, bloggers and activists are targeted for criminal prosecution under unconstitutional and liberticidal criminal provisions.

As such, the Tunisian authorities must immediately stop exploiting outdated, excessively vague, and repressive laws to prosecute people for simply exercising their right to freedom of expression online.

Second, the public health system is severely affected by the COVID19 pandemic, despite the efforts of the authorities to contain the epidemic and its consequences.

This is, in fact, explained by the public and health infrastructures that are weakened by the state's policy before and after the revolution, particularly in the interior regions of the country.

Indeed, the governmental approach has not succeeded in resolving the inequalities between regions where hospital services have deteriorated. Access to care remains poor and unequal.

## الخاتمة

بالاستناد على مصادر المعلومات والمعطيات التي قمنا بتحليلها في مجال الحريات الفردية، يمكن القول بأن المجالات الأكثر تضررا هي التالية:

أولا، وجب التذكير بأن للصحفيين الحرية الكاملة في الحصول ونشر كل المعلومات الهامة في فترة الجائحة<sup>60</sup>. لكن وخلال هذه الفترة، سجلنا ارتفاعا في أحداث العنف المسلط عليهم<sup>61</sup> حتى خلال المظاهرات<sup>62</sup>. لذلك وعلى إثر هذه الانتهاكات التي طالت العمل الصحفي يجب اتخاذ العديد من الإجراءات للتصدي لهذه الظاهرة الجديدة والماسة من حرية التعبير والاعلام من خلال تعزيز الحماية وتأمين العمل الصحفي ونشاط الصحفيين.

علاوة على ذلك، تمثل حرية التعبير واحدة من أهم استحقاقات والمكاسب التي تحققت بعد الثورة. مع ذلك، يتم استهداف المدونين والمدونات والمناضلين و المناضلات ويقع التضييق على ممارسة حرياتهم من خلال تتبعهم قضائيا على أساس الفصول القمعية و اللادستورية (على غرار تهمة الفصل 125 من المجلة الجزائية والمتعلقة بهضم جانب موظف عمومي أثناء القيام بمهامه).

لذلك وجب على السلطات أن توقف العمل بالقوانين الجائرة والتي لم تعد تتماشى والفلسفة العامة لحقوق الإنسان خاصة وأنها تحمل عبارات عامة وفضفاضة يؤدي تطبيقها لحرمان الأفراد من ممارسة حرية التعبير في الفضاء الرقمي<sup>63</sup>.

ثانيا، تضررت المنظومة الصحية جراء مخلفات جائحة كورونا بالرغم من أن السلطات بذلت ما في وسعها لمنع تفشي الفيروس.

ولا بد من الإشارة إلى أن جائحة كورونا عرت التفاوت الصارخ في

<sup>60</sup> <https://rm.coe.int/covid-and-free-speech-fr/1680a03f3b>

<sup>61</sup> <https://www.webdo.tn/2021/05/03/tunisie-206-journalistes-agresses-en-une-annee>

<sup>62</sup> <https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/health-and-safety/article/tunisie-plu-sieurs-journalistes-agresses-en-marge-dune-manifestation-du-parti-annahdha.html>

<sup>63</sup> Voir le rapport d'Amnesty international publié le 9 novembre 2020 :

Tunisie : Traduit-e-s en justice pour avoir exprimé leurs opinions en ligne : L'utilisation de lois archaïques et bancales pour limiter la liberté d'expression

[/https://www.amnesty.org/fr/documents/MDE30/3286/2020/fr](https://www.amnesty.org/fr/documents/MDE30/3286/2020/fr)

Union states regarding police violence targeting LGBT activists in Tunisia to express their concerns about violations committed by Tunisian security forces against activists at demonstrations, including some who work on issues of sexual orientation and gender identity in violation of the Tunisian Constitution and international human rights protections<sup>56</sup>.

## • Publications on the theme of individual liberties

December 2020, "Indissociable rights and freedoms" or the invisibility of individual freedoms and economic, social and cultural rights. A collective work under the direction of Mr. Wahid Ferchichi published by ADLI<sup>57</sup>.

December 2020, The publication of the advocacy sheets: "Indissociable rights and freedoms: The path to dignity. This work published by the ADLI allowed to present recommendations to the decision makers in order to concretize all the rights and freedoms in an Indissociable way for a better Tunisia<sup>58</sup>.

### January 2021, Publication of a study on the 10 years of legislation on rights and freedoms.

A book by Prof. Wahid Ferchichi published by ADLI focuses on what has been adopted at the legal and institutional level 10 years after the revolution, while analyzing the context of the construction of this new edifice, particularly by relying on the observation of political, parliamentary and social life, through the combined reading of official reports and documentation published by civil society organizations.<sup>59</sup>

الجنسي والهوية الجندرية، بما ينتهك الدستور التونسي وتدابير الحماية الدولية لحقوق الإنسان<sup>56</sup>.

## • نشر مؤلفات في ميدان الحريات الفردية

ديسمبر 2020، مؤلف جماعي بعنوان «في اللا تفاضية بين الحقوق والحريات»: «الحريات»:

شمولية حقوق الإنسان غير قابلة للتجزئة. أصدرته الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية<sup>57</sup>.

ديسمبر 2020، عدم قابلية الحقوق والحريات للتجزئة: الطريق نحو الكرامة:

وثيقة مناصرة من إعداد الأستاذ وحيد الفرشيشي. أصدرته الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية. وتتمثل في اقتراح توصيات لصناع القرار والنشطاء المدنيين وذلك بهدف تجسيد كامل لكل الحقوق والحريات من أجل تونس أفضل<sup>58</sup>.

جانفي 2021، نشر الدراسة حول 10 سنوات من التشريع في مادة الحقوق والحريات:

أصدرت الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية يتعلق بالنصوص التي وقع إصدارها والمؤسسات التي وقع انشاؤها بعد 10 سنوات من اندلاع الثورة. كما سلط المؤلف الضوء على الحياة السياسية والعمل البرلماني من خلال تصفح العديد من التقارير الرسمية وغير الرسمية خاصة تلك المنشورة من قبل جمعيات المجتمع المدني<sup>59</sup>.

<sup>56</sup> Lettre conjointe aux experts de l'ONU et aux États de l'UE concernant la violence policière ciblant les militants LGBT en Tunisie : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/lettre-conjointe-aux-experts-de-lonu-et-aux-etats-de-lue-concernant-la-violence>

<sup>57</sup> [http://adlitn.org/download/couverture\\_livre\\_annuel/](http://adlitn.org/download/couverture_livre_annuel/)

<sup>58</sup> <http://adlitn.org/download/indissociables-droits-et-libertes-le-chemin-de-la-dignite/>

<sup>59</sup> <http://adlitn.org/download/dix-ans-de-legislation-dans-le-domaine-des-libertes/>

<sup>56</sup> رسالة مشتركة إلى خبراء الأمم المتحدة والدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي بشأن عنف الشرطة ضد نشطاء مجتمع الميم من تونس:

<https://www.hrw.org/ar/news/2021/02/23/377959>

[http://adlitn.org/download/couverture\\_livre\\_annuel/](http://adlitn.org/download/couverture_livre_annuel/)

<http://adlitn.org/download/indissociables-droits-et-libertes-le-chemin-de-la-dignite/>

<http://adlitn.org/download/dix-ans-de-legislation-dans-le-domaine-des-libertes/>

### April 2020, *State of individual liberties in 2019: Individual liberties in 2019 : The danger of populists!*

The Civil Collective for Individual Liberties (CCLI) published as every year its report on the state of individual liberties in Tunisia in 2019 and more precisely after the legislative elections and the presidential election of 2019. This period was marked by the rise of populist discourse<sup>53</sup>.

### July 2020, *The ADLI Report: Freedoms in times of Coronavirus.*

The publication of the report entitled "Freedoms at the time of the coronavirus. The Covid-19 veils, the Covid-19 unveils", of the Tunisian Association for the Defense of Individual Liberties (ADLI), proves that "rights and freedoms have fallen victim to the epidemiological situation, as there have been many unjustified infringements, especially with regard to the most economically and socially vulnerable social groups, indicating once again the close link between all rights and freedoms<sup>54</sup>".

## • The protection of LGBT rights

### 8 April 2020, *Damj association has launched an urgent appeal for donations for LGBTQI++ people.*

Indeed, the coronavirus has thrown many LGBTQI++ people, Tunisian and foreigners, in a great socio-economic precariousness. This precariousness greatly reduces for some of these people, and completely annihilates for others, the possibility to face the coronavirus and its consequences<sup>55</sup>.

### February 23, 2021: *Joint letter to UN experts and EU states regarding police violence targeting LGBT activists in Tunisia.*

The following associations and organizations: Human Rights Watch and Damj the Association for Justice and Equality sent a joint letter to UN experts and European

### أفريل 2020، صدور التقرير السنوي للحريات الفردية في تونس لسنة 2019: الشعبية تهدد الحريات في 2020

نشر التقرير السنوي للحريات الصادر عن الائتلاف المدني من أجل الحريات الفردية، تقرير كشف عن تنامي الخطاب المعادي للحريات الفردية في ظل صعود التيارات الشعبوية في تونس، ولكنه بالأساس ألمح الى خطر تنامي انتهاك الحريات الفردية أثناء وعقب جائحة «كورونا/كوفيد-19»<sup>54</sup>.

### جويلية 2020، الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية تصدر تقريرها حول الحريات في زمن الكورونا

أصدرت الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية تقريرها بخصوص واقع الحريات في تونس في زمن الكورونا. وتناول في التقرير تسجيل عديد التجاوزات التي مست من الحريات على غرار الحق في الصحة والحق في التنقل. كما أشار التقرير إلى أن عديد الاجراءات التي تم اتخاذها مخالفة للدستور وخاصة الفصل 49 منه<sup>55</sup>.

## • حماية حقوق المثليين والمثليات والعابرين والعابرات والمتحولين والمتحولات

في 8 أفريل 2020، دمج تدعو لجمع التبرعات أثرت جائحة كورونا سلبا على العديد من الأشخاص في حالة هشاشة وخاصة المثليين والمثليات والعابرين والعابرات والمتحولين والمتحولات والذين يعيشون في أوضاع اجتماعية واقتصادية صعبة. هذا ما جعل العديد منهم لا يتمتعون بالرعاية الصحية اللازمة أو بالعيش في مكان لائق.

### في 23 فيفري 2021 رسالة مشتركة إلى خبراء الأمم المتحدة والدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي بشأن عنف الشرطة ضد ناشطي حقوق المثليين والمثليات

وجهت كل من منظمة «هيومن رايتس ووتش» و«جمعية دمج للعدالة والمساواة»، وهي جمعية مقرها في تونس، تُعنى بالدفاع عن حقوق المثليين/ات، ومزدوجي/ات التوجه الجنسي، وعابري/ات النوع الاجتماعي رسالة لنشر التوعية حول الانتهاكات المرتكبة على يد قوى الأمن التونسية ضدّ النشطاء في التظاهرات. يشمل ذلك استهداف النشطاء الذين يعملون على قضايا متعلّقة بالتوجه

<sup>53</sup> <http://adlitn.org/download/rapport-etat-des-libertes-individuelle-en-2019/>

<sup>54</sup> Rapport « Les libertés au temps du Coronavirus » : Dépassements et dérapages : <https://lapresse.tn/69451/rapport-les-libertes-au-temps-du-coronavirus-depassements-et-derapages/>

<sup>55</sup> Page facebook Damj : <https://www.facebook.com/damj.tunisie/>

<sup>54</sup> [/http://adlitn.org/download/rapport-etat-des-libertes-individuelle-en-2019](http://adlitn.org/download/rapport-etat-des-libertes-individuelle-en-2019)

: Rapport « Les libertés au temps du Coronavirus » : Dépassements et dérapages<sup>55</sup>

<https://lapresse.tn/69451/rapport-les-libertes-au-temps-du-coronavirus-depassements-et-dera->

/pages

On June 24, 2020, the final report of the Truth and Dignity Commission (IVD) was published in a special issue of the Official Gazette of the Tunisian Republic (JORT).

#### 4. THE ROLE OF CIVIL SOCIETY: HARD WORK TO ENSURE RESPECT FOR INDIVIDUAL FREEDOMS

Civil society organizations are referred to as guardians, as they ensure that human rights are respected and implemented by the State.

At this level, we have observed the role played by these organizations, mainly, at the time of the coronavirus. This role consists in : Alerting the public opinion in order to pursue the guilty and to suppress impunity. In this respect, NGOs identify abuses, conduct investigative missions, and denounce violations at the national and even international level.

##### • The promotion of individual liberties

-Civil society organizations are mobilizing again to revive the adoption of a Code of Individual Liberties, a little over a year after a draft was tabled in the Assembly of People's Representatives (ARP).<sup>51</sup>

**March 2020, the association L'Art Rue created a space for debate and reflection for the Tunisian civil society: #DPDW (Dream Performative Digital World)**

Through debates and online conferences, DPDW invites artists, activists, experts and Tunisian associations to freely exchange around individual freedoms and question the challenges and dangers that Tunisian society faces today.<sup>52</sup>

<sup>51</sup> Tunisie : La société civile se mobilise pour l'adoption d'un Code des Libertés Individuelles : [https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-la-societe-civile-se-mobilise-pour-l-adoption-d-un-code-des#:~:text=\(...\),Tunisie%20%3A%20La%20soci%C3%A9t%C3%A9%20civile%20se%20mobilise%20pour%20l'adoption%20d,un%20Code%20des%20Libert%C3%A9s%20Individuelles&text=Puis%2C%20le%2011%20octobre%202018,de%20Code%20des%20libert%C3%A9s%20individuelles](https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-la-societe-civile-se-mobilise-pour-l-adoption-d-un-code-des#:~:text=(...),Tunisie%20%3A%20La%20soci%C3%A9t%C3%A9%20civile%20se%20mobilise%20pour%20l'adoption%20d,un%20Code%20des%20Libert%C3%A9s%20Individuelles&text=Puis%2C%20le%2011%20octobre%202018,de%20Code%20des%20libert%C3%A9s%20individuelles).

<sup>52</sup> La page Facebook de l'association : <https://www.facebook.com/LArtRueTunisie/>  
<https://www.facebook.com/LArtRueTunisie/videos/notre-programmation-dpdwsh-devient-dpdw-hors-confinement-un-grand-merci-%C3%A0-tous-l/529904814552206/>

#### 4. دور المجتمع المدني: تكثيف الجهود لضمان احترام الحريات الفردية

تساهم منظمات المجتمع المدني يوميا في تعزيز وحماية وتحسين حقوق الإنسان وضمان احترامها من طرف الدولة.

وفي هذا الإطار، قمنا بدراسة الدور الذي تلعبه هذه المنظمات خاصة في ظل جائحة كوفيد-19.

ويتمثل دور هذه المنظمات خاصة في اثارة الرأي العام بهدف تتبع الجناة وإلغاء سياسة الإفلات من العقاب.

وفي هذا السياق، تقوم المنظمات غير الحكومية برصد التجاوزات من خلال القيام بأعمال تقصي. كما تعمل على اداة التجاوزات على الصعيدين الوطني والدولي.

##### • تعزيز الحريات الفردية

**30 و 31 جانفي 2020، تونس: المجتمع المدني يتحرك من اجل المصادقة على مجلة الحريات الفردية.**

تتجدد منظمات المجتمع المدني من جديد للدفع باتجاه مصادقة مجلس نواب الشعب على المجلة بعد مرور أكثر من سنة على تقديم مشروعها بمبادرة من عدد من النواب. التثمت تدوة بتونس العاصمة بحضور العديد من نشطاء المجتمع المدني التونسي وضيوف من بلدان أخرى وذلك بهدف تحديد الاستراتيجيات المستقبلية لدفع الحكومة الجديدة لمساندة مشروع المجلة وتعزيز المناصرة حتى يتم إدراج مقترح مجلة الحريات الفردية في جدول أعمال مجلس نواب الشعب.

**مارس 2020، انشاء المنصة الرقمية #DPDW التابعة لجمعية الشارع فن: تخصيص فضاء للنقاش وتبادل الأفكار بين مختلف منظمات المجتمع المدني التونسي**

تقوم جمعية الشارع فن بتنظيم جلسات نقاش وحوار عن بعد ومن خلالها يقع تشريك فنانين وناشطين وناشطات في مجال حقوق الإنسان وخبراء وجمعيات تونسية للتعبير بكل حرية حول مواضيع تتعلق بالحريات الفردية. في نفس الوقت، يقع التعرض للتحديات والمخاطر التي تهدد في الوقت الراهن المجتمع المدني التونسي.<sup>53</sup>

<sup>53</sup> الصفحة الرسمية للجمعية: <https://www.facebook.com/LArtRueTunisie/>  
<https://www.facebook.com/LArtRueTunisie/videos/notre-programmation-dpdwsh-devient-dpdw-hors-confinement-un-grand-merci-%C3%A0-tous-l/529904814552206/>

had appealed to the Supreme Court against the decision of the Court of Appeal.

### • The administrative justice

**On May 3, 2020, the administrative court decided to cancel the S17 procedure.**

According to this procedure, Tunisians were prevented from leaving the country. They were denied the right to cross the border for lack of tangible explanations and plausible arguments; in the name of a procedure. Amnesty International has since highlighted the arbitrary and abusive use of this measure restricting people's right to freedom of movement. It has called on the Tunisian judiciary to insist that such measures be approved by a judge before they are implemented<sup>49</sup>.

**July 16, 2020:** The Administrative Court suspends the detention of 22 migrants arbitrarily held at the El Ouardia reception and orientation center.<sup>50</sup>

## 3. THE ROLE OF INDEPENDENT AUTHORITIES

The independent authorities make an essential contribution to the concrete application of rights and freedoms and to the implementation of international human rights instruments.

These bodies have documented in their respective fields of specialization: freedom of audio-visual communication, the prohibition of torture, human rights violations and abuses by the authorities and even by certain public figures or politicians.

In **May 2020**, the National Institution for the Prevention of Torture (INPT) published its April report of targeted preventive visits to places of deprivation of liberty in the context of COVID-19.

<sup>49</sup> <https://www.leconomistemaghreb.com/2020/06/08/tribunal-administratif-application-procedure-s17-illegale/>

<sup>50</sup> <https://jamaity.org/pr/detentions-arbitraires-au-centre-el-ouardia-quand-le-ministere-de-linterieur-sentete-letat-de-droit-seffrite/>

### • القضاء الإداري

يكرس القاضي الإداري حقوق الانسان أثناء مراقبته لأعمال الإدارة في علاقتها مع منظورها.

- **3 ماي 2020:** قررت المحكمة الإدارية إلغاء اجراء S17<sup>51</sup> واعتبرته اجراء غير قانوني.

- **16 جويلية 2020:** قررت المحكمة الإدارية تعليق إجراءات الاحتفاظ ب 22 مهاجرا تم ايقافهم تعسفيا في مركز الاستقبال والتوجيه بالوردية<sup>52</sup>.

### 3. دور الهيئات الوطنية المستقلة

تقوم الهيئات المستقلة بدور أساسي ومهم في ضمان وتطبيق الحقوق والحريات إضافة الى المساهمة في تنفيذ الاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان.

اذ تقوم مختلف الهيئات، كل في مجال اختصاصها، بتوثيق مختلف الانتهاكات واصدار مواقف رسمية مناهضة تدين التجاوزات في مختلف القطاعات على غرار القطاع المتعلق بحرية الاتصال السمعي البصري ومناهضة التعذيب وحماية حقوق الإنسان كما تنبه بخطورة التجاوزات التي قامت بها السلط والشخصيات العامة والسياسيين على حقوق الإنسان.

- **في ماي 2020**، نشرت الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب، تقرير شهر أفريل 2020 للزيارات الوقائية الاستهدافية إلى أماكن الاحتجاز في سياق التعاطي مع جائحة كورونا. وكانت الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب قد نظمت، خلال شهر أفريل 2020، سلسلة من الزيارات الوقائية الاستهدافية شملت أربعة سجون مدنية وثمانية مراكز حجر صحي إزامي ومركزا لإيواء المهاجرين ومستشفى للأمراض النفسية والعقلية.

- **في 24 جوان 2020**، نشرت هيئة الحقيقة والكرامة تقريرها في عدد خاص بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

<sup>51</sup> <https://www.leconomistemaghreb.com/2020/06/08/tribunal-administratif-application-procedure-s17-illegale/>

<sup>52</sup> <https://ftdes.net/une-decision-sans-precedent-en-tunisie-le-tribunal-administratif-suspend-la-detention-de-22-migrants-detenus-arbitrairement-au-centre-daccueil-et-dorientation-el-ouardia>

n° 2020-126 of February 25, 2020, establishing the national observatory for the fight against violence against women and setting its administrative and financial organization and the modalities of its operation<sup>48</sup>.

## 2. THE CONTRIBUTION OF JURISPRUDENCE: A WEAK RECORD

To be truly effective, justice must be universal, addressed to all, and accessible to all. This is affirmed by the 2014 Constitution, which states in Article 102 that the judge is the guarantor of rights and freedoms. At this stage we have listed some judicial and administrative decisions that attest to a step forward in this area.

### • The Judicial Judge

#### - A turning point in the fight against racism:

**In October 2020:** *An 81-year-old Tunisian man wins his case and has the word "Atig" removed from his name.*

An 81-year-old Tunisian man has won his case and will have the word "Atig," which means "freed by" and refers to the country's legacy of slavery, removed from his name. The Court of First Instance in Medenine has made a historic ruling, Minority Rights Group International (MGR) announced.

### • A turning point for LGBT activism in Tunisia:

**On February 21, 2020,** the Court of Cassation issued a ruling legalizing the association Shams by affirming the judgment of the Court of Appeal of Tunis, which had already rejected the request of the authorities to dissolve the association whose activities are contrary to the traditions of Tunisians, according to the State's litigation officer who

from December 12, 1965. Lotfi Zitoun called on mayors to adhere to the provisions of the Tunisian Constitution and the laws in force governing civil status registers, abolishing restrictions on the allocation of first names. It should be recalled that some municipalities prohibit the registration of a newborn under a non-Arabic name. This is the case in Sfax and Kram, among others.

<sup>48</sup> The official gazette n°17 of 28 February 2020, p. 588.

## 2. دور القضاء: تدخل ضعيف في مادة الحريات

القضاء سلطة مستقلة تضمن إقامة العدل ولكل شخص الحق في محاكمة عادلة في أجل معقول. والمتقاضون متساوون أمام القضاء.

تم تضمين هذا المبدأ في الفصل 102 من دستور الجمهورية التونسية. فمن خلاله، يكون القاضي هو الضامن الفعلي للحقوق والحريات. في هذا السياق، سجلنا العديد من الأحكام الصادرة عن القضاء العدلي والإداري والتي تعكس تقدماً تطوراً في مادة الحقوق والحريات.

### • القضاء العدلي

نقطة تحول في مجال الدفاع عن حقوق المثليين والمثليات والعابرين والعبارة والمتحولين والمتحولات:

- **في 21 فيفري 2020**، أصدرت محكمة التعقيب قرار تؤيد فيه ما جاء بالحكم الصادر عن محكمة الاستئناف بتونس والقاضي بأن تواصل جمعية شمس المدافعة عن حقوق المثليين، نشاطها في قضية رفعها عليها المكلف العام بنزاعات الدولة، معتبرة أن تجريم المثلية يمس من الكرامة الإنسانية.

### • نقطة تحول في مناهضة التمييز العنصري

- **12 أكتوبر 2020**، في حكم تاريخي، قضت المحكمة الابتدائية بمدنين<sup>49</sup> (جنوب شرق تونس) بإلغاء لقب «عتيق»، الذي يرمز إلى الرق، من كل الوثائق الرسمية الخاصة بالمواطن الثمانييني. ويشير لقب «عتيق» إلى العبودية، على الرغم من أن تونس كانت أول بلاد عربية تلغيها وذلك سنة 1846. واعتبرت المحكمة أن عبارة «عتيق» تمس من كرامة المواطن وتعرضه للسخرية والتمييز وهو ما يتنافى حسب ما جاء في نص الحكم مع مبادئ حقوق الإنسان العالمية<sup>50</sup>.

<sup>49</sup> المحكمة الابتدائية بمدنين، حكم شخصي عدد 39091 بتاريخ 12 أكتوبر 2020.  
<sup>50</sup> تونس: حكم «تاريخي» يلغي لقب «عتيق» المشير إلى العبودية من الوثائق الرسمية لمواطن ثمانييني: [https://www.france24.com/ar/7/D9/84/D8/A3/D8/AE/D8/8A7/D8/B1-/D8/A7/D9/84/D9/85/D8/BA/D8/A7/D8/B1/D8/A8/D9/8A/D8/A9/20201018-/D8/AA/D9/88/D9/86/D8/B3-/D8/AD/D9/83/D9/85-/D8/AA/D8/A7/D8/B1/D9/8A/D8/AE/D9/8A-/D9/8A/D9/84/D8/BA/D9/8A-/D9/84/D9/82/D8/A8-/D8/B9/D8/AA/D9/8A/D9/82-/D8/A7/D9/84/D9/85/D8/B4/D9/8A/D8/B1-/D8/A5/D9/84/D9/89-/D8/A7/D9/84/D8/B9/D8/A8/D9/88/D8/AF/D9/8A/D8/A9-/D9/85/D9/86-/D8/A7/D9/84/D9/88/D8/AB/D8/A7/D8/A6/D9/82-/D8/A7/D9/84/D8/B1/D8/B3/D9/85/D9/8A/D8/A9-/D9/84/D9/85/D9/88/D8/A7/D8/B7/D9/86-/D8/AB/D9/85/D8/A7/D9/86/D9/8A/D9/86/D9/8A](https://www.france24.com/ar/7/D9/84/D8/A3/D8/AE/D8/8A7/D8/B1-/D8/A7/D9/84/D9/85/D8/BA/D8/A7/D8/B1/D8/A8/D9/8A/D8/A9/20201018-/D8/AA/D9/88/D9/86/D8/B3-/D8/AD/D9/83/D9/85-/D8/AA/D8/A7/D8/B1/D9/8A/D8/AE/D9/8A-/D9/8A/D9/84/D8/BA/D9/8A-/D9/84/D9/82/D8/A8-/D8/B9/D8/AA/D9/8A/D9/82-/D8/A7/D9/84/D9/85/D8/B4/D9/8A/D8/B1-/D8/A5/D9/84/D9/89-/D8/A7/D9/84/D8/B9/D8/A8/D9/88/D8/AF/D9/8A/D8/A9-/D9/85/D9/86-/D8/A7/D9/84/D9/88/D8/AB/D8/A7/D8/A6/D9/82-/D8/A7/D9/84/D8/B1/D8/B3/D9/85/D9/8A/D8/A9-/D9/84/D9/85/D9/88/D8/A7/D8/B7/D9/86-/D8/AB/D9/85/D8/A7/D9/86/D9/8A/D9/86/D9/8A/D9/86/D9/8A)

## II. WHAT ABOUT ACHIEVEMENTS?

The health crisis and the exceptional measures that accompanied it resulted in restricting rights and freedoms.

On the one hand, the legislator focused only on reinforcing restrictions on human rights while neglecting individual freedoms<sup>45</sup>.

On the other hand, from the angle of the jurisprudence, we noted that very few decisions were issued in the field of individual liberties.

Likewise, being committed to defend and promote human rights, has led civil society and the independent authorities to develop a framework of monitoring the impact of the exceptional measures on individual liberties.

Moreover, civil society has developed recommendations to the authorities in order to fight against abuses on individual liberties in time of coronavirus.

### 1. LEGAL TEXTS : INDIVIDUAL LIBERTIES ARE NEGLECTED

Between 2020 and the beginning of 2021, the legal system was consolidated by the adoption of texts reinforcing socio-economic rights<sup>46</sup> to the detriment of individual freedoms. This was achieved through the ratification of certain international conventions on human rights and following the adoption of legislative and regulatory texts and other administrative acts that implement these rights such as the Circular No. 19 of July 15, 2020<sup>47</sup> and Governmental decree

<sup>45</sup> Décret-loi du Chef du Gouvernement n° 2020-3 du 14 avril 2020, portant détermination de mesures sociales exceptionnelles et provisoires pour l'accompagnement de certaines catégories de travailleurs indépendants lésés par les répercussions engendrées par la mise en œuvre des mesures de mise en confinement total pour la prévention de la propagation du Coronavirus « Covid-19 ». The official gazette n° 32 of 14 April 2020, p. 768.

<sup>46</sup> Law No. 2020-37 of August 6, 2020, on "Crowdfunding". The official gazette n°81 of 18 August 2020, p. 1743.

Law No. 2020-38 of August 13, 2020, on derogatory provisions for recruitment in the public sector. The official gazette n°82 of 19 August 2020, p. 1763.

<sup>47</sup> The Minister of Local Affairs, Lotfi Zitoun, has sent an official correspondence to mayors informing them of the cancellation of Circular No. 85 dating

## الجزء الثاني: هل تحققت مكاسب في مجال الحريات الفردية؟

أدت الأزمة الصحية والإجراءات المصاحبة لها إلى التضييق على الحقوق والحريات.

فمن جهة، اكتفى المشرع بإضافة مجموعة جديدة من القيود على ممارسة الحقوق والحريات مقابل اهمال كلي للحريات الفردية. ومن جهة أخرى وفي علاقة بفقهاء القضاء، لاحظنا أن القرارات المتعلقة بالحريات الفردية كانت قليلة.

في المقابل، وتأسيساً على الإرادة التي تعمل على تعزيز وحماية حقوق الانسان، قامت منظمات المجتمع المدني والهيئات المستقلة بوضع إطار يسمح بمراقبة مدى تأثير الإجراءات الاستثنائية على منظومة الحريات الفردية. إذ قام المجتمع المدني بصياغة جملة من التوصيات موجهة للسلطات بهدف مجابهة الانتهاكات المسلطة على الحريات الفردية في زمن الكورونا.

### 1. النصوص التشريعية: اهمال الحريات الفردية

بين الفترة الممتدة بين من 2020 وبداية العام 2021، تم تعزيز المنظومة التشريعية بمجموعة من القوانين الداعمة للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، على حساب الحريات الفردية. وكمثال على ذلك وقع اصدار القانون عدد 37 لسنة 2020 مؤرخ في 6 أوت 2020 يتعلق بالتمويل التشاركي<sup>48</sup>. ويهدف هذا القانون إلى «تنظيم التمويل التشاركي لتوفير التمويل اللازم للمشاريع والشركات بغاية دفع الاستثمار والتشجيع على المبادرة الخاصة والابتكار والتجديد.»

ومن جهة أخرى، تمثل الإهمال في علاقة بالحريات الفردية من خلال المصادقة على البعض من المعاهدات الدولية في مجال حقوق الانسان وبعد اصدار بعض النصوص التشريعية والترتيبية التي تضمن هذه الحقوق.

<sup>48</sup> الرائد الرسمي للجمهورية التونسية عدد 81 المؤرخ في 18 أوت 2020، ص. 1989.



## 9. حقوق الطفل: اغتصاب كرامة الطفل

يعتبر العنف الجنسي المسلط على الأطفال من أخطر الاعتداءات التي تطالهم. إذ يفرض الفصل 47 من الدستور على الدولة ضمان الكرامة وتوفير جميع أنواع الحماية لكل الأطفال دون تمييز ووفق المصالح الفضلى للطفل. في المقابل، لاحظنا أن الأطفال وخصوصا الفتيات ضحايا للاغتصاب، والتحرش والاتجار بالبشر. على سبيل المثال، قيام معلم بالتحرش بالتلاميذ<sup>42</sup> وتحرش امام جامع بالفتيات القاصرات<sup>43</sup>. كما تم تسجيل خروقات طالت الحرمة الجسدية<sup>44</sup> والمعنوية<sup>45</sup> للأطفال.

## 10. ممارسة التعذيب وتطبيق العقوبات والمعاملات اللإنسانية

ينص الفصل 23 من دستور 2014 الدولة تحمي « كرامة الذات البشرية وحرمة الجسد وتمنع التعذيب المعنوي والمادي. ولا تسقط جريمة التعذيب بالتقادم ».

الأن أنه تم تسجيل العديد من حالات سوء المعاملة والتعذيب فيما يتعلق بالموقوفين في السجون أو بمراكز الإيقاف.

8 فيفري 2021، تعرض شاب موقوف الى التعذيب في سجن المنستير<sup>46</sup>.

3 مارس 2021، توفي شاب من مواليد 1991 بالسجن المدني بصفاقس اثر تعكر حالته الصحية وهو يشكو من مرض السكري ويتعاطى حقن الانسولين<sup>47</sup>.

<sup>42</sup> <http://kapitalis.com/tunisie/2020/04/30/enseignant-accuse-de-harcelement-sexuel-a-kairouan-le-ministere-de-la-femme-se-charge-du-dossier>

<sup>43</sup> L'imam responsable du coup monté de la Mosquée accusé de harcèlement sexuel : <https://tn24.tn/fr/amp/article/l-imam-responsable-du-coup-monte-de-la-mosquee-accuse-de-harcelement-sexuel-233524>

<sup>44</sup> المهديّة: خال يعزّي ابن شقيقته ويعتدي عليه في حضورها <https://www.mosaiquefm.net/ar/%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1-%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3-%D8%AC%D9%87%D8%A7%D8%AA%812412/%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%87%D8%AF%D9%8A-%D8%A9-%D8%AE%D8%A7%D9%84-%D9%8A%D8%B9%D8%B1-%D9%8A-%D9%88%D9%8A%D8%B9%D8%AA%D8%AF%D9%8A-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D8%A7%D8%A8%D9%86-%D8%B4%D9%82%D9%8A%D9%82%D8%AA%D9%87-%D9%81%D9%8A-%D8%AD%D8%B6%D9%88%D8%B1%D9%87%D8%A7>

<sup>45</sup> Droits de l'enfant : Une amende de 5000 dinars infligée a IFM <https://www.webdo.tn/2021/02/22/droits-de-lenfant-une-amende-de-5000-dinars-infligee-a-ifm>

<sup>46</sup> <https://www.mosaiquefm.net/fr/actualite-regional-tunisie/856827/liberation-du-jeune-detenu-torture-a-la-prison-de-monastir>

<sup>47</sup> فتح بحث في وفاة موقوف بالسجن المدني بصفاقس <https://www.mosaiquefm.net/ar/%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1-%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3-%D8%AC%D9%87%D8%A7%D8%AA%866455/%D9%81%D8%AA%D8%AD-%D8%A8%D8%AD%D8%AB-%D9%81%D9%8A-%D9%88%D9%81%D8%A7%D8%A9-%D9%85%D9%88%D9%82%D9%88%D9%81-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%B3%D8%AC%D9%86-%D8%A7%D8%A8%D9%86-%D8%B4%D9%82%D9%8A%D9%82%D8%AA%D9%87-%D9%81%D9%8A-%D8%AD%D8%B6%D9%88%D8%B1%D9%87%D8%A7>

## 10. THE RIGHTS OF CHILDREN : ABUSED DIGNITY

Sexual assaults against children constitute a gross violation of children's rights. Article 47 of the Constitution imposes on the State the obligation to preserve the dignity of children.

However, we have been observing that children and especially minor girls were victims of rape, sexual harassment or even human trafficking.

For example, a teacher has sexually harassed his students<sup>41</sup> and an imam harassed minor girls<sup>42</sup>. It has also been noted cases of violation of the physical and moral integrity of the children<sup>43</sup>.

## 11. PRACTICES OF TORTURE AND PUNISHMENTS OR INHUMANE TREATMENT

Article 23 of the Constitution provides that: "The State shall protect human dignity and physical integrity and shall prohibit psychological and physical torture. The crime of torture is imprescriptible."

In spite of that, we have found that certain detainees were mistreated or tortured in prison or in detention places. According to the INPT report: February 8, 2021, a young detainee, tortured in the prison of Monastir and March 6, 2021, In detention, a young diabetic died in Sfax.<sup>44</sup>

جانفي 2021: تقرير المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب حول ما شهده شهر جانفي 2021 من انتهاكات:

حسب الاحصائيات التقريبية المتداولة فإن عدد موقوفو الاحتجاجات خلال شهر جانفي 2021 يناهز 1500 موقوفا من بينهم قرابة 500 طفلا، وهي أعداد تضمّ المودعين تحفظيا والمحكومين والمُفرج عنهم. ووقع انتهاك الحقّ في التظاهر وعلق المنافذ والشوارع وعسكرتها بتعزيزات أمنية كبيرة وبمعدّات ومدرّعات ضخمة، وذلك خاصة أيام 14 و 18 و 23 و 30 جانفي 2021 وسط العاصمة ويوم 26 جانفي 2021 بمحاذاة مجلس النواب بارادو<sup>39</sup>.

### 9. حرية الضمير

ينص الفصل 6 من الدستور أن الدولة « راعية للدين، كافلة لحرية المعتقد والضمير وممارسة الشعائر الدينية ... كما تلتزم بمنع دعوات التكفير والتحريض على الكراهية والعنف وبالتصدي لها ». لكن قيام وجود هذه الضمانات الدستورية لم يمنع السلطات من التدخل في قناعات الأفراد.

من ذلك، في شهر فيفري 2020، قامت الوحدات الأمنية بمدينة النفيضة من ولاية سوسة بإيقاف أربعة أجانب يدعون إلى اعتناق الديانة المسيحية<sup>40</sup>. ومن جهة أخرى، خلال شهر مارس 2021، نددت الجمعية البهائية التونسية في ندوة صحافية بـ"التكفير" الذي يتعرض له تونسيون من قبل دولتهم وفق قول متحدثين باسمها، وذلك في أحدث تصعيد مع السلطات التي ترفض منحهم رخصة حتى تباشر جمعيتهم أنشطتها<sup>41</sup>.

<sup>39</sup> الصفحة الرسمية للجمعية التونسية لمناهضة التعذيب:

<https://www.facebook.com/octun/posts/2438375716307867>

<sup>40</sup> سوسة-النفيضة: القبض على اجانب يدعون إلى اعتناق الديانة المسيحية:

<https://mondeneews.net/ar/blog/%D9%85%D8%AC%D8%AA%D9%85%D8%B9%D8%B3%D9%88%D8%B3%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%86%D9%81%D9%8A%D8%B6%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A8%D8%B6-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D8%A7%D8%AC%D8%A7%D9%86%D8%A8-%D9%8A%D8%AF%D8%B9%D9%88%D9%86-%D8%A5%D9%84%D9%89>

<sup>41</sup> بهايو تونس في مواجهة مفتوحة مع السلطات لانتزاع اعتراف رسمي بهم.

<https://alarab.co.uk/%D8%A8%D9%87%D8%A7%D8%A6%D9%8A%D9%88-%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3-%D9%81%D9%8A-%D9%85%D9%88%D8%A7%D8%AC%D9%87%D8%A9-%D9%85%D9%81%D8%AA%D9%88%D8%AD%D8%A9-%D9%85%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%84%D8%B7%D8%A7%D8%AA-%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%AA%D8%B2%D8%A7%D8%B9-%D8%A7%D8%B9%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D9%81-%D8%B1%D8%B3%D9%85%D9%8A-%D8%A8%D9%87%D9%85>

<sup>41</sup> Enseignant accusé de harcèlement sexuel à Kairouan : le ministère de la Femme se charge du dossier :

<http://kapitalis.com/tunisie/2020/04/30/enseignant-accuse-de-harcèlement-sexuel-a-kairouan-le-ministere-de-la-femme-se-charge-du-dossier/>

<sup>42</sup> L'imam responsable du coup monté de la Mosquée accusé de harcèlement sexuel : <https://tn24.tn/fr/amp/article/l-imam-responsable-du-coup-monté-de-la-mosquee-accuse-de-harcèlement-sexuel-233524>

<sup>43</sup> Monastir : arrestation d'une femme pour avoir agressé ses enfants avec un couteau brûlant : <http://kapitalis.com/tunisie/2020/05/26/monastir-arrestation-dune-femme-pour-avoir-agresse-ses-enfants-avec-un-couteau-brulant/?fbclid=IwAR1UUuWz7-nkz3nIV4uKCI1ObZVDSjhICMqW6jmiFOzQla7SYqOiZb6gTM>

<sup>44</sup> Encombrement, risques sanitaires et alternatives à l'incarcération : Il est temps de passer à l'action ! : <https://lapresse.tn/92556/encombrement-risques-sanitaires-et-alternatives-a-lincarceration-il-est-temps-de-passer-a-laction/>

## 8. POLICE ABUSES

The police are accused of having used excessive violence against peaceful demonstrators on several occasions. The period of the health crisis was marked by arbitrary and mass arrests of human rights activists who were exercising their right to protest.

In this regard, NGOs have called on the Tunisian authorities to abandon the violent means of repression regularly employed.

From the outset, citizens continue to be subject to abusive arrests, denial of papers, blackmail, and patronage.

## 9. FREEDOM OF CONSCIENCE

Article 6 of the Constitution states that: "The State shall protect religion, guarantee freedom of belief and conscience and religious practices... The State shall commit to preventing calls of takfeer [calling another Muslim an unbeliever] and incitement to hatred and violence and to confronting them."

But, these constitutional guarantees did not prevent authorities from interfering in the convictions of individuals. Like for instance, the arrest of a group of foreigners in Ennfiha (sousse) for proselytism to Christianity<sup>39</sup> and the non-recognition of the Baha'is' association by the authorities<sup>40</sup>.

<sup>39</sup> Tunisie: Arrestation d'un groupe d'étrangers à Enfidha pour prosélytisme au christianisme : <https://www.tunisienumerique.com/tunisie-arrestation-dun-groupe-detranagers-a-enfidha-pour-proselytisme-au-christianisme/>

<sup>40</sup> L'Association bahá'íe en Tunisie dépose une plainte contre le gouvernement pour takfirisme !: <https://www.businessnews.com.tn/lassociation-bahaie-en-tunisie-depose-une-plainte-contre-le-gouvernement-pour-takfirisme,534,106740,3#:~:text=Les%20avocats%20du%20Comit%3%A9%20de,et%20le%20secr%3%A9taire%20g%C3%A9n%C3%A9ral%20du>

## 7. خرق مبدأ عدم التمييز

يحمي القانون الأساسي عدد 58-2018 المؤرخ في 23 أكتوبر 2018 والمناهض لكل أشكال التمييز العنصري، بشكل خاص الأجانب القادمين إلى تونس من مختلف دول افريقيا جنوب الصحراء.

مع ذلك، سجلنا العديد من حالات عنف مبني على العنصرية ضد القادمين من دول افريقيا جنوب الصحراء وحتى تونسيين من أصحاب البشرة السوداء.

بتاريخ 18 ديسمبر 2020، نشر المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية دراسة بعنوان « بين المقاربة الأمنية والعنصرية: تجربة افريقيا جنوب الصحراء في تونس » والتي بينت أن 51.1 % من المهاجرين تعرضوا لأعمال عنصرية وكراهية من طرف مواطنين تونسيين تتراوح بين العنف الجسدي والتحليل والابتزاز. كما أن 90,3% منهم لا يتمتعون بالتغطية الصحية. أما بالنسبة لمرتكبي هذه الاعتداءات فهي كالتالي: 87.2 % مواطنين تونسيين، 56.8 % سائقي سيارات الأجرة و 3% عاملين في محلات تجارية<sup>37</sup>.

## 8. التجاوزات الأمنية

تواجه قوات الأمن تهمة الاستعمال المفرط للقوة ضد المتظاهرين السلميين في عديد المناسبات. وقد تم تسجيل العديد من الايقافات العشوائية والجماعية ضد المدافعين عن حقوق الانسان الذين كانوا بصدد ممارسة حقهم في التظاهر السلمي.

في هذا المجال، دعت عديد المنظمات والسلطات التونسية الى التخلي عن الأساليب القمعية العنيفة والتي أصبحت أولى الخيارات الردعية في مواجهة التحركات الاحتجاجية السلمية.

ولا يزال المواطنون يتعرضون للايقافات غير القانونية أو رفض تسليم الأوراق الرسمية أو الابتزاز أو المحسوبية<sup>38</sup>.

/temps-du-covid-19

<sup>37</sup> المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية دراسة بعنوان « بين المقاربة الأمنية والعنصرية: تجربة افريقيا جنوب الصحراء في تونس: <https://ftdes.net/ar/entre-securisation-et-racialisation-l'experience-subsaharienne-en-tunisie>

/en-tunisie

<sup>38</sup> Tunisie : entre les citoyens et la police, la défiance persiste

<https://www.jeuneafrique.com/1094163/politique/tunisie-entre-les-citoyens-et-la-police-la-defiance-persiste>

The crisis has even affected prisons and detention facilities, which suffer from overcrowding and lack of access to care<sup>36</sup>.

A total of 117 inmates tested positive at the end of November 2020 with 193 cured and 7 hospitalized. Prison officers were also affected with 84 officers testing positive at the end of November of which 165 were cured<sup>37</sup>.

## 7. VIOLATION OF THE PRINCIPLE OF NON-DISCRIMINATION

Organic Law No. 2018-50 of October 23, 2018, on the elimination of all forms of racial discrimination establishes protection against all forms of racial discrimination. It allows for the protection, in a particular way, of foreigners coming from sub-Saharan African countries.

However, we have recorded several cases of racist attacks against sub-Saharans and even Tunisians of color or binationals.

On December 18, 2020, a study conducted by the Tunisian Forum for Economic and Social Rights titled: "Between securitization and racialization: The sub-Saharan experience in Tunisia" revealed that 51.1% of sub-Saharans surveyed claimed to have been victims of racism and hatred from Tunisians, such as insults, physical attacks...

These racist acts were committed by 87.2% of Tunisian citizens, cab drivers at 56.8% and shopkeepers (3%)<sup>38</sup>.

«الكوفيد 19»، ونشرت الهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية في صفحتها الرسمية بموقع التواصل الاجتماعي «الفيسبوك» أنّها ورغم تحذيرها في بيان لها بتاريخ 20 سبتمبر 2020 من نشر أسماء الأشخاص المصابين بالكورونا للعموم فإنّ بعض البلديات تتماذى في ذلك مؤكدة أنّها «لن تتهاون في إحالة ملفات كلّ من يخرق القانون الحامي للمعطيات الشخصية إلى وكيل الجمهورية المختص ترابيا<sup>34</sup>.

## 6. الحق في الصحة: عجز تام في مواجهة جائحة كوفيد-19

الحق في الصحة مضمون بمقتضى الفصل 38 من الدستور والذي يقر بأن « الصحة حق لكل إنسان. تضمن الدولة الوقاية والرعاية الصحية لكل مواطن وتوفّر الإمكانيات الضرورية لضمان السلامة وجودة الخدمات الصحية. تضمن الدولة العلاج المجاني لفاقد السند، ولذوي الدخل المحدود. وتضمن الحق في التغطية الاجتماعية طبق ما ينظمه القانون». لكن الأزمة الناتجة عن جائحة كوفيد-19 قد حالت دون ضمان هذا الحق الذي أصبح من الصعب تفعيله.

إضافة الى ذلك، كشفت الازمة عن هشاشة المنظومة الصحية في تونس. إذ بلغت مراكز الإيواء الصحية طاقة الاستيعاب القصوى، تعليق العمل بنوبات العمل الليلية، وتوزيع الغذاء وخدمات الرعاية الصحية المتقلبة لم تعد متوفرة.. أما الأشخاص الذين تعودوا تقديم الإعانات للأشخاص بدون مسكن قار فقد أصبحوا محجورين في بيوتهم. طالت الأزمة كذلك السجون ومراكز الإيقاف التي أصبحت تعاني من اكتظاظ ونقص في خدمات الرعاية الصحية<sup>35</sup>.

هذا وقد بلغ عدد الموقوفين الذين أصيبوا بفيروس كوفيد-19 117 شخصا خلال شهر نوفمبر 2020 ومن بين الموقوفين 193 شخصا تماثلوا للشفاء و7 أشخاص وقع اسعافهم. بالإضافة ل 84 شخصا من أعوان السجون أصيبوا بفيروس كوفيد-19 في أواخر شهر نوفمبر ومن بينهم 165 تماثلوا للشفاء<sup>36</sup>.

<sup>36</sup> Covid-19: en Tunisie, Médecins du Monde aide 1.300 personnes précaires : <https://medecinsdumonde.be/articles/covid-19-en-tunisie-medecins-du-monde-aide-1300-personnes-precaires#undefined>

<sup>37</sup> Prisons en Tunisie : la surpopulation carcérale au temps du Covid-19 : <https://nawaat.org/2020/12/18/prisons-en-tunisie-la-surpopulation-carcerale-au-temps-du-covid-19/>

<sup>38</sup> the study is published in English:

"Between Securitisation and Racialisation: The Sub-Saharan African Experience in Tunisia", available at: <https://www.ftdes.net/rapports/racialisation.en.pdf>

<sup>34</sup> المنستير: بلدية بنان بوضر تنشر قائمة اسمية لمصابين بالكوفيد: <https://www.tunisia-sat.com/forums/threads/4133010>

<sup>35</sup> Covid-19: en Tunisie, Médecins du Monde aide 1.300 personnes précaires : <https://medecinsdumonde.be/articles/covid-19-en-tunisie-medecins-du-monde-aide-1300-personnes-precaires#undefined>

<sup>36</sup> Prisons en Tunisie : la surpopulation carcérale au temps du Covid-19 : <https://nawaat.org/2020/12/18/prisons-en-tunisie-la-surpopulation-carcerale-au-temps-du-covid-19/>

## 5. THE RIGHT TO PROTECTION OF PERSONAL DATA

The State must ensure that the confidentiality of each person is protected. And this even when the authorities take measures to identify the people likely to have been exposed to the coronavirus. However, in some cities the identity of patients has been revealed to the public.

### October 2020: *Public list of Covid-19 patients*

The president of the National Authority for the Protection of Personal Data<sup>35</sup>, announced to have filed a complaint against local officials of the governorate of Monastir who had published a list of names of about fifteen people affected by Covid-19 on the official website of the small municipality of Bennane.

## 6. THE RIGHT TO HEALTH: AN ABSOLUTE DISTRESS IN THE FACE OF THE FIGHT AGAINST THE CORONAVIRUS

The right to health is guaranteed in Article 38 of the Constitution by stating:

“The State guarantees prevention and health care to every citizen and provides the necessary means to ensure the safety and quality of health services.

The State guarantees free health care for people without support and with low income.”

But, the health crisis caused by the coronavirus has made the implementation of this right difficult to achieve.

Thus, the crisis has revealed the precariousness of the public health system. The shelters are saturated, the night patrols are suspended, the food distributions and the mobile care services no longer exist. Citizens who used to reach out to people living on the streets every day are now locked down in their homes.

<sup>35</sup> « Des données publiées sur les réseaux sociaux ou sous forme de communiqués affichés sur les pages officielles de ces établissements » : <https://www.leconomistemaghreb.com/2020/09/21/coronavirus-inpdp-loi-criminalise-publication-deliberee-donnees-personnelles-sante/>

**4 فيفري 2021:** نظمت الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان ندوة صحفية لتقديم تقريرها حول نتائج رصد ومتابعة الإيقافات والانتهاكات والتتبعات التي شملت الشباب والأطفال إثر الاحتجاجات الأخيرة في تونس، حيث أوضح تقرير الرابطة انتهاكات خطيرة وصلت إلى حدّ التعذيب في حق المحتجزين.

كشف التقرير أنّ عدد الموقوفين بلغ 1680 موقوف، في تاريخ 18 جانفي 2021 تمّ تسجيل 632 حالة إيقاف بالعاصمة فقط وهم من أبناء حي التضامن الملاسين وفوشانة والسيجومي وطبرية وبتاريخ 20 جانفي 2021 تمّ إيقاف 200 شابا معظمهم قُصّر لبتّم في اليوم الموالي إيقاف 242 شخصا<sup>32</sup>.

**7 مارس 2021:** استنكر «ائتلاف مساندة التحركات الاجتماعية في تونس»، «انحرافات المؤسسة الأمنية والتي تظهر في التخويف الذي تعتمد إليه بعض المجموعات والتّقابات الأمنية وتحاول تكريسه عن طريق صفحات التواصل الاجتماعي ومحاصرة الأحياء الشعبيّة والتّضييق الشديد على المظاهرات، إضافة إلى شتّى حملات هرسة وتخويف ومضايقات تصل إلى حدّ الإيقافات العشوائية<sup>33</sup>.

## 5. الحق في حماية المعطيات الشخصية

تلتزم الدولة بالسهر على حماية المعطيات الشخصية للأفراد وخاصة عندما تقوم السلطات بوضع إجراءات استثنائية لمعرفة الأشخاص الأكثر عرضة للإصابة بفيروس كورونا. إلا أنه، وفي العديد من المدن، وقع الكشف عن المعطيات الشخصية للأفراد.

### أكتوبر 2020: نشر قائمة بأسماء المصابين بكوفيد-19

نشرت بلدية بنان بوضر بولاية المنستير على صفحتها الرسمية بموقعها الرسمي على صفحة التواصل الاجتماعي «الفايسبوك» قائمة اسمية لمجموع 15 شخصا من المصابين بفيروس كورونا المستجد

<sup>32</sup> تقرير - جانفي 2021: اعتقالات، هرسة، تعذيب - دولة البوليس تعود؟ <https://ar.businessnews.com.tn/?/D8/AA/D9/82/D8/B1/D9/8A/D8/B1---/D8/AC/D8/A7/D9/86/D9/81/D9/8A-2021-/D8/A7/D8/B9/D8/AA/D9/82/D8/A7/D9/84/D8/A7/D8/AA/D8/8C-/D9/87/D8/B1/D8/B3/D9/84/D8/A9/D8/8C-/D8/AA/D8/B9/D8/B0/D9/8A/D8/A8--/D8/AF/D9/88/D9/84/D8/A9-/D8/A7/D9/84/D8/A8/D9/88/D9/84/D9/8A/D8/B3-/D8/AA/D8/B9/D9/88/D8/AF/D8/9F,519,17188,3>

<sup>33</sup> ائتلاف مساندة التحركات الاجتماعية في تونس، يندد بـ «انحرافات أعوان الأمن و محاكمات الشبايب» <http://www.radiomonastir.tn/?/D8/A7/D8/A6/D8/AA/D9/84/D8/A7/D9/81-/D9/85/D8/B3/D8/A7/D9/86/D8/AF/D8/A9-/D8/A7/D9/84/D8/AA/D8/AD/D8/B1/D9/91/D9/83/D8/A7/D8/AA-/D8/A7/D9/84/D8/A7/D8/AC/D8/AA/D9/85/D8/A7/D8/B9/D9/8A/D8/AF/D8/9F,519,17188,3>

#### January 14, 2021, *Mass arrests of protesters:*

- Police across the country arrested hundreds of protesters in all parts of the country, many of them minors. A spokesman for the Ministry of the Interior said authorities arrested at least 630 protesters nationwide. He added that the detainees were between 13 and 25 years old<sup>32</sup>.

#### January 18, 2021, *arbitrary arrests:*

According to official sources, 968 people - nearly double that number, according to associations - have been arrested during and on the sidelines of the protests that have erupted throughout the country since January 14. In all, of the 968 people arrested, only 47 have been tried. Just over 300 are in detention awaiting trial and more than half have been released, according to the Ministry of Justice<sup>33</sup>.

On March 7, 2021, the Collective of support for social movements in Tunisia denounced in a statement "the security drift. A climate of intimidation that some groups and agencies including police unions are working to establish through social networks, the grid of popular neighborhoods or in demonstrations illustrate this drift security"<sup>34</sup>.

#### 4. حرية التظاهر

يضمن الفصل 37 من دستور 2014 الحق في « التجمع والتظاهر السلمي». بالإضافة لذلك، تضمن الدولة الكرامة البشرية للأفراد وتمنع التعذيب والمعاملات المهينة واللاإنسانية. لكن، يبدو أن هذه الضمانات تطبيقاً على أرض الواقع. هذا وتعرض حرية التظاهر إلى العديد من التضييقات الأمنية المشددة. إذ أن التعامل الأمني مع المتظاهرين أدى إلى تعنيفهم كما شنت حملات إيقاف عشوائية طالت القصر.

**21 جوان 2020:** تجدد الاشتباكات بين قوات الأمن ومتظاهرين: تجددت الاشتباكات بين قوات الأمن ومتظاهرين في ولاية تطاوين (جنوب) يطالبون في احتجاجات متواصلة منذ شهر بوظائف ويعبرون عن رفضهم للتهميش في المنطقة. وأطلقت قوات الأمن بكثافة الغاز المسيل للدموع لتفريق المئات من المحتجين. ومن جانبه دعا فرع الاتحاد العام التونسي للشغل بتطاوين في بيان إلى إضراب عام في الولاية الاثنتين معبراً عن «رفضه لاستعمال العنف المفرط وغير المبرر» أمام المحتجين.<sup>30</sup>

#### جانفي 2021: اعتقالات جماعية للمتظاهرين:

بلغ عدد موقوفى الاحتجاجات خلال شهر جانفي 2021 ما يناهز 1500 موقوفاً من بينهم قرابة 500 طفل، وهي أعداد تضمّ المودوعين تحفظاً والمحكومين والمُفرج عنهم. وفق تقرير المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب<sup>31</sup>.

<https://www.jawharafm.net/ar/article/?D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7%D8%A8%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D9%84%D8%B5%D8%AD%D9%81%D9%8A%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3%D9%8A%D9%8A%D9%86-%D8%AA%D8%AF%D8%B9%D9%88-%D9%88%D8%B3%D8%A7%D8%A6%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B9%D8%A7%D9%85-%D8%A5%D9%84%D9%89-%D9%85%D9%82%D8%A7%D8%B7%D8%B9%D8%A9-%D8%A7%D8%A6%D8%AA%D9%84%D8%A7%D9%81-%D8%A7%D9%84%D9%83%D8%B1%D8%A7%D9%85%D8%A9%105%178139>

<sup>30</sup> تونس: تجدد المواجهات بين قوات الأمن ومحتجين في تطاوين واتحاد الشغل يدعو لإضراب عام في الولاية: - <https://www.france24.com/ar/20200622-%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3-%D8%AA%D8%AC%D8%AF%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B4%D8%AA%D8%A8%D8%A7%D9%83%D8%A7%D8%AA-%D8%A8%D9%8A%D9%86-%D9%82%D9%88%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%85%D9%86-%D9%88%D9%85%D8%AD%D8%AA%D8%AC%D9%8A%D9%86-%D9%88%D8%AF%D8%B9%D9%88%D8%A9-%D8%A5%D9%84%D9%89-%D8%A5%D8%B6%D8%B1%D8%A7%D8%A8-%D9%81%D9%8A-%D8%AA%D8%B7%D8%A7%D9%88%D9%8A%D9%86>

<sup>31</sup> تقرير - جانفي 2021: اعتقالات، هرسلة، تعذيب - دولة البوليس تعود؟ <https://ar.businessnews.com.tn/?D8%AA%D9%82%D8%B1%D9%8A%D8%B1-%D8%AC%D8%A7%D9%86%D9%81%D9%8A-2021-%D8%A7%D8%B9%D8%AA%D9%82%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AA%D8%8C-%D9%87%D8%B1%D8%B3%D9%84%D8%A9%D8%8C-%D8%AA%D8%B9%D8%B0%D9%8A%D8%A8-%D8%AF%D9%88%D9%84%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A8%D9%88%D9%84%D9%8A%D8%B3-%D8%AA%D8%B9%D9%88%D8%AF%D8%9F,519,17188,3>

<sup>32</sup> Tunisie : La police a violemment réprimé des manifestations Un décès, des arrestations pour des messages Facebook et pour « insulte à la police » : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/05/tunisie-la-police-violemment-reprime-des-manifestations>

<sup>33</sup> Arrestations arbitraires, violences... Un mois de manifestations réprimées : <https://inkyfada.com/fr/2021/03/03/arrestations-violences-manifestations-tunisie/>

<sup>34</sup> Un collectif de soutien se mobilise contre la violence policière : <https://www.leconomistemaghreb.in.com/2021/03/07/societe-civile-mobilise-liberation-rania-amdouni/>



**November 12, 2020:** The Tunis Court of First Instance sentenced a blogger, to two years in prison for posting on Facebook a video deemed offensive by a court official<sup>28</sup>.

### 3.2. Incitement to hatred and violence threatens press freedom

Some deputies and politicians adopt hate speech against journalists and go unpunished. As a result, freedom of the press seems to be under threat as the authorities do not react to these hateful and violent statements. At the same time, we recorded attacks by law enforcement officials against journalists and human rights defenders.

June 2020, 28 journalists including nine women were physically assaulted: The Monitoring Unit of the National Union of Tunisian Journalists (SNJT) in its latest report noted that the number of physical assaults against journalists doubled in June 2020 compared to the previous month.

The SNJT report shows 22 assaults against 10 in May. The assaults were committed against 21 journalists and 7 journalists-photographers belonging to 18 media (7 radio stations, 7 television channels, 2 electronic sites, 1 daily newspaper and a news agency). In this report prepared with the assistance of Unesco and published on July 3, 2020, the monitoring unit denounces a "disturbing" increase in the number of attacks against journalists in one month, warning of "greater violence on the web and social networks."<sup>29</sup>

بتاريخ 14 أفريل 2020، تعرض مدون ومدونة الى الإيقاف بتهمة هضم جانب موظف عمومي وتهديد الأمن العام والتشهير. كان ذلك على أساس مقاطع فيديو نشرت على مواقع التواصل الاجتماعي قاموا من خلالها بانتقاد سياسية الدولة في مجابهة الصعوبات الاجتماعية التي تواجهها العديد من الفئات في ظل أزمة كوفيد-19<sup>25</sup>.

**جويلية 2020:** نائب بمجلس نواب الشعب يهدد بمنع الصحفيين من الدخول إلى مجلس نواب الشعب.

نشر نائب تدوينة على صفحته الرسمية بمواقع التواصل الاجتماعي يهدد فيها بمنع الصحفيين من الدخول إلى البرلمان، عقب جدال وقع بمناسبة ممارسة الصحفيين لحقهم في تغطية الاعتصام الذي قامت به كتلة الدستوري الحر داخل قبة المجلس<sup>26</sup>.

**12 نوفمبر 2020:** حكمت المحكمة الابتدائية بتونس على مدوّن بالسجن سنتين لنشره مقطع فيديو على «فيسبوك» اعتبره مسؤول قضائي مسيئاً. وقد ندد المدون في هذا الفيديو بعدم اعتقال النيابة العمومية إماما تونسيا بدأ أنه يبرّر قتل من يهين النبي محمد، ولعدم فتح تحقيق في القضية. في المقابل، اتهمت النيابة المدون ب«اتهام مسؤولين بجرائم من دون تقديم أدلة، والإساءة للغير عبر شبكات الاتصالات، والقتل، وإهانة موظف عمومي أثناء مباشرة وظيفته»<sup>27</sup>.

### 2.3. التحريض على العنف والكرهية يهدد حرية الصحافة

يتبنى العديد من النواب خطاب كراهية وعنف ضد الصحفيين في افلات تام من العقاب. يتبين من هذا أن حرية الصحافة مهددة خصوصا أمام تملص السلط من مجابهة هذه الخطابات. وقد سجلنا العديد من الاعتداءات التي مارسها أعوان الشرطة على الصحفيين والمدافعين والمدافعات عن حقوق الانسان.

**في جوان 2020، 28 صحفي وصحفية يتعرضون الى العنف الجسدي:**

في تقرير لها، أفادت وحدة الرصد للنقابة الوطنية للصحفيين التونسيين أن عدد الاعتداءات الجسدية ضد الصحفيين قد تضاعف في جوان

<sup>25</sup> ملاحقة المدونين بسبب انتقاد السياسة الحكومية زمن الجائحة

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/tunisia-end-prosecution-of-bloggers-for-criticism-zing-governments-response-to-covid19>

<sup>26</sup> يسري الدالي يهدد الصحفيين بمنعهم من دخول البرلمان

<https://www.businessnews.com.tn/yousri-dali-menace-dinterdire-aux-journalistes-laccess-au-parlement,520,100449,3>

<sup>27</sup> تونس: حكم قانس بحق مدون على تونس إلغاء القوانين الجائرة القائمة لحرية التعبير

<https://www.hrw.org/ar/news/2020/11/24/377088>

<sup>28</sup> Tunisie : Une lourde peine est prononcée contre un blogueur : <https://www.hrw.org/fr/news/2020/11/24/tunisie-une-lourde-peine-est-prononcee-contre-un-blogueur>

<sup>29</sup> Tunisie : 28 journalistes agressés physiquement en juin 2020 : [https://www.webdo.tn/2020/07/03/tunisie-28-journalistes-agresses-physiquement-en-juin-2020/#.YKZF\\_qgzblU](https://www.webdo.tn/2020/07/03/tunisie-28-journalistes-agresses-physiquement-en-juin-2020/#.YKZF_qgzblU)



### 3. THE FREEDOM OF THOUGHT

Hate has become commonplace, threatening the free voices of the broadcast and print media. In addition, activists have been arrested for expressing their opinions on the Internet. Nevertheless, the authorities do not react when some members of parliament adopt hate speech and violence against journalists on social networks and even on the air.

#### 3.1. Freedom of expression under threat

Freedom of expression is threatened by some populist deputies as well as by the judiciary, which in some decisions limits the exercise of this freedom.

In addition, criticism of the government's handling of the COVID-19 pandemic can lead to prosecution of individuals who express themselves freely on social networks.

**On April 14, 2020, two bloggers were arrested for posting their opinions on Facebook**

The bloggers were charged with contempt of officers, public order and defamation.

They were charged for posting videos on social networks in which they accused the government of not providing sufficient compensation to people in financial difficulty and not providing a solution to the shortage of basic necessities in the market in the context of the COVID-19 pandemic.<sup>26</sup>

**July 2020, a deputy threatens to ban journalists from entering Parliament!**

A member of parliament has threatened, in a status published on social networks, to ban journalists from the Assembly of People's Representatives (ARP)<sup>27</sup>.

الجنسية أو هويتهم الجندرية ونشروا صورهم مرفقة برسائل تحرض على العنف ضدهم<sup>23</sup>.

**فيفري 2021: ناشطة نسوية تواجه عقوبة 6 أشهر سجن مع النفاذ**

تم إيقاف ناشطة حقوقية نسوية ومدافعة عن حقوق المثليين والمثليات يوم 27 فيفري 2021 إثر توجيهها لأحد مراكز الشرطة بتونس العاصمة من أجل تقديم شكوى ضد المشرفين على صفحات الفيسبوك التابعة لبعض النقابات الأمنية التي تضمنت منشورات تهددها بالقتل والعنف والاعتصاب. وفوجئت الجمعيات والمنظمات الحقوقية بإصدار المحكمة يوم 4 مارس 2021 حكمها القاضي بسجن الناشطة لمدة ستة أشهر مع النفاذ العاجل بتهمة هضم جانب موظف عمومي عملاً بأحكام الفصل 125 من المجلة الجزائية<sup>24</sup>.

وفي 17 مارس 2021، تم إطلاق سراحها بعد انعقاد جلسة الاستئناف بالمحكمة الابتدائية بتونس، التي قضت بتسليط ختية مالية بقيمة 200 دينار.

#### 3. حرية الفكر والتعبير

ان ظاهرة خطاب الكراهية أصبحت تنتشر بشكل كبير في أوساط المجتمع التونسي وتهدد الأصوات الحرة في المجال السمعي البصري والاعلام المكتوب. وقد تعرض العديد من الناشطين الى الإيقاف بسبب التعبير عن آراءهم على مواقع التواصل الاجتماعي. مع ذلك، لا تتفاعل السلط عندما يلجأ بعض النواب الى خطابات العنف والكراهية ضد الصحفيين على مواقع التواصل الاجتماعي وحتى في الإذاعات.

#### 1.3. حرية التعبير مهددة

أصبحت حرية التعبير مهددة من قبل بعض النواب الشعبويين إضافة الى القضاء العدلي الذي يقيد ممارسة حرية التعبير من خلال بعض القرارات والاحكام القضائية الصادرة عنه.

كما أن الطريقة التي تدير بها الحكومة جائحة كوفيد-19 ولدت بعض المضايقات ضد الأشخاص الذين يعبرون عن آراءهم بكل حرية على مواقع التواصل الاجتماعي.

<sup>23</sup> تونس: الشرطة تعتقل نشطاء «مجتمع الميم» وتستخدم العنف ضدهم:

<https://www.hrw.org/ar/news/2021/02/23/377958>

<sup>24</sup> تونس: يجب على السلطات التونسية إطلاق سراح الناشطة الحقوقية رانيا العمودي التي وقع سجنها إثر قيامها بإيداع شكوى بخصوص انتهاكات ضدها عبر الإنترنت من قبل قوات الأمن:

<https://ftdes.net/ar/tunisia-authorities-must-release-activist-rania-al-aldoundi-imprisoned-after-bringing-complaints-of-online-abuse-by-security-forces>

<sup>26</sup> Tunisie. Halte aux poursuites contre les personnes qui critiquent la gestion gouvernementale de la crise du COVID-19 sur les réseaux sociaux : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/tunisia-end-prosecution-of-bloggers-for-criticizing-governments-response-to-covid19/>

<sup>27</sup> Yousri Dali menace d'interdire aux journalistes l'accès au Parlement !: <https://www.businessnews.com.tn/yousri-dali-menace-dinterdire-aux-journalistes-lacces-au-parlement,520,100449,3>

## February 2021: *personal data breach*

LGBTQI++ people were harassed on social networks, where their personal data information, including addresses and phone numbers, as well as their sexual orientation, were disclosed<sup>24</sup>.

## 27 February 2021: *Harassment, Arbitrary Detention of LGBT Rights Activist:*

Police arrested a feminist and LGBT rights activist on February 27, 2021 after she left the police station in downtown Tunis in a distraught state.

Police officers had refused to register the activist's complaint relating to repeated harassment she said police officers inflicted on her on the street and online. Police officers in the station then proceeded to harass her based on her presumed sexual orientation and gender expression. The activist began shouting on the street outside the station and cursing the Tunisian police system

The activist was sentenced on March 4, 2021, to six months of prison and a fine for shouting outside a police station after officers refused to register her harassment complaint. The activist who is in a women's prison in Manouba, west of Tunis, where her lawyer said she has faced harassment by prison guards due to her gender expression.<sup>25</sup>

<sup>24</sup> Tunisie : Arrestations arbitraires d'activistes LGBTI et violences policières : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/tunisie-arrestations-arbitraires-dactivistes-lgbti-et-violences-policieres>

<sup>25</sup> Based on her behavior outside the station, on March 1 the prosecutor of the Tunis First Instance Tribunal charged the activist Rania Amdouni with "insulting a public officer during the performance of his duty," punishable by up to one year in prison under article 125 of the penal code, "causing embarrassment and disruption," and "apparent drunkenness." On March 4, the Cantonal Court in Montfleury, southwest of Tunis, found Amdouni guilty on all charges and sentenced her to six months in prison and a fine of 18 Tunisian dinars. The lawyer submitted an appeal on March 5. On March 17, 2021, the Court of Appeal in Tunis ordered Rania Amdouni released. The appeals judge confirmed Amdouni's conviction but suspended her six-month sentence, and increased the fine from 18 dinars to 218 dinars. Tunisia: Harassment, Arbitrary Detention of LGBT Rights Activist: <https://www.hrw.org/node/378129/printable/print>

في مدينة الكاف، على بُعد 175 كيلومتر جنوب غرب العاصمة تونس، بعد أن ادّعى أحدهما على الآخر في شكوى غير مرتبطة بالتهمة الموجهة إليهما. اتهم المدّعي العام في المحكمة الابتدائية في مدينة الكاف الرجلين باللواط بموجب الفصل 230 من «المجلة الجزائية» الذي يعاقب السلوك الجنسي المثلي بالتراضي بالسجن مدة ثلاث سنوات. قالت المحامية التي تولت الدفاع عن الشابين في الاستئناف، ل هيو من رايتس ووتش أن المدّعى عليهما أخبرها بأنّهما رفضا طلب الشرطة بإخضاعهما لفحص شرطي<sup>20</sup>.

وقد حكمت المحكمة الابتدائية بالكاف على الرجلين بالسجن عامين، وحُفّض الحكم إلى عام واحد بعد الاستئناف.

**5 أوت 2020:** تعرضت مجموعة من المناضلين والمناضلات جمعية Outcast الى العنف الجسدي واللفظي من قبل أعوان الأمن في شارع الحبيب بورقيبة وسط العاصمة. لم يكتف أعوان الشرطة بممارسة العنف عليهم، بل قاموا بتحرير المارة للمشاركة في هذا الاعتداء وضمان الإفلات من العقاب<sup>21</sup>.

**8 ديسمبر 2020،** اعتقلت الشرطة التونسية ناشطين في مجال الدفاع عن حقوق المثليين والمثليات خلال تظاهرة سلمية أمام البرلمان التونسي. اقتيدا إلى مركز شرطة باردو، ثم نُقلا إلى مركز احتجاج بوشوشة، حيث احتجزا يومين قبل الإفراج المشروط عنهما على ذمة التحقيق. وجّه وكيل الجمهورية إليهما تهمة «تخريب الممتلكات» التي تصل عقوبتها إلى ثلاث سنوات في السجن، بعد أن «طرقا على الزجاج الأمامي» في محاولة لإيقاف نائب في البرلمان كان قد اقتحم حشدا من المتظاهرين السلميين، حسب قولهما<sup>22</sup>.

## فيفري 2021: انتهاك الحق في حماية المعطيات الشخصية

أساءت منشورات وسائل التواصل الاجتماعي إلى نشطاء في مجال الدفاع عن حقوق المثليين والمثليات، وكشفت معلوماتهم الشخصية، بما فيها عناوين المنازل وأرقام الهواتف، وتوجهاتهم الجنسية. شوّه أشخاص أيضا سمعتهم عبر الإنترنت بسبب توجهاتهم

<sup>20</sup> تونس: السجن سنتين بتهمة المثلية الجنسية

<https://www.hrw.org/ar/news/2020/07/07/375711>

<sup>21</sup> إيقافات عشوائية لناشطين. ات-ميم-ع و عنف بوليسي

<https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/23/tunisie-arrestations-arbitraires-dactivistes-lgbti-et-violences-policieres>

<sup>22</sup> تونس: الشرطة تعتقل نشطاء «مجمع الميم» وتستخدم العنف ضدهم:

<https://www.hrw.org/ar/news/2021/02/23/377958>

## 2. THE RIGHTS OF LGBTQI++ PEOPLE

### • The freedom and privacy of LGBTQI++ people is threatened:

On January 13, 2020, police officers assaulted a trans person, as well as two of her trans friends, a few meters away from the Ministry of Interior, causing fractures to her skull and internal bleeding.

#### June 2020: Convictions for homosexuality upheld:

On June 06, 2020, the Court of First Instance of Kef sentenced two young homosexuals to 2 years in prison for homosexuality, after they initially filed a complaint against each other over an unpaid loan. This decision was upheld on July 28, 2020, by the Kef Court of Appeals, which upheld the conviction and reduced the sentence to one year in prison.

On August 5, 2020, activists from DAMJ and Outcast were verbally and physically assaulted by law enforcement officers on Habib Bourguiba Avenue in the city center of Tunis. The officers not only committed these acts of violence but also encourage passers-by to participate in them, offering them protection and impunity. LGBTQI++ people have been harassed on social networks, where their personal information, including addresses and phone numbers, as well as their sexual orientation, has been disclosed.<sup>22</sup>

January 2021, Human rights defenders and members of DAMJ are awaiting trial and are charged with "property damage" because of their participation in the peaceful protest in December 2020<sup>23</sup>.

مجال توسيع مشاركة المرأة في الحياة العامة والسياسية يفرض مبدأ التنافس الأفقي في الانتخابات البرلمانية والتنافس الأفقي والعمودي في الانتخابات البلدية وهو ما مكّن من حصول النساء على 50 بالمائة على مقاعد في هذه المجالس<sup>17</sup>.

### 6.1. المساواة في الزواج

#### جويلية 2020: الجمعية التونسية لمساندة الأقليات تُندّد بتجاوزات رئيس بلدية الكرم للقانون

9 جويلية 2020، عبّرت الجمعية التونسية لمساندة الأقليات عن استنكارها لنشر بلدية الكرم الوثائق المطلوبة لعقد القران ومن بينها شهادة تثبت اعتناق الزوج غير المسلم للإسلام وذلك في تعارض مباشر وصريح مع منشور وزير العدل الذي ألغى في سنة 2017 العمل بمنشور 5 نوفمبر 1973. وأشارت الجمعية عن انشغالها لعدم التزام بعض السلطات المحلية بتشريعات وقرارات الدولة، واعتبرت أنّ ما قام به رئيس بلدية الكرم يكرّس اتجاها خطيرا لتفكيك سلطة الدولة يهدد وحدة الدولة وتماسكها<sup>18</sup>.

### 2. حقوق المثليين والمثليات ومزدوجي الميل الجنسي والعاشرين والعابرات... الحياة الخاصة مهددة:

في 13 جانفي 2020، قام أعوان الشرطة بتعنيف عابرة جنديا إضافة الى اثنين من رفيقاتها، على بعد بضعة أمتار من وزارة الداخلية، مما تسبب لها في كسور على مستوى الجمجمة إضافة الى نزيف داخلي<sup>19</sup>. جوان 2020: اذانات من أجل المثلية الجنسية في 3 جوان 2020، اعتقلت الشرطة رجلين، (26 عاما كلاهما) بشبهة المثلية الجنسية

<sup>17</sup> وزيرة المرأة من نيويورك: تونس تواصل طريقها من أجل تحقيق المساواة واقعا وتشريعا (فيديو) <https://ar.la-femme.tn/2021/03/19/%D9%88%D8%B2%D9%8A%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%B1%D8%A3%D8%A9-%D9%85%D9%86-%D9%86%D9%8A%D9%88%D9%8A%D9%88%D8%B3-%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3-%D8%AA%D9%88%D8%A7%D8%B5%D9%84-%D8%B7%D8%B1%D9%8A>

<sup>18</sup> الجمعية التونسية لمساندة الأقليات تُندّد بتجاوزات رئيس بلدية الكرم للقانون <https://ar.businessnews.com.tn/20/d8/a7/d9/84/d8/ac/d9/85/d8/b9/d9/8a/d9/91/d8/a9/20/d8/a7/d9/84/d8/b3/d9/8a/d9/91/d8/a9/20/d9/84/d9/85/d8/b/3/d8/a7/d9/86/d8/af/d8/a9/20/d8/a7/d9/84/d8/a3/d9/82/d9/84/d9/8a/d9/91/d8/a7/d8/aa/20/d8/aa/d9/8f/d9/86/d8/af/d9/91/d8/af/20/d8/a8/d8/aa/d8/ac/d8/a7/d9/88/d8/b2/d8/a7/d8/aa/20/d8/b1/d8/a6/d9/8a/d8/b3/20/d8/a8/d9/84/d8/af/d9/8a-%D8%A9/20/d8/a7/d9/84/d9/83/d8/b1/d9/85/20/d9/84/d9/84/d9/82/d8/a7/d9/86/d9/88/d9/86/20.520.13262.3>

<sup>19</sup> الناشطة الحقوقية العابرة « فريفتا » تتعرض للعنف من قبل أعوان البوليس <https://www.frontlinedefenders.org/fr/case/trans-woman-human-rights-defender-fritta-violently-attacked-police>

<sup>22</sup> À Tunis, des associations dénoncent la multiplication des violences policières contre des femmes :

<https://observers.france24.com/fr/20200814-violences-police-tunisie-contre-femmes>

<sup>23</sup> Tunisie : Violences policières contre des défenseur-ses des droits humains et des manifestants pacifiques :

<https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/tunisia-police-violence-against-human-rights-defenders-and-peaceful-protestors#:~:text=Les%20d%C3%A9fenseurs%20des%20droits%20humains,manifestation%20pacifique%20en%20d%C3%A9cembre%202020.>

## 1.6. Marriage equality

**July 2020:** *The Association for the Support of Minorities expresses outrage against the mayor of Kram*

Despite the cancellation of the circular prohibiting Tunisian women from marrying non-Muslims, the mayor of the municipality of Kram, Fathi Laâyouni, continues to apply it.

The municipality of Kram still requires the presentation of a certificate of conversion to Islam issued by the mufti to be able to marry a Tunisian woman. On 8 September 2017, the Minister of Justice, Ghazi Jeribi has signed a circular repealing circular n°216 of November 5, 1973 prohibiting Tunisian women from marrying non-Muslims. A circular that the mayor of Kram has obviously decided to ignore.<sup>21</sup>

**مارس / أفريل 2020:** دعوة عاجلة للسلط العمومية من أجل ضمان استمرارية خدمات الصحة الجنسية والإنجابية

منذ انتشار جائحة كوفيد 19 وقع توجيه نداء استغاثة بهدف دعم الصفوف الأمامية بما في ذلك الخدمات الصحية للأمهات وللأطفال حديثي الولادة إضافة الى خدمات منع الحمل والإجهاض. وازداد الأمر سوء إثر إغلاق بعض مراكز الديوان الوطني للأسرة والعمران البشري لعدة أسابيع.

يشهد البرنامج الوطني للصحة الإنجابية انخفاضا في الأداء واقترب بما يلي: تراجع في نسب استعمال وسائل تحديد النسل مقارنة بالسنة 2011-2012 (المسح العنقودي متعدد المؤشرات 6) وارتفاع في نسبة الحاجيات غير الملباة في مجال منع الحمل.

• **الإبلاغ عن شهادات رفض للإجهاض في الهياكل العمومية والخاصة**

عدم توفر وسائل منع الحمل المؤمنة وذات الأداء العالي مثل اللولب الرحمي خلال أكثر من سنتين (من 2016 إلى 2019) ونفاد مخزون حبوب منع الحمل المركبة وحبوب منع الحمل الصباحية وكذلك الحبوب الخاصة بالإجهاض الدوائي.

كما دعت عديد الجمعيات أعضاء المجتمع المدني إلى دعم وتسهيل الحق في الصحة الجنسية والإنجابية والنفاد إليها كعنصر من العناصر الأساسية لحقوق الانسان والدفاع عن الحق في الصحة<sup>16</sup>.

### 5.1. الحقوق السياسية

**مارس 2021:** تمثيلية ضعيفة للنساء في مراكز القرار

أكدت وزيرة المرأة والأسرة وكبار السنّ، في 19 مارس 2021، في الدورة 65 للجنة وضع المرأة بنيويورك أنّ الدولة ستواصل تنفيذ التزاماتها الوطنية والدولية من ذلك الهدف الخامس من أهداف التنمية المستدامة المتعلّق بالمساواة بين الجنسين. وذكّرت الوزيرة، بأبرز الانجازات في مجال تعزيز حقوق المرأة في تونس لاسيما في

<sup>16</sup> دعوة عاجلة إلى السلطات العمومية لضمان استمرار النفاذ إلى خدمات الصحة الجنسية والإنجابية  
[https://ar.businessnews.com.tn//d8/af/d8/b9/d9/88/d8/a9\\_/d8/b9/d8/a7/d8/ac/d9/84/d8/a9\\_/d8/a5/d9/84/d9/89\\_/d8/a7/d9/84/d8/b3/d9/84/d8/b7/d8/a7/d8/aa\\_/d8/a7/d9/84/d8/b9/d9/85/d9/88/d9/85/d9/8a/d8/a9\\_/d9/84/d8/b6/d9/85/d8/a7/d9/86\\_/d8/a7/d8/b3/d8/aa/d9/85/d8/b1/d8/a7/d8/b1\\_/d8/a7/d9/84/d9/86/d9/81/d8/a7/d8/b0\\_/d8/a5/d9/84/d9/89\\_/d8/ae/d8/af/d9/85/d8/a7/d8/aa\\_/d8/a7/d9/84/d8/b5/d8/ad/d8/a9\\_/d8/a7/d9/84/d8/ac/d9/86/d8/b3/d9/8a/d8/a9\\_/d9/88/d8/a7/d9/84/d8/a5/d9/86/d8/a7/d8/a7/d8/a8/d9/8a/d9/91/d8/a9/520,11080.3](https://ar.businessnews.com.tn//d8/af/d8/b9/d9/88/d8/a9_/d8/b9/d8/a7/d8/ac/d9/84/d8/a9_/d8/a5/d9/84/d9/89_/d8/a7/d9/84/d8/b3/d9/84/d8/b7/d8/a7/d8/aa_/d8/a7/d9/84/d8/b9/d9/85/d9/88/d9/85/d9/8a/d8/a9_/d9/84/d8/b6/d9/85/d8/a7/d9/86_/d8/a7/d8/b3/d8/aa/d9/85/d8/b1/d8/a7/d8/b1_/d8/a7/d9/84/d9/86/d9/81/d8/a7/d8/b0_/d8/a5/d9/84/d9/89_/d8/ae/d8/af/d9/85/d8/a7/d8/aa_/d8/a7/d9/84/d8/b5/d8/ad/d8/a9_/d8/a7/d9/84/d8/ac/d9/86/d8/b3/d9/8a/d8/a9_/d9/88/d8/a7/d9/84/d8/a5/d9/86/d8/a7/d8/a7/d8/a8/d9/8a/d9/91/d8/a9/520,11080.3)

<sup>21</sup> Fathi Laâyouni refuse de marier une Tunisienne à un non musulman :  
<https://www.businessnews.com.tn/fathi-laayouni-refuse-de-marier-une-tunisienne-a-un-non-musulman,520,100116,3#:~:text=Malgr%C3%A9%20l'annulation%20de%20la,La%C3%A2youni%20continue%20de%20l'appliquer.&text=Mais%2C%20le%20maire%20du%20Kram,faire%20qu'%C3%A0%20sa%20%C3%AAt>

## 1.4. Sexual and reproductive rights

In 2020, access to contraception and abortion continued to be increasingly impeded. The COVID-19 pandemic exposed more clearly the weaknesses of the system and the lack of prioritization of sexual and reproductive health within it.

**March/April 2020:** *Urgent call to public authorities to ensure continuity of access to sexual and reproductive health services:*

The call was made after the COVID-19 epidemic abandoned support for frontline structures, including maternal and neonatal health consultations and contraceptive and abortion services, and was compounded by the closure of some National Office of Family and Population (ONFP) centers for several weeks<sup>20</sup>.

## 1.5. Political rights

**March 2021:** *Low representation in decision-making positions*

The Minister of Women, Family and Seniors participated in a videoconference event on the sidelines of the 65th session of the United Nations Commission on the Status of Women in New York on the theme "Women's Access to Justice: Gender Parity in the Judicial Sector."

The Minister stressed that women are not properly represented in decision-making positions in Tunisia, despite their presence in the judicial sector as magistrates.

## • تعنت الشخصيات العامة ضد النساء

### أوت 2020: تصريحات لطفي العبدلي تدخل تحت طائلة قانون مناهضة العنف ضد المرأة

أكدت رئيسة الاتحاد الوطني للمرأة التونسية ان ما أثاره الكوميدي لطفي العبدلي من سخرية بخصوص عبير موسي رئيسة الحزب الدستوري الحر لا يعد عملا فنيا، مشيرة الى أن المسرحية وما احتوته من ايحاءات جنسية مست من كرامة رئيسة الحزب الدستوري الحر. وقد أكدت أن ما جاء من تهكم وسخرية على لسان لطفي العبدلي يندرج في إطار القانون 58 المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة (قانون أساسي عدد 58 لسنة 2017 مؤرخ في 11 أوت 2017 يتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة)<sup>14</sup>..

### 3.1. العنف المسلط على النساء في الفضاء الرقمي

**نوفمبر 2020:** أصبح العنف الرقمي بالنسبة لبعض النساء أمرا منتشرا وحتميا بوجودهن على مواقع التواصل الاجتماعي. «كل الفتيات اللاتي يملكن حسابات فايسبوك قد تعرضن الى نوع من أنواع العنف الرقمي». تحرش، انتقام بورنوغرافي، ابتزاز ... في تونس، 80 % من النساء تعرضن للعنف في الفضاء الرقمي. هذا النوع من العنف له جوانب عديدة ومنتشر على مواقع التواصل الاجتماعي<sup>15</sup>.

### 4.1. الحقوق الجنسية والإنجابية

شهدت سنة 2020 صعوبات فيما يتعلق بالحصول على وسائل منع الحمل والإجهاض.

وقد كشفت بان بشكل أوضح ضعف منظومة الصحة الجنسية والإنجابية بسبب جائحة كوفيد-19 اذ أن المنظومة الصحية لم تولي أولوية للصحة الجنسية والإنجابية.

<sup>14</sup> الإساءة لعبير موسي تندرج ضمن القانون الخاص بالقضاء على العنف ضد المرأة:

[https://ar.businessnews.com.tn/%D8%B1%D8%A7%D8%B6%D9%8A%D8%A9\\_%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B1%D9%8A%D8%A8%D9%8A\\_%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B3%D8%A7%D8%A1%D8%A9\\_%D9%84%D8%B9%D8%A8%D9%8A%D8%B1\\_%D9%85%D9%88%D8%B3%D9%8A\\_%D8%AA%D9%86%D8%AF%D8%B1%D8%AC\\_%D8%B6%D9%85%D9%86\\_%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86\\_98\\_%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%A7%D8%B5\\_%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%B6%D8%A7%D8%A1\\_%D8%B9%D9%84%D9%89\\_%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%86%D9%81\\_%D8%B6%D8%AF\\_%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%A3%D8%A9\\_\\_520,13878,3](https://ar.businessnews.com.tn/%D8%B1%D8%A7%D8%B6%D9%8A%D8%A9_%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B1%D9%8A%D8%A8%D9%8A_%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B3%D8%A7%D8%A1%D8%A9_%D9%84%D8%B9%D8%A8%D9%8A%D8%B1_%D9%85%D9%88%D8%B3%D9%8A_%D8%AA%D9%86%D8%AF%D8%B1%D8%AC_%D8%B6%D9%85%D9%86_%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86_98_%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%A7%D8%B5_%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%B6%D8%A7%D8%A1_%D8%B9%D9%84%D9%89_%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%86%D9%81_%D8%B6%D8%AF_%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D8%A3%D8%A9__520,13878,3)

<sup>15</sup> افلات من العقاب في مواجهة العنف المسلط على النساء في الفضاء الرقمي

[/https://nawaat.org/2020/11/04/ripostes-feminines-contre-limpunit%C3%A9-des-violences-cybernetiques](https://nawaat.org/2020/11/04/ripostes-feminines-contre-limpunit%C3%A9-des-violences-cybernetiques)

<sup>20</sup> Appel urgent : Assurer la continuité de l'accès aux services de la santé sexuelle et de la reproduction : <https://www.leaders.com.tn/article/29626-appel-urgent-assurer-la-continuite-de-l-acces-aux-services-de-la-sante-sexuelle-et-de-la-reproduction#:~:text=Un%20collectif%20d'associations%20et,acc%C3%A8s%20%C3%A0%20leurs%20prestations>

“Single mothers are either prostitutes or raped. Sexual freedom is fornication,” he said.

### December 2020: Deputy insults women:

Deputy Said Jaziri of the Errahma party has made very serious remarks live on Radio Quran, a radio station that broadcasts without a license in Tunisia. Said Jaziri has surpassed Mohamed Affes in terms of insults and contempt by calling on Wednesday, December 16, 2020 for the marriage of minors and describing women as “machines to procreate.

### • The public figures’ harassment

#### August 2020: Lotfi Abdelli’s remarks fall under the Law related to the elimination of violence against Women!

The president of the National Union of Tunisian Women (UNFT) felt that what was said in the show of Lotfi Abdelli on Abir Moussi falls under the Law n°58 (Organic Law No. 2017-58 of August 11, 2017 on the elimination of violence against women), because it is an attack on the dignity and person of the politician. “What happened to Abir Moussi is the equivalent of a crime of violence!<sup>18</sup>”

### 1.3. Cyber violence against women

November 2020: Widespread, online violence has become an inherent inevitability for some women because of their presence on social networks. “Every girl with a Facebook account has experienced some form of cyber violence. Harassment, revenge porn, blackmail, 80% of women have experienced violence on the Net in Tunisia. This violence has several aspects and is rampant via social networks<sup>19</sup>.”

كما دعا النواب طارق الفتيتي ومبروك كرشيد وخالد كرشبي وسامية عبو وحافظ زواري (الذين كانوا وراء هذا البيان حسب تقديره)، الى كتابة بيان التنديد على ورق الحمام و استخدامه في ما بعد: « اكتبوا هنا بياكم وافعلوا به ما ترونه مفيدا و جيدا »<sup>11</sup>

### ديسمبر 2020: محمد العفاس يتهم على الأمهات العازبات

انتقد النائب عن كتلة ائتلاف الكرامة محمد العفاس، الخميس 3 ديسمبر 2020 خلال الجلسة العامة المخصصة لمناقشة مشروع ميزانية وزارة المرأة والأسرة وكبار السن لسنة 2021، أن «حرية المرأة لدى المتاجرين بقضاياها هي حرية الوصول للمرأة و«انحلال وفسوق وفجور»، قائلاً «عندما نتكلم عن الضوابط والحياء يتهموننا بالظلامية والرجعية ... ومكاسب المرأة عندهم هي الأمهات العازبات، والإنجاب خارج إطار الزواج، والإجهاض، وممارسة الرذيلة، والشذوذ الجنسي ... وهذا النموذج خلف المواخير التي تباع فيه المرأة شرفها وخلف نسب عالية في الطلاق والعنف الزوجي»، وفق تعبيره<sup>12</sup>.

### ديسمبر 2020: نائب يشتم النساء

دعا النائب بالبرلمان التونسي عن حزب الرحمة الإسلامي “سعيد الجزيري” في خطاب صادم الى زواج القاصرات، وشبه النساء بـ“المعامل الجنسية” لانجاب الأطفال التي تبدأ في سن الرابعة عشر وتنتهي في سن الأربعين ومن ثمة يتم رميها. واستغل هذا النائب إذاعة القران الكريم التي تبث بصفة غير قانونية ويستمتع لها الالاف يوميا، للترويج الى خطابه المتطرف<sup>13</sup>.

<sup>11</sup> بالرغم من ادائه اعتدائه اللفظي على موسي من قبل مكتب المجلس، مخلوف يتفاعل ب... إعادة شتمها

<http://kapitalis.com/tunisie/2020/11/05/apres-la-condamnation-de-son-agression-verbale-envers-moussi-par-le-bureau-du-parlement-makhlouf-reagit-en-la-reinsultant>

<sup>12</sup> تصريحات العفاس بشأن الأمهات العازبات: جدل متواصل:

<https://ultratunisia.ultrasawt.com//D8:AA/D8:B5/D8:B1/D9:8A/D8:AD/D8:A7/D8:AA-/D8:A7/D9:84/D8:B9/D9:81/D8:A7/D8:B3-/D8:A8/D8:B4/D8:A3/D9:86-/D8:A7/D9:84/D8:A3/D9:85/D9:87/D8:A7/D8:AA-/D8:A7/D9:84/D8:B9/D8:A7/D8:B2/D8:A8/D8:A7/D8:AA-/D8:AC/D8:AF/D9:84-/D9:85/D8:AA/D9:88/D8:A7/D8:B5/D9:84/D8:A7/D9:84/D8:AA/D8:B1/D8:A7-/D8:AA/D9:88/D9:86/D8:B3/D8:B3/D8:BC/D8:A7/D8:B3/D8:A9/D8:A7/D9:94/D8:AE/D8:A8/D8:A7/D8:B1>

<sup>13</sup> نائب تونسي يشبه النساء بـ “المصانع الجنسية”:

<https://mena-monitor.org//D9:86/D8:A7/D8:A6/D8:A8-/D8:AA/D9:88/D9:86/D8:B3/D9:8A-/D9:8A/D8:B4/D8:A8/D9:87-/D8:A7/D9:84/D9:86/D8:B3/D8:A7/D8:A1-/D8:A8/D9:80/D8:A7/D9:8-/D9:85/D8:B5/D8:A7/D9:86/D8:B9-/D8:A7/D9:84/D8:AC/D9:86>

<sup>18</sup> Jerbi : les propos de Lotfi Abdelli tombent sous le coup de la Loi sur la violence contre les femmes !:

<https://www.businessnews.com.tn/jerbi--les-propos-de-lotfi-abdelli-tombent-sous-le-coup-de-la-loi-sur-la-violence-contre-les-femmes,520,101058,3>

<sup>19</sup> Ripostes féminines contre l’impunité des violences cybernétiques :

<https://nawaat.org/2020/11/04/ripostes-feminines-contre-limpunite-des-violences-cybernetiques/>

The ATFD stressed that this is a new episode in the series of political violence against women, adding that political violence against women, as perpetrated by deputy Makhlouf would not have continued if the culture of political violence and discrimination against women had not been propagated in the different structures of the State and society.

**November 2020:** After the condemnation of his verbal assault on Moussi by the Parliament Bureau, Makhlouf reacts by... reinsulting her. In a long Facebook status, written to react to the statement of the Parliament Bureau, Makhlouf called Abir Moussi a "guenon" and a "trash can". He also called on deputies Tarek Fetit<sup>11</sup>, Mabrouk Korchid<sup>12</sup>, Khaled Krichi<sup>13</sup>, Samia Abbou<sup>14</sup> and Hafedh Zouari<sup>15</sup> (who are behind the decision according to him), to note the statement condemning his insults on toilet paper and use it afterwards: "Write on it your statement, then make of it what you deem useful ... and good."<sup>16</sup>

**December 2020:** *The program "Dima Labess" violated the dignity of women:*

The Council of the Independent High Authority of Audio-visual Communication - HAICA addresses to the private channel Attassia TV a warning for recidivism. This comes right after the broadcast, in the evening of December 26, 2020, a sequence of a few minutes. It comes from the program "Dima Labess" and contained sexual allusions; degrading for women.

**December 2020:** *Deputy Mohamed Affes attacks single mothers:*

Deputy Affes<sup>17</sup> compared Tunisian women to Western women, arguing that their gains are limited to motherhood outside marriage, the right to abortion and sexual freedoms.

**سبتمبر 2020:** بشرى بلحاج حميدة ضحية حملة تشويه وتشهير على مواقع التواصل الاجتماعي.

تعرضت المحامية والناشطة بشرى بلحاج حميدة الى مهاجمة من طرف النائب عن « صوت الفلاحين » وغيره من الأطراف البرلمانية. تفاعلت الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات بإدانة الحملات الموجهة ضد رئيستها السابقة، المناضلة في مجال حقوق الانسان والنائبة سابقا بشرى بلحاج حميدة، مطالبة مجلس نواب الشعب بإدراج منع التمييز على أساس الجنس صلب نظامه الداخلي<sup>9</sup>.

**أكتوبر 2020:** الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات تدين اهانات سيف الدين مخلوف لعبير موسي

**3 أكتوبر 2020:** نددت الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات بالاعتداء اللفظي و التهجم الذي تعرضت له النائبة عبير موسي من قبل زميلها النائب في ائتلاف الكرامة سيف الدين مخلوف و اعتبرت الجمعية في بيانها ان :«ما اقترفه النائب سيف الدين مخلوف ضد زميلته عبير موسي يشكل حلقة جديدة في مسلسل العنف السياسي ضد النساء بلا حسيب او رقيب » و اعتبرت جمعية النساء الديمقراطيات ان اعتداء سيف الدين مخلوف على عبير موسي هو ابرز مثال لتواصل العنف ضد المرأة في المجتمع والذي يعبر عن :« تغلغل ثقافة العنف السياسي والتمييز ضد النساء في مختلف هياكل الدولة والمجتمع»<sup>10</sup>.

**نوفمبر 2020:** بالرغم من ادانة اعتدائه اللفظي على موسي من قبل مكتب المجلس، مخلوف يعتدي لفظيا على النائبة مرة أخرى:

في منشور طويل على الفاييسبوك، دَوّن للتفاعل مع بيان مكتب مجلس نواب الشعب، وصف مخلوف عبير موسي ب «القرد» و « الزبلة » (الفضلات)

<sup>9</sup> الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات تدعو مجلس النواب لإدراج منع التمييز على أساس الجنس صلب نظامه الداخلي

<https://www.businessnews.com.tn/latfd-appelle-a-inscrire-linterdiction-du-sexisme-dans-le-reglement-interieur-de-larp.520.102495.3>

<sup>10</sup> بعد تهجم سيف الدين مخلوف على عبير موسي : جمعية النساء الديمقراطيات تدين و تستنكر <https://ar.businessnews.com.tn/latfd-appelle-a-inscrire-linterdiction-du-sexisme-dans-le-reglement-interieur-de-larp.520.102495.3>

<sup>11</sup> Second deputy Speaker of The Assembly of People's Representatives.

<sup>12</sup> Member of the Assembly of People's Representatives since 2019.

<sup>13</sup> The deputy of the Echâab Movement.

<sup>14</sup> Deputy of the Courant Démocrate.

<sup>15</sup> Deputy of Al Badil Ettounsi.

<sup>16</sup> Après la condamnation de son agression verbale envers Moussi par le Bureau du Parlement, Makhlouf réagit en la... réinsultant : <http://kapitalis.com/tunisie/2020/11/05/apres-la-condamnation-de-son-agression-verbale-envers-moussi-par-le-bureau-du-parlement-makhlouf-reagit-en-la-reinsultant/>

<sup>17</sup> Al-Karama Deputy, an Islamist coalition.

## 1.2. The assaults against women

Women continue to be targeted by politicians, the media and social networks.

### • The politicians' harassment

**April 2020:** *Abir Moussi accuses Yadh Elloumi of having said: "Your place is in Abdallah Guech"<sup>8</sup>!*

The president of the Free Destourian Party (PDL), Abir Moussi has made serious accusations, on April 21, 2020, against the deputy of Qalb Tounes, Yadh Elloumi. Ms. Moussi accuses her colleague in Parliament of having interrupted and insulted her, during the work of the Committee on Administrative Reform<sup>9</sup>.

**August 2020:** *Equality in inheritance is not recognized to women:*

President Kais Saïed took the opportunity of the National Day of Women to reiterate his opposition to equality in inheritance, which remains one of the last bastions of legal inequality between the sexes in Tunisian society.

**September 2020:** Bochra Bel Haj Hmida has been the victim of a campaign of denigration and defamation on social networks. The lawyer has, among other things, been attacked by the deputy of "the Voice of Farmers". The Tunisian Association of Democratic Women (ATFD) reacted to the attacks orchestrated against its former president, the lawyer, human rights activist and former deputy; it called on the prohibition of sexism in the rules of procedure of the house of representatives

**September 2020:** *ATFD condemns the insults of Seïf Eddine Makhlouf against Abir Moussi.*

The Tunisian Association of Democratic Women (ATFD), has strongly condemned the insults of the deputy of Al Karama, Seïf Eddine Makhlouf, against Abir Moussi, president of the PDL (Parti Destourien Libre)<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> Brothel in Tunis.

<sup>9</sup> Abir Moussi accuse Yadh Elloumi de lui avoir dit : « Ta place est à Abdallah Guech » !: <https://www.businessnews.com.tn/abir-moussi-accuse-yadh-elloumi-de-lui-avoir-dit---ta-place-est-a-abdallah-gue-520,97738,3>

<sup>10</sup> L'ATFD condamne les insultes de Seïf Eddine Makhlouf contre Abir Moussi : <https://www.businessnews.com.tn/L%E2%80%99ATFD-condamne-les-insultes-de-Se%C3%AFf-Eddine-Makhlouf-contre-Abir-Moussi,520,102594,3>

إضافة الى ذلك و خلال شهر فيفري 2021، مثلت النساء 29.3% من إجمالي ضحايا العنف، في حين كان الرجال بنسبة 65.9% من العدد الإجمالي للمعتدين.<sup>5</sup>

أفاد التقرير بأن صحفيات قد تعرضن للاعتداء في أماكن حساسة من أجسادهن من قبل بعض المشاركين في تحرك منظم من أنصار حركة النهضة، في حين أنهن كن بصدد تغطية التظاهرة يوم 27 فيفري 2021. وهو ما اعتبره المنتدى «سابقة خطيرة» تحصل في تونس لأول مرة، إذ انه لم يتم تسجيل أي حادثة تحرش جماعي بهذه الطريقة في الطريق العام من قبل<sup>6</sup>.

### 2.1. المضايقات ضد النساء

يتواصل تعرض النساء الى شتى أنواع المضايقات من الطبقة السياسية وفي الاعلام وفي مواقع التواصل الاجتماعي.

#### • تعنت السياسيين ضد النساء

**أفريل 2020:** عياض اللومي يتهم عبير موسي بقوله لها «مكانك في عبد الله قش» (مكان لامتهان الجنس في تونس العاصمة) وجهت رئيسة الحزب الدستوري الحر، عبير موسي، اتهامات خطيرة يوم 21 أفريل 2020 الى النائب عن قلب تونس، عياض اللومي. إذ اتهمت السيدة موسي زميلها في البرلمان بمقاطعتها وشتمها أثناء أشغال لجنة الإصلاح الإداري.<sup>7</sup>

#### أوت 2020: المساواة في الميراث غير معترف بها للنساء

استغل الرئيس قيس سعيد مناسبة الاحتفال باليوم الوطني للنساء ليؤكد من جديد معارضته للمساواة في الميراث<sup>8</sup>، والتي تمثل آخر معاقل عدم المساواة القانونية بين الجنسين في المجتمع التونسي.

<sup>5</sup> <https://ftdes.net/rapports/ar.mai2020.pdf>

<sup>6</sup> صحفيات يتعرضن لتحرش جماعي أثناء تحرك لأنصار حركة النهضة <https://lapresse.tn/91429/femmes-journalistes-victimes-de-violences-physique-et-sexuelle>

<sup>7</sup> عبير موسي تتهم عياض اللومي بقوله «مكانك في عبد الله قش» <https://www.businessnews.com.tn/abir-moussi-accuse-yadh-elloumi-de-lui-avoir-dit---ta-place-est-a-abdallah-gue-520,97738,3>

<sup>8</sup> قيس سعيد يجدد رفضه لمبدأ المساواة في الميراث <https://www.webmanagercenter.com/2021/03/09/464698/kais-saied-pas-de-societe-libre-sans-femmes-libres>



### August 2020: Arrest of the attackers of the host of Radio Med:

The alleged attackers of the host of Radio Med, who was victim of a violent robbery on August 18th, 2020, were arrested, said the spokesman of the Union of Internal Security Forces in Nabeul in a statement. The host revealed, for its part, that a confrontation was organized the day before by the security services of Nabeul, where she recognized her attacker, who in turn confessed the deeds<sup>6</sup>.

### November 2020: A passenger (a woman), victim of aggression in a public transport: Harassed in the metro!

A new episode of violence has just taken place in a means of public transport in the line number 2 of the metro in Tunis. The line has indeed turned into a nightmare for one of the passengers who was faced by five offenders.

### February 2021: Women victims of physical and sexual violence

The Tunisian Forum for Economic and Social Rights (FTDES) published its report for February 2021, which focuses on social movements, suicides, violence and migration. The report announced that during January 2021, 53.7% of reported violence was collective violence perpetrated by both genders, compared to 45.3% for individual violence.

Women represented 29.3% of all victims of violence, while men represented 65.9% of aggressors.<sup>7</sup>

### أوت 2020: إيقاف المعتدين على منشطة راديو-ماد:

تم إيقاف المتهمين بالاعتداء على منشطة راديو-ماد ضحية عملية قطع الطريق العنيفة التي وقعت يوم 18 أوت 2020 وفق ما أكده الناطق الرسمي باسم نقابة قوات الأمن الداخلي بنابل في تصريح له. كما أكدت المنشطة من جهتها أن مكافحة قد نظمت من قبل وحدات الامن بنابل، أين تعرفت على المعتدي الذي اعترف من جهته بالوقائع<sup>3</sup>.

### نوفمبر 2020: مواطنة، ضحية اعتداء في وسيلة نقل عمومية:

#### ضحية تحرش في قاطرة الميترو

حلقة جديدة من تراجيديا العنف المسلط على النساء، وقعت خلف الأبواب المغلقة لوسيلة نقل عمومي على خط الميترو رقم 2 بتونس العاصمة. تحولت الرحلة الى كابوس بالنسبة لإحدى الراكبات التي استدرجها خمسة منحرفين<sup>4</sup>.

### فيفري 2021: النساء ضحايا العنف الجسدي والجنسي

نشر المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية تقريره المتعلق بشهر فيفري 2021 حول التحركات الاجتماعية، الانتحار، العنف والهجرة.

أفاد التقرير أن خلال شهر جانفي 2021، 53.7% من حالات العنف المبلغ عنها كانت حالات عنف جماعي صادر عن النوعين الاجتماعيين، مقابل 45.5% من حالات العنف الفردي.

تصدرت العاصمة الترتيب الأول للمناطق الأكثر عنفا بنسبة تقارب ال 30% في ولايات أريانة، تونس و بن عروس، تليها ولاية نابل ( بنسبة تقارب ال 15%)، ثم ولاية القصيرين (بحوالي 13%)، تليها ولاية المنستير، القيروان ثم المهديّة ( بنسبة تقارب ال 7% لكل منطقة). تأتي بعدها ولايات سوسة، صفاقس، قبلي بنسبة 5% و تليها ولايات بنزرت، الكاف و سيدي بوزيد بنسبة 2%.

<https://www.businessnews.com.tn/arrestation-des-agresseurs-de-lanimatrice-de-radio-med,520,101601,3#:~:text=Les%20agresseurs%20pr%C3%A9sum%C3%A9s%20de%20l,ce%20samedi%2029%20ao%C3%BBt%202020>

<sup>3</sup> إيقاف المعتدين على مذبة « راديو ماد »

<https://www.businessnews.com.tn/arrestation-des-agresseurs-de-lanimatrice-de-radio-med,520,101601,3#:~:text=Les%20agresseurs%20pr%C3%A9sum%C3%A9s%20de%20l,ce%20samedi%2029%20ao%C3%BBt%202020>

<sup>4</sup> الاعتداء على راكبة في ميترو الخط 2 من قبل 5 منحرفين

<https://lapresse.tn/78052/une-passeger-victime-dagression-dans-un-moyen-de-transport-public-harcelee-dans-la-rame-dun-metro>

<sup>6</sup> Arrestation des agresseurs de l'animatrice de Radio Med : <https://www.businessnews.com.tn/arrestation-des-agresseurs-de-lanimatrice-de-radio-med,520,101601,3#:~:text=Les%20agresseurs%20pr%C3%A9sum%C3%A9s%20de%20l,ce%20samedi%2029%20ao%C3%BBt%202020>.

<sup>7</sup> Femmes journalistes : Victimes de violences physique et sexuelle : <https://lapresse.tn/91429/femmes-journalistes-victimes-de-violences-physique-et-sexuelle/>

## I. VIOLATIONS OF RIGHTS AND FREEDOMS

Concerns about the consequences of the unprecedented measures adopted and renewed to face the health crisis are rapidly increasing. Moreover, it was a favorable setting for the infringement of rights and freedoms.

### 1. WOMEN'S RIGHTS

#### 1.1. Attacks on women

Several women were subjected to physical and sexual assaults in public, including and especially within the family. On the other hand, some women were assaulted by police officers.

**June 2020:** *The pandemic increases violence against women:*

The number of cases of all types of violence against women, has increased alarmingly since the promulgation of governmental decree n° 2020-156 of March 22, 2020 establishing the essential needs and requirements to ensure the continued operation of vital services, as part of the implementation of total containment measures.<sup>4</sup>

As of May 3, more than 7,000 cases of violence have been reported to the toll-free number set up by the Tunisian Ministry of Women.

**August 2020:** *Associations denounce the increase in police violence against women:*

In the north of Tunis, two police officers manhandled a woman and tried to force her into their car. The victim was removed from their vehicle by passers-by.

Between August 4th and 5th, in Tunis, at least three women were violently assaulted by the police or with their complicity. Among them, a lawyer and an LGBT activist<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> Governmental decree n° 2020-156 of March 22nd, 2020, fixing the essential needs and the necessary requirements in order to ensure the continuity of the functioning of the vital services, within the framework of the implementation of the measures of setting in total confinement. The Official Gazette n°24 of March 22, 2020, p. 762.

<sup>5</sup> À Tunis, des associations dénoncent la multiplication des violences policières contre des femmes : <https://observers.france24.com/fr/20200814-violences-police-tunisie-contre-femmes>

## الجزء الأول:

### انتهاكات الحقوق والحريات

تتزايد المخاوف اليوم، أكثر فأكثر، بسبب ما خلفته الإجراءات الاستثنائية التي تم اتخاذها وتمديد العمل بها لمواجهة الازمة الوبائية. هذا ما أدى إلى فسخ المجال أمام التجاوزات في مجال الحقوق والحريات.

#### 1. حقوق النساء

##### 1.1. العنف المسلط على النساء

تعرضت العديد من النساء للعنف الجسدي والجنسي في الفضاء العام وقد وقع تسجيل حالات عنف ضد المرأة في الوسط العائلي. كما تعرضت العديد من النساء الى العنف المسلط من قبل أعوان الشرطة.

**جوان 2020:** الوباء يضاعف العنف ضد النساء:

يشهد عدد حالات العنف، بمختلف أشكاله، ضد النساء ارتفاعا يندرج بالخطر منذ صدور الأمر الرئاسي عدد 28 لسنة 2020 المؤرخ في 22 مارس 2020 المتعلق بتحديد الجولان والتجمعات خارج أوقات منع الجولان<sup>1</sup>.

**أوت 2020:** جمعيات تدين تضاعف العنف البوليسي ضد النساء:

في شمال تونس العاصمة، قام شرطيان بالاعتداء على امرأة وحاولا اجبارها على ركوب سيارة الشرطة. وقد تم انفاذ الضحية من قبل المارة.

بين يومي 4 و5 أوت، في تونس العاصمة، 3 نساء على الأقل يتم الاعتداء عليهن من قبل أعوان البوليس أو بتواطؤ معهم. من بينهم الاعتداء على محامية وناشطة حقوقية والتي تعرضت للاعتداء العنيف حال قيامها بواجبها المهني في الدفاع عن منوبها بمركز الأمن الوطني بالمروج والذي تمثل في ممارسة العنف اللفظي والمادي والمعنوي ضدّها من قبل رئيس المركز وأحد الاعوان بعد غلق المكتب عليها<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> الأمر الرئاسي عدد 28 لسنة 2020 المؤرخ في 22 مارس 2020 المتعلق بتحديد الجولان والتجمعات خارج أوقات منع الجولان <https://legislation-securite.tn/ar/node/104751#:~:text=%D9%8A%D8%B5%D8%AF%D8%B1%20%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%85%D8%B1%20%D8%A7%D9%84%D8%B1%D8%A6%D8%A7%D8%B3%D9%8A%20%D8%A7%D9%84%D8%A2%D8%AA%D9%8A%20%D9%86%D8%B5%D9%87%D8%A3%D8%B4%D8%AE%D8%A7%D8%B5%20%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%B7%D8%B1%D9%8A%D9%82%20%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%85%20%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%B3%D8%A7%D8%AD%D8%A7%D8%AA%20%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%85%D8%A9>

<sup>2</sup> واقعة «اعتداء أعوان أمن على محامية» في مركز الأمن الوطني بالمروج: النيابة العمومية تتعهد بالملف وفرقة حرس العونية تباشر الأبحاث: <https://ar.lemaghreb.tn/D9/82/D8/B6/D8/A7/D8/A1/item/44945-?D9:88/D8/A7/D9:82/D8/B9/D8/A9-C2/AB/D8/A7/D8/B9/D8/AA/D8/AF/D8/A7/D8/A1-D8/A3/D8/B9/D9:88/D8/A7/D9:86-D8/A7/D9:85/D9:86-D8/B9/D9:84/D9:89-D9:85/D8/AD/D8/A7/D9:85/D9:8A/D8/A9-C2/BB-D9:81/D9:8A-D9:85/D8/B1/D9:83/D8/B2-D8/A7/D9:84/D8/A7/D9:85/D9:86-D8/A7/D9:84/D9:88/D8/B7/D9:86/D9:8A-D8/A8/D8/A7/D9:84/D9:85/D8/B1/D9:88/D8/AC-D8/A7/D9:84/D9:86/D9:8A/D8/A7/D8/A8/D8/A9-D8/A7/D9:84/D8/B9/D9:85/D9:88/D9:85/D9:8A/D8/A9-D8/AA/D8/AA/D8/B9/D9:87/D8/AF-D8/A8/D8/A7/D9:84/D9:85/D9:84/D9:81->

other hand, the authorities react effectively when someone criticizes the government's policy in times of health crisis.

Sowing hatred is not punished, but expressing oneself freely is punished.

Moreover, we have based our research on several sources to collect information: reports and studies made and published by national and international NGOs. We also referred to reports and publications of independent public bodies, in particular: the High Authority for Audiovisual Communications (HAICA), the National Authority for the Prevention of Torture (INPT), the National Authority for Personal Data Protection (INPDP). In addition, we have drawn data from other electronic newspapers.

The summary of the main violations of individual liberties falls within the context of the pandemic where, several measures have been taken since November 2020 and until March 2021. These measures obviously affect individual freedoms such as freedom of movement and the right to healthcare.

Thus, like every year, this report's goal is to assess the violations of individual liberties<sup>2</sup> committed between January 2020 and March 2021 in a context of health crisis<sup>3</sup>.

At the same time, we noted the lack of real guarantees for the implementation of the Constitution, such as the establishment of the Constitutional Court.

However, we witnessed during this crisis positive aspects and minimal progress in the area of individual freedoms. Some decisions of the national courts and the work of independent bodies mark a new stage in this regard. Without a doubt, civil society plays a very important role and continues to be the guardian of individual rights and freedoms, as it has always been since the fall of the regime.

<sup>2</sup> "Une parmi deux mille". L'arrestation de Rania Amdouni à l'intersection des luttes : <https://inkyfada.com/fr/2021/03/17/rania-amdouni-intersectionnalite-tunisie/>

<sup>3</sup> Furthermore, the emphasize of this report is on the period from March 2020 until March 2021. This is to include the events of the first semester of 2021 which constitute the "natural" result of the rise of the populist discourse since the end of 2019. Besides, this is also the consequence of the measures and lack of measures during the two first waves of the COVID-19. In this regard, many reports of the Collective have been published in order to cover the period of the lockdown and the specific measures taken to fight against COVID-19. See in this context: The report of the liberties status during the lockdown: March -June 2020; available at: <http://adlitn.org/download/rapport-les-libertes-aux-temps-du-coronavirus/>

ذلك، تتفاعل السلطات بطريقة فعالة وأسرع وأكثر فعالية عندما ينتقد ناشط في الفضاء الرقمي السياسة الحكومية في فترة الأزمة الصحية. إذ لا تقوم السلط بتتبع الأفراد الذين يدعون للكراهية بل وفي المقابل، يعاقب من يمارس حرته في التعبير.

أما من ناحية المصادر التي استقينها منها المعلومات فقد استندنا في صياغة هذا التقرير إلى تقارير ودراسات أعدتها ونشرتها منظمات غير حكومية، وطنية ودولية، وإلى معطيات أخرى منشورة في الصحف الالكترونية، إضافة إلى تقارير و منشورات مختلفات الهيئات الوطنية المستقلة على غرار الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي البصري والهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب والهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية.

يندرج تلخيص أهم الانتهاكات التي طالت الحريات الفردية في سياق الحالة الوبائية ومختلف الإجراءات التي تم اتخاذها في الفترة الممتدة بين نوفمبر 2020 إلى غاية مارس 2021. ولقد أثرت هذه الإجراءات على منظومة الحريات الفردية بما في ذلك حرية التنقل والحق في التمتع بالخدمات الصحية.

ككل سنة، يأتي هذا التقرير على تعداد وتقييم مختلف الاعتداءات على الحريات الفردية الواقعة بين جانفي 2020 ومارس 2021 في ظل جائحة كوفيد-19.

في نفس الوقت، لاحظنا غياب ضمانات حقيقية لتطبيق الدستور على غرار تركيز المحكمة الدستورية.

مع ذلك، هناك العديد من المظاهر الإيجابية التي تخللت هذه الازمة والتي هي بمثابة التطورات التي تم تسجيلها في مجال الحريات الفردية. نذكر على سبيل المثال بعض قرارات المحاكم الوطنية والأعمال المنجزة من قبل الهيئات المستقلة والتي تمهد لمرحلة جديدة في هذا المجال.

في المقابل، يلعب المجتمع المدني دورًا مهمًا للغاية منذ سقوط النظام السابق وإلى حد هذه الساعة. فهو بمثابة الحامي للحقوق والحريات من الانتهاكات التي قد تطالها.

## INTRODUCTION

*“The State guarantees to citizens individual and collective rights and freedoms. It ensures them the conditions for a dignified life.”* These are the provisions of paragraph 2 of Article 21 of the Constitution of January 27<sup>th</sup>, 2014.

There is no doubt that the State must provide a supportive framework for the exercise of rights and freedoms. In other words, dignity is the foundation of this framework, without which it would be useless to talk about individual liberties.

In fact, in international law of human rights , the State has two obligations:

A negative obligation in the form of abstention in the case of “freedom- rights” or a positive obligation when the State undertakes the necessary legislative and other measures in the case of “rights- claim.” These obligations must be reaffirmed even when the State takes exceptional measures in times of crisis. These measures must respect the civil and democratic character of the state in accordance with articles 2 and 49 of the Constitution.

However, it seems that the pandemic has done damages to health and the economy, but also to freedoms. Indeed, the authorities have taken advantage of the precariousness of the context to attack mainly human rights defenders.

In this report, we found that the most affected categories of people were women, LGBT persons or those who advocate for their rights as well as sub-Saharan residents in Tunisia and young people who were subject to arbitrary arrests and violence committed by the forces of law and order during the period from January 2021 to March 2021.

The perpetrators of the violations were mainly the police and to a lesser extent citizens, politicians and public figures...

What marks this period is the fact that the violations increased on social networks. We cite Facebook pages inciting hatred and violence against certain individuals and the perpetrators of these statements remain unpunished. On the

## مقدمة

تنص الفقرة الثانية من الفصل 21 من دستور 27 جانفي 2014 على أن « المواطنين والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات، وهم سواء أمام القانون من غير تمييز.»

مما لا شك فيه، أن على الدولة وضع إطار مناسب لممارسة الحقوق والحريات. أو بعبارة أخرى، جعل الكرامة أرضية مشتركة لهذا الإطار، بدونها سيكون الحديث عن الحريات الفردية غير مجدي.

على أرض الواقع، وفي القانون الدولي لحقوق الانسان، يقع على كاهل الدولة صنفان من الالتزامات:

الالتزام السلبي ويكون في شكل امتناع عن التدخل في ممارسة الصنف المتعلق ب« الحقوق والحريات » أو الالتزام الإيجابي والذي تتعهد الدولة بمقتضاه باتخاذ الإجراءات اللازمة، قانونية أو غيرها لضمان ممارسة الحقوق والحريات و التأكيد على التمسك بهذه الالتزامات الدولة في حالة اتخاذ التدابير الاستثنائية زمن الأزمات، اذ يجب أن يقع اتخاذها في اطار احترام الطابع المدني والديمقراطي للدولة وفقا للفصلين 2 و49 من الدستور.

مع ذلك، يبدو أن الوضع الوبائي قد خلف أضرارا على المستوى الصحي والاقتصادي وأيضا على مستوى الحريات. في الواقع، استغللت السلطات هشاشة الوضع لمهاجمة المدافعين عن حقوق الانسان.

في هذا التقرير، لاحظنا أن الفئات الأكثر تضررا هم النساء، وبعض الأفراد على أساس توجههم الجنسي أو هويتهم الجندرية والمدافعين والمدافعات عن حقوق هؤلاء الأفراد. إضافة الى سكان القادمين من افريقيا جنوب الصحراء والقاطنين في تونس والشباب الذين تم اعتقالهم تعسفا وضحايا العنف الذي مارسته قوات الأمن في الفترة الممتدة بين جانفي 2021 الى غاية مارس 2021.

وكان مرتكبو الاعتداءات بالخصوص هم أعوان الشرطة، وبدرجة أقل مواطنين، سياسيين وشخصيات عامة.

وما يميز هذه الفترة هو أن الاعتداءات قد شهدت تزييدا على وسائل التواصل الاجتماعي. نذكر بعض صفحات الفايسبوك الداعية للكرهية والعنف ضد بعض الأشخاص دون أي محاسبة أو تتبع قضائي. مع

of populists! and the aggravating circumstance of the COVID-19 pandemic! These two factors have led to a deterioration in the state of freedoms and an increase in attacks against the actors of freedoms...

In terms of the approach to the development of the Report, the Collective has been proceeding since 2016 with a participatory elaboration of the Report. A member association takes the initiative to prepare the draft of the Report and all the members take part to enrich and improve it. This year the Tunisian Association for the Defense of Individual Liberties took the initiative and the Tunisian League for the Defense of Human Rights, the Tawhida Ben Sheikh Group, the World Organization against Torture and Lawyers Without Borders have actively contributed to its development.

This year and for the third consecutive year; the Collective is very grateful to the Heinrich Böll Stiftung for its financial support to publish and distribute the Report.

For the Civil Collective for Individual Liberties and the editorial board.

**Pr. Wahid Ferchichi**

أما فيما يخص التمشي، فقد دأب الائتلاف منذ 2016 على تبني مبدأ الصياغة التشاركية للتقرير. إذ تبادر جمعية تنتمي للائتلاف بصياغة مشروع أولي للتقرير ليتم إثراء وتحسينه، بعد ذلك، من قبل بقية الجمعيات الأعضاء.

وفي نفس الإطار، قامت الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية خلال هذه السنة (2021) وتفاعلت الرابطة التونسية لحقوق الانسان ومجموعة توحيدة بالشيخ والمنظمة العالمية ضد التعذيب ومحامون بلا حدود بهدف إثراء العمل وتطويره.

وللسنة الثالثة على التوالي، يتقدم الائتلاف بجزيل الشكر لمنظمة Heinrich Boll Stiftung لدعمها وتمويلها لإصدار ونشر هذا التقرير.

عن الائتلاف المدني للحريات الفردية وفريق التحرير

**وحيد الفرشيشي**

## PREFACE

Since its creation on January 19<sup>th</sup>, 2016, the Civil Collective for Individual Liberties publishes annually a report on the state of individual liberties<sup>1</sup>. These reports are an attempt to document the main violations of individual liberties committed by various public actors: institutions, politicians, police, judiciary ... but also public figures, opinion leaders, groups of citizens or citizens acting individually...

Since 2016, these Reports have also tried to present the advances (if they exist) in terms of support or protection of rights and freedoms and especially individual liberties on the legislative, regulatory, institutional or operational level...

The Collective has opted since the elaboration of its first report to adopt the same outline and the same approach:

At the level of the outline of the report; we opted, and from the beginning, for a simple outline based, firstly, on the various violations of individual liberties and attacks against the most discriminated and minorized groups (women; children; LGBTQI++ people; migrants....); secondly, the report relates the achievements in terms of freedoms and thirdly presents the recommendations.

This year (2020) we have noticed the rise of threats and violations against individual freedoms and the most exposed groups: journalists and activists. This state of affairs did not surprise the members of the Collective since we have already drawn attention in the 2019 report to the Dangers

<sup>1</sup> See the reports of the Civil Collective for Individual liberties on the following links :

- Rapport état des libertés individuelles 2017, « Les violations continuent et s'intensifient », March 2018 : [http://www.adlittn.org/sites/default/files/fr\\_redui\\_1.pdf](http://www.adlittn.org/sites/default/files/fr_redui_1.pdf)
- Rapport état des libertés individuelles en 2018 : « Bas les masques », April 2019 : [http://adlittn.org/sites/default/files/1.\\_rapport\\_etat\\_des\\_li\\_2019\\_version\\_integrale.pdf](http://adlittn.org/sites/default/files/1._rapport_etat_des_li_2019_version_integrale.pdf)
- Collectif civil pour les libertés individuelles et Observatoire du droit à la différence, « Les libertés individuelles lors des campagnes électorales de 2019, Rapport » : November 2019, available in three languages on the following link: [http://www.adlittn.org/sites/default/files/1.\\_rapport\\_lib\\_indiv\\_dans\\_les\\_campagnes\\_electorales\\_de\\_2019\\_version\\_integrale.pdf](http://www.adlittn.org/sites/default/files/1._rapport_lib_indiv_dans_les_campagnes_electorales_de_2019_version_integrale.pdf)
- Report on the state of individual liberties in 2019, « the danger of populism », April 2020: <http://adlittn.org/download/rapport-etat-des-libertes-individuelle-en-2019/>

## تقديم

منذ تأسيسه في 19 جانفي 2016، ينشر الائتلاف المدني للحريات الفردية، سنويا، تقريرا حول واقع الحريات الفردية. تمثل هذه التقارير محاولة لتوثيق أهم الانتهاكات التي تطال منظومة الحريات الفردية والصادرة عن مختلف الفاعلين العموميين: مؤسسات، سياسيين، الأمن، القضاء ... بالإضافة الى الشخصيات العامة، المؤثرين على الرأي العام، مجموعات المواطنين أو حتى الاعتداءات الفردية.

تحاول هذه التقارير كذلك، منذ سنة 2016، تقديم الإنجازات (ان وجدت) المتعلقة بتدعيم أو بحماية الحقوق والحريات بما في ذلك الحريات الفردية على الصعيد التشريعي والترتيبي والمؤسساتي وعلى أرض الواقع.

حافظ الائتلاف، منذ إصداره لتقريره الأول، على نفس الخطة وعلى نفس التمشي.

فعلى مستوى التخطيط، اخترنا منذ البداية خطة بسيطة قائمة أولا، على رصد مختلف الانتهاكات التي طالت الحريات الفردية والهجمات والاعتداءات ضد المجموعات الأكثر عرضة للتمييز والتهميش (على غرار النساء والأطفال، والمثليين والمثليات والمتحولين جنسيا ومزدوجي الميل الجنسي واللاجئين ...). ثانيا، البحث عن الاستحقاقات والإنجازات في مجال الحريات الفردية، وثالثا وأخيرا، تقديم التوصيات.

هذا وقد لاحظنا خلال هذه السنة (2020) ارتفاعا في نسق التهديدات والانتهاكات في مجال الحريات الفردية وضد المجموعات الأكثر عرضة للمخاطر على غرار الصحفيين والناشطين. وبالنسبة للائتلاف فإن هذا الوضع المليء بالانتهاكات كان متوقعا، إذ وقع التحذير من مخاطر الشعبويين على الحريات الفردية بمناسبة اصدار الائتلاف لتقريره في أفريل 2020.

وبالإضافة لخطر الشعبوية على الحريات الفردية فإن جائحة كوفيد-19 كان لها نفس الوقع على الحريات. إذ ساهمت هذه الظروف في تدهور وضع الحريات وتسريع نسق الاعتداءات ضد الفاعلين في مجال الدفاع عن الحريات الفردية.

<b>2. WHAT ABOUT ACHIEVEMENTS?</b>	27	<b>الجزء الثاني: هل تحققت مكاسب في مجال الحريات الفردية؟</b>
<b>1. Legal texts :</b> <i>individual liberties are neglected</i>	27	<b>1. النصوص التشريعية: اهمال الحريات الفردية</b>
<b>2. The contribution of jurisprudence:</b> <i>a weak record</i>	28	<b>2. دور القضاء: تدخل ضعيف في مادة الحريات</b>
- The Judicial Judge		- القضاء العدلي
- The administrative Judge		- القضاء الإداري
<b>3. The role of independent authorities</b>	29	<b>3. دور الهيئات الوطنية المستقلة</b>
<b>4. The role of civil society:</b> <i>hard work to ensure individual liberties respect</i>	30	<b>4. دور المجتمع المدني: تكثيف الجهود لضمان احترام الحريات الفردية</b>
<b>CONCLUSION</b>	33	<b>الخاتمة</b>

## TABLE OF CONTENTS

PREFACE	5
INTRODUCTION	7
<b>1. THE INFRINGEMENT OF THE RIGHTS AND FREEDOMS</b>	9
<b>1. Women's rights</b>	9
1.1. Attacks on women	9
1.2. Assaults against women	11
- The politicians's harassment	
- The public figures's harassment	
1.3. Cyber violence against women	13
1.4. Sexual and reproductive rights	14
1.5. Political rights	14
1.6. Marriage equality	15
<b>2. The rights of LGBTQI++ people</b>	16
<b>3. The freedom of thought</b>	18
3.1. Freedom of expression under threat	18
3.2. Incitement to hatred and to violence threatens press freedom	19
<b>4. Freedom of demonstration</b>	20
<b>5. The right to protection of personal data</b>	22
<b>6. The right to health: <i>an absolute distress in the face of the fight against the coronavirus</i></b>	22
<b>7. Violation of the principle of non-discrimination</b>	23
<b>8. Police abuses</b>	24
<b>9. Freedom of conscience</b>	24
<b>10. The rights of children: <i>abused dignity</i></b>	25
<b>11. Practices of torture and punishments or inhumane treatment</b>	25

## الفهرس

تقديم

مقدمة

### الجزء الأول:

انتهاكات الحقوق والحريات

#### 1. حقوق النساء

- العنف المسلط على النساء

- تعنت الشخصيات العامة ضد النساء

- العنف المسلط على النساء في الفضاء الرقمي

- الحقوق الجنسية والإنجابية

- الحقوق السياسية

- مارس 2021: تمثيلية ضعيفة للنساء في مراكز القرار

- المساواة في الزواج

#### 2. حقوق المثليين والمثليات ومزدوجي الميل الجنسي والعابرين والعبارات...الحياة الخاصة مهددة

#### 3. حرية الفكر والتعبير

- حرية التعبير مهددة

- التحريض على العنف والكراهية يهدد حرية الصحافة

- حرية التظاهر

#### 4. الحق في حماية المعطيات الشخصية

5. الحق في الصحة: عجز تام في مواجهة جائحة كوفيد- 19

6. خرق مبدأ عدم التمييز

#### 7. التجاوزات الأمنية

#### 8. حرية الضمير

9. حقوق الطفل: اغتصاب كرامة الطفل

10. ممارسة التعذيب وتطبيق العقوبات والمعاملات للإنسانية



## ABOUT THE CIVIL COLLECTIVE FOR INDIVIDUAL LIBERTIES:

The Collective is an informal coalition of associations and civil society movements; created at the initiative of a group of associations and launched on January 2019, 19. The Collective brings together about forty associations working to defend individual freedoms within the framework of a human rights approach; based on full and effective equality between men and women, the fight against all forms of discrimination based on sex, race, color, ethnic or national origin, disability, language, religion, economic and social status, sexual orientation and gender expression or identity, disease ... Since its creation, the Collective has been involved in all activities and events related to human rights in general and individual freedoms in particular and it publishes an annual report on the state of individual freedoms. You can follow the Collective's activities on its Facebook page link: <https://fr-fr.facebook.com/pages/category/Community/Le-collectif-pour-les-libert%C3%A9s-individuelles1083565965010495/>

## EDITORIAL TEAM :

Pr. Wahid FERCHICHI  
Dr. Mohamed Amine JELASSI  
Mr. Bouhdid BELHEDI  
Mr. Mohamed Anoir ZAYANI

## DESIGN:

Anis MENZLI / **ALPHAWIN STUDIO**

ISBN : 978 - 9973 - 9860 - 4 -7

June 2021

## الائتلاف المدني للحريات الفردية

الائتلاف هو تحالف غير رسمي بين جمعيات وحركات من المجتمع المدني. تم تأسيسه ببادرة من مجموعة جمعيات في 19 جانفي 2016. يجمع الائتلاف المدني للحريات الفردية اليوم أكثر من 40 جمعية بهدف الدفاع عن منظومة الحريات الفردية في اطار مقاربة حقوقية مبنية على المساواة الكاملة و الفعلية بين النساء و الرجال، ومناهضة كل أشكال التمييز على أساس الجنس، العرق، اللون، الأصل، الهوية الجندرية و تعبيراتها، والحالة الصحية ...

يخطط الائتلاف منذ تأسيسه في كل الأنشطة والتظاهرات المتعلقة بحقوق الانسان عموما وبالحرريات الفردية بالخصوص.

ويقع نشر تقرير سنوي حول واقع الحريات الفردية في تونس.

يمكنكم متابعة أنشطة الائتلاف ومنشوراته على صفحته على الفايسبوك : [https://](https://www.facebook.com/CollectifCivilpourleslibertesindividuelles)

[www.facebook.com/CollectifCivilpourleslibertesindividuelles](https://www.facebook.com/CollectifCivilpourleslibertesindividuelles)

## فريق العمل:

الدكتور وحيد الفرشيشي  
الدكتور محمد أمين الجلاصي  
السيد بوحميد بلهادي  
السيد محمد أنور الزباني

## التصميم:

أنيس منزلي / **ALPHAWIN STUDIO**

ISBN : 978 - 9973 - 9860 - 4 -7

جوان 2021

The Civil Collective  
for **Individual Liberties**

الاتتلاف المدني  
من أجل **الحريات الفردية**

**ANNUAL REPORT**  
**STATE OF INDIVIDUAL LIBERTIES**

**MARCH 2020-MARCH 2021:**

**THE YEAR OF ALL THREATS**

**SYNTHESIS**

**تقرير سنوي حول**  
**واقع الحريات الفردية في تونس**

**مارس 2020 - مارس 2021:**

**سنة كل التهديدات**

**ملخص**

**supported by:**

HEINRICH BÖLL STIFTUNG  
تونس  
تونس

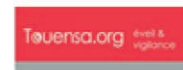


**بدعم من**

**June 2021**

**تونس جوان 2021**

## مكونات الائتلاف المدني للحريات الفردية



The Civil Collective  
for Individual Liberties

الاتتلاف المدني  
من أجل الحريات الفردية

ANNUAL REPORT

تقرير سنوي حول

STATE OF INDIVIDUAL  
LIBERTIES

واقع الحريات الفردية  
في تونس

March 2020-March 2021:

مارس 2020 - مارس 2021:

THE YEAR OF ALL THREATS

سنة كل التهديدات

SYNTHESIS

ملخص

Supported by

HEINRICH BÖLL STIFTUNG  
تونس  
تونس



بدعم من

تونس جوان 2021 June